

CAHIER DU

RETEX



RECHERCHE

LES ÉVOLUTIONS TACTIQUES DU CONFLIT EN SYRIE 2011-2014



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



MARS 2015

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustration de couverture :

Syrie, 2013. Des combattants de l'armée syrienne libre.

© Reuters

LES ÉVOLUTIONS TACTIQUES DU CONFLIT EN SYRIE

2011-2014

Ce RETEX est mis en ligne sur le site du CDEF dans la rubrique CDEF/RETEX,
cahiers du RETEX, collection Recherche.

Étude réalisée par Adrien DESBONNET, apprenti MRIAIE Paris I Sorbonne,
chargé d'études au Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, 2013-2014
sous la direction de Mme Julie d'Andurain,
chef du Bureau Recherche/DREX/CDEF

CDEF/DREX/B. RECH - 1 place Joffre - 75 007 PARIS

Pnia : 821 753 81 53 - Tél. : 01 44 42 81 53 -

Fax : 01 44 42 42 66 - www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Courriel : julie.d-andurain@intradef.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I – LES ORIGINES DE LA CONTESTATION	9
I.1 LE « TRIANGLE DU POUVOIR », FONDEMENT DU RÉGIME SYRIEN	9
I.1.1 La naissance du régime syrien repose sur les Alaouites, l'Armée et le parti Baas	9
I.1.2 Le président Hafez el-Assad et la mise en place de son régime par le renforcement du « triangle du pouvoir »	10
I.1.3 L'accession de Bachar el-Assad au pouvoir	11
I.2 UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL FRAGILE	15
I.3 LES PREMIERS MOUVEMENTS DE RÉBELLION	16
I.3.1 Les premières manifestations	17
I.3.2 L'émergence de groupes rebelles. Revendications, structures, identités	18
CHAPITRE II – LA STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION DU RÉGIME .	21
II.1 L'ARMÉE SYRIENNE ARABE EN 2011	21
II.2 UNE STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION HÉRITÉE DE HAFEZ EL-ASSAD	26
II.2.1 La contre-insurrection de Hafez el-Assad. 1979-1982.	26
II.2.2 La stratégie de contre-insurrection de Bachar el-Assad. 2011-2012	26
II.3 L'ÉCHEC DE LA STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION À L'ÉTÉ 2012	28
II.3.1 Les raisons de l'échec	28
II.3.2 Les conséquences de cet échec	29
CHAPITRE III – LES REBELLES SYRIENS, ENTRE TENTATIVES D'UNIFICATION ET PERMANENCE DES DIVISIONS	31
III.1 DES TENTATIVES D'UNIFICATION DE LA RÉBELLION	31
III.1.1 Les difficultés des premières coalitions rebelles	31
III.1.2 La mise en place d'une coopération sur le terrain	33
III.1.3 Des groupes à rayonnement local, provincial et national	34
III.2 LA STRATÉGIE DES REBELLES	36
III.2.1 Une stratégie rebelle se dessine au niveau national	36
III.2.2 Les défis tactiques des rebelles	37
III.2.3 Les rebelles et la population	38

III.3 LE ROLE DES ACTEURS EXTÉRIEURS DANS LA RÉBELLION	38
III.3.1 La Turquie, une base arrière et une source d'approvisionnement capitales	38
III.3.2 Le rôle primordial des pays du Golfe	39
III.3.3 Le soutien des puissances occidentales	40
CHAPITRE IV – LA NOUVELLE STRATÉGIE DE ASSAD : NETTOYAGE ETHNIQUE ET GUERRE CIVILE	41
IV.1 LA POPULATION AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS	41
IV.1.1 La crise humanitaire, l'arme ultime du régime	41
IV.1.2 La propagande, pilier de la survie de l'État	44
IV.2 L'APPUI CROISSANT SUR LES MILICES	45
IV.2.1 La confusion croissante entre les milices et l'Armée Syrienne	45
IV.2.2 Le rôle des milices dans les opérations du régime	45
IV.3 LE RÔLE PRIMORDIAL DES ACTEURS ÉTRANGERS DANS LES COMBATS	46
IV.3.1 Les Iraniens en Syrie.	47
IV.3.2 Le rôle du Hezbollah libanais	48
IV.3.3 Les milices chiites en Syrie	51
IV.3.4 L'approvisionnement russe	52
IV.4 BILAN DES OPÉRATIONS DU RÉGIME ET DE L'ÉVOLUTION GÉOGRAPHIQUE DU CONFLIT	52
IV.4.1 Bilan des opérations menées par le régime depuis l'été 2012	52
IV.4.2 Bilan de l'évolution géographique du conflit	54
CHAPITRE V – LA « SECONDE RÉVOLUTION » : LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES DJIHADISTES ET LA FRACTURE DE LA RÉBELLION	57
V.1 L'ÉMERGENCE D'UNE RÉBELLION DJIHADISTE	57
V.1.1 La multiplication des groupes djihadistes en Syrie	57
V.1.2 Les groupes djihadistes dans la guerre civile syrienne	58
V.1.3 Un afflux sans précédent de combattants étrangers	60
V.2 L'INSURRECTION SYRIENNE FACE AUX MOUVEMENTS DJIHADISTES : COMBATS ET COALITIONS	61
V.3 PERSPECTIVE : QUEL AVENIR POUR LES DJIHADISTES EN SYRIE ?	62
CONCLUSION	63
BIBLIOGRAPHIE	65

INTRODUCTION

En 2011, cela fait quarante ans que la Syrie est dominée par un régime dictatorial, tenu par la famille Assad depuis le coup d'État de Hafez el-Assad en 1970. S'appuyant sur son parti, le Baas, ainsi que sur un appareil sécuritaire pléthorique, le chef de l'État organise une mainmise totale sur une société syrienne dépourvue de libertés et vivant généralement dans un climat de peur. L'armée, dont est issu Hafez, est portée au cœur du pouvoir et le pouvoir semble alors totalement sclérosé, hermétique à la réforme et uniquement dévoué à la satisfaction des intérêts d'un clan dominé par les Assad.

La chute des régimes de Ben Ali en Tunisie puis de Moubarak en Égypte au début de l'année 2011 ont montré le danger que couraient les pouvoirs dictatoriaux en place dans certains pays arabes depuis des décennies. Le conflit en Syrie est, avec ses caractéristiques qui lui sont propres, une composante de ces « printemps arabes » qui ont déferlé sur la majeure partie du monde arabe. L'irruption de la violence en Syrie résulte de la confrontation entre les espoirs de changement politique réanimés par cette vague de contestation d'échelle internationale et l'incapacité du régime syrien à mener les réformes de fond qui s'imposaient.

Le conflit syrien est aussi un nouveau champ d'action du djihadisme international. De puissants groupes djihadistes ont émergé à la faveur de la guerre et la

fracture du territoire syrien est profonde. Ces mouvements menacent à la fois l'avenir de la Syrie, celui des pays voisins, notamment l'Irak, mais ils inquiètent également les pays occidentaux qui craignent à la fois le retour des djihadistes dans leur pays mais aussi la montée en puissance de groupes plus puissants encore qu'Al-Qaïda à son apogée, ce qui est le cas de « l'État Islamique » aujourd'hui.

Par l'intensité et la durée des violences, le cas syrien constitue cependant un cas unique. La campagne de contre-insurrection du régime dévoile rapidement une situation de guerre civile qui a pour conséquences une fracture du territoire national, un imbroglio géopolitique et un désastre humanitaire.

Ce cahier du RETEX décrit les mutations de cette guerre civile syrienne et en tire des enseignements en termes de doctrine de contre-insurrection. L'étude a été menée dans le but d'analyser les évolutions tactiques des différents acteurs qui y sont engagés, avec leurs enjeux géopolitiques pour toile de fond. Il éclaire ainsi également sur les bouleversements régionaux provoqués par ce conflit. Il constitue de ce fait une étude de cas pertinente dans le cadre d'une appréhension plus globale des conflits et des rivalités aux Proche et Moyen-Orient.

CHAPITRE I

LES ORIGINES

DE LA CONTESTATION

I.1 LE « TRIANGLE DU POUVOIR »¹, FONDEMENT DU RÉGIME SYRIEN

Le régime syrien, en place depuis 1970, est un régime autoritaire et héréditaire s'appuyant sur le parti Baas², de puissants services de sécurité intérieure, une armée puissante, ainsi que sur une lourde administration. Ces différentes entités sont intimement liées, dépendent les unes des autres et forment les piliers du régime.

I.1.1 La naissance du régime syrien repose sur les Alaouites, l'Armée et le parti Baas

Les Alaouites, secte minoritaire du chiïsme, se sont peu à peu imposés comme la minorité dirigeante du pays. Depuis plus de dix siècles, cette communauté était repliée sur elle-même, subissant les persécutions, le mépris voire la haine des autres musulmans au point qu'elle reste, encore aujourd'hui, considérée comme hérétique par de nombreux sunnites. Le mandat français (1920-1945) met fin à sept siècles d'oppression et les sort de l'isolement. La France leur accorde, en effet, un « État des Alaouites » dans le nord-ouest du pays, jusqu'à la réunification du pays en 1936. Entre-temps, la carrière militaire, souvent délaissée par les sunnites, plus nationalistes, qui la considéraient souvent comme une émanation des autorités mandataires françaises, s'ouvre à eux.

¹ Xavier Baron, *Aux origines du drame syrien. 1918-2013*, Paris, Tallandier, 2013.

² « Le Parti de la résurrection », parti socialiste arabe, créé en 1947 à Damas.

Haïs et méprisés par le reste de la population, ils y trouvent un moyen de promotion sociale qui constitue un outil de leur puissance en devenir. À partir de 1952, Hafez el-Assad gravit les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'à son accession au pouvoir en 1970. L'intégration des Alaouites à la vie politique se fait alors essentiellement par l'intermédiaire du Parti populaire syrien et du Baas, notamment à Lattaquié³. Il faut toutefois garder à l'esprit que les Alaouites ne constituent pas un bloc uni et homogène. Il existe en leur sein des rivalités opposant les villes et les campagnes, les villages, les familles, les tribus.

Le coup d'État du Baas le 8 mars 1963 marque le début de l'éclatement du parti. Un conseil civilo-militaire, avec Amin al-Hafez à sa tête, est mis en place, chasse les fondateurs historiques du Baas et renverse la République Arabe syrienne. Très vite, le corps des officiers connaît de profondes transformations, les Alaouites en profitant pour renforcer encore leur domination en étant plutôt affectés dans les unités d'élite autour de Damas ainsi que dans les secteurs stratégiques liés au pouvoir tandis qu'à l'inverse, les sunnites sont envoyés à la périphérie, sur le front israélien.

Cette partition du pouvoir entre Alaouites et sunnites constitue un des facteurs essentiels de réussite du coup d'État néo-Baassiste, l'aile dure du parti emmenée par Salah Jedid, le 23 février 1966. Une politique régionaliste remplace alors la traditionnelle vision panarabe du parti Baas. Devenu ministre de la Défense et commandant de l'aviation, Hafez el-Assad construit son emprise sur l'armée en nommant des officiers alaouites fidèles aux postes clés, soudés derrière la famille Assad, la troupe restant quant à

³ Xavier Baron, *op. cit.*, p. 128.

elle majoritairement sunnite. Au sein du parti Baas, la dynamique est identique : les Alaouites remplacent peu à peu les sunnites. Le coup d'État de 1966 marque aussi une rupture importante au sein du Parti, notamment entre Salah Jeddid, qui représente l'aile civile et Hafez el-Assad, à la tête de l'aile militaire avec son compagnon de la première heure et futur ministre de la défense, Mustafa Tlass. La défaite de 1967 face à Israël (guerre des Six Jours), dont Hafez el-Assad attribue la responsabilité à l'aile civile, est aussi une défaite politique pour le pouvoir en place à Damas. Le conflit entre les civils et les militaires porte sur la politique socialiste intérieure, les relations avec les autres États arabes et sur les liens avec l'URSS. Pour Assad, la transformation socialiste de la société doit passer après la lutte contre Israël : il faut pour cela coopérer avec les États arabes modérés et avec le régime baasiste rival de Bagdad, ce que l'aile civile rejette catégoriquement.

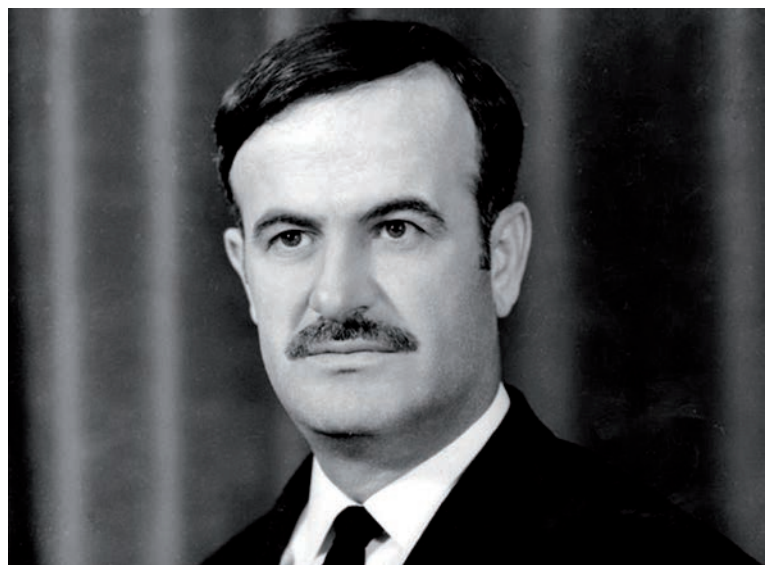
Hafez el-Assad se débarrasse de son rival lors du coup d'État du 13 novembre 1970 à la faveur de la crise jordanienne. Sans effusion de sang et avec le soutien de l'armée, il invoque sa volonté de refuser l'intervention syrienne pour mettre fin au « terrorisme intellectuel » et à la « dictature » de l'aile civile. Souhaitant lancer un « mouvement de redressement », il propose des élections. Le 12 mars 1971, il est élu à 99,2 % des voix, un chiffre qui témoigne de la nature dictatoriale dont hérite le nouveau régime après de nombreuses années de dictature militaire instable. Il cherche alors surtout à briser l'influence des familles de grands propriétaires terriens par l'intermédiaire de la réforme agraire pour faire apparaître une classe de paysans dévoués au parti Baas.



Troupes syriennes à Damas, 1963.

I.1.2 Le président Hafez el-Assad et la mise en place de son régime par le renforcement du « triangle du pouvoir »

La Constitution du 12 mars 1973 accorde de larges pouvoirs au Président ainsi qu'une place prééminente au Baas. La Syrie devient officiellement un « État démocratique, populaire, socialiste et souverain ». Le commandant régional du Baas doit proposer au Conseil du peuple le candidat à la présidence, puis cette candidature est soumise à référendum. L'article 8 de la Constitution stipule que le Baas « est le parti dirigeant de la société et de l'État ». Un système de parti unique, caractéristique des dictatures, est alors installé. Dans ce cadre, le Président est élu pour sept ans sur la base d'un mandat renouvelable de façon illimitée. Il est commandant en chef des forces armées, nomme le ou les vice-présidents, le Premier ministre et les membres du gouvernement ; il assume seul le pouvoir législatif quand le Parlement n'est pas en session. Le Parlement est ainsi relégué à un rôle de chambre d'enregistrement des décisions du commandement régional du Baas, dirigé par le président Assad. Le gouvernement dispose d'un rôle subalterne semblable. Dans un second temps, il est également ajouté à la Constitution que « la religion du président de la République doit être l'islam », conséquence des pressions sunnites exercées en faveur de l'islam qui devient ainsi religion d'État.



Le président Hafez el-Assad.

Le régime de Hafez el-Assad met rapidement en place de puissants services de sécurité, piliers du régime et présents à tous les niveaux de la société. Ces services sont multiples, indépendants de l'armée et de la police et parfois rivaux. Leur présence est permanente dans les villes où ils s'associent aux milices du Baas, également présentes dans les zones rurales. À cela s'ajoutent les brigades de défense, créées avant 1970, commandées par le frère de Hafez el-Assad, Rifaat el-Assad, jusqu'en 1984, date à laquelle il tombe en disgrâce. Fortes d'une quinzaine de milliers d'hommes, elles bénéficient parfois d'un armement plus moderne que celui de l'armée, notamment des blindés qui serviront durant la répression de Hama en 1982⁴. Les Forces Spéciales du général alaouite Ali Haydar, composées d'une dizaine de milliers d'hommes, complètent cet arsenal sécuritaire.

Le pouvoir de Hafez el-Assad est aussi celui d'un clan. On compte parmi ses lieutenants les plus fidèles Mustafa Tlass, compagnon de la première heure et inamovible ministre de la Défense ; le colonel Ali Zaza, Alaouite et chef des services de renseignement militaire ; le sunnite Abdallah el-Ahmar qui contrôle le Baas dont il est le secrétaire adjoint, autrement dit le numéro 2 derrière le Président ; Abdel Rahman Khleifawi, Premier ministre, sunnite, de 1971 à 1972 puis en 1976 ; Abdel Halim Khaddam, lui aussi sunnite, ministre des Affaires étrangères après le coup d'État et vice-président en 1984 avant de rompre avec Bachar el-Assad en 2005 ; le général Mohamed el-Kholi, Alaouite, chef des services de renseignements de l'armée de l'air, directement rattachés au chef de l'État et le général Naji Jamil qui succède à Hafez el-Assad à la tête de l'armée de l'air. Il apparaît très vite que ce clan recherche son propre profit et non celui de l'État ou de la société.

I.1.3 L'accèsion de Bachar el-Assad au pouvoir

Ces éléments perdurent lorsque, en 2000, à la mort de son père, Bachar el-Assad prend la direction du pays. Il est peu préparé à l'exercice du pouvoir car c'est son frère aîné, Bassel, qui était destiné à régner, avant de décéder dans un accident de voiture en 1994.

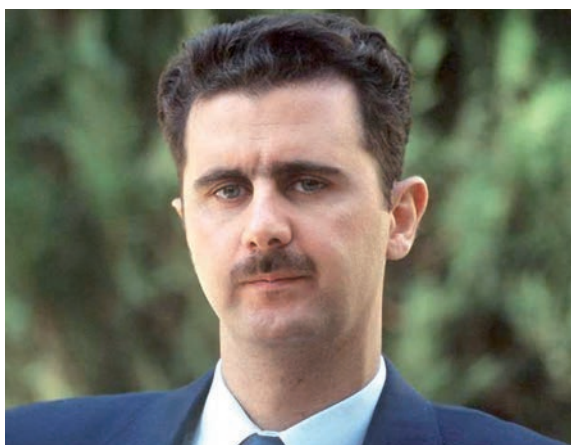
⁴ Xavier Baron, *op. cit.*, p. 153.

Bachar el-Assad apparaît alors comme un homme ouvert et moderne⁵ mais aussi comme un faible qui aura du mal à s'imposer face à la « vieille garde » du régime et aux rouages complexes du Baas. Après quinze ans sans aucune réunion, illustration parfaite du désintérêt d'Hafez el-Assad pour le parti, le Baas se réunit le 17 juin 2000 lors du 9^e Congrès qui proclame à l'unanimité Bachar el-Assad « dirigeant du parti Baas et du peuple ». Il s'agit en réalité d'une réunion de légitimation dont l'objectif est de masquer la perpétuation d'un système dictatorial héréditaire. Trois jours plus tard, le 20 juin, Bachar el-Assad est élu secrétaire général du parti et un nouveau comité central est formé, comprenant notamment le commandant Maher el-Assad, le frère de Bachar, membre de la garde présidentielle, le colonel Manaf Tlass, fils du ministre de la Défense, officier de la garde républicaine, le général Ali Aslan, chef d'état-major des armées et le général Ibrahim el-Safi, commandant des forces syriennes au Liban, ce qui illustre bien l'imbrication de la fonction présidentielle, de la famille Assad, du Baas et de l'armée au sommet de l'État. Le 10 juillet, Bachar est élu président par référendum avec 97,2 % des voix, sans aucune contestation interne, le résultat illustrant une nouvelle fois le caractère dictatorial du régime syrien où l'opposition est inexistante.

Les premiers mois du règne de Bachar el-Assad sont qualifiés de « printemps de Damas », une période où el-Assad multiplie les réformes de modernisation. Son discours inaugural du 17 juillet 2000 est rempli de promesses de changement mais reste empreint d'ambiguïtés : il annonce notamment que la démocratie serait une bonne chose pour la Syrie mais que son modèle occidental est inadapté. Il souhaite également une « indispensable réforme administrative » et une saisie du problème de la corruption, endémique, par la justice. Durant la première année, Bachar el-Assad fait promulguer une centaine de lois visant à faciliter les investissements privés, l'économie de marché

⁵ C'est à son frère aîné, Bassel, que la succession au pouvoir a longtemps été destinée. Bachar el-Assad ne s'est donc pas préparé à une carrière militaire. Il a étudié l'ophtalmologie à Londres, où il rencontre sa femme Asma. Il est réputé être passionné de nouvelles technologies et d'Internet. Il est rappelé en urgence à Damas en 1994, suite au décès de son frère Bassel. Il reçoit alors une formation militaire accélérée tout en étant préparé par son père à l'exercice du pouvoir. Il est promu colonel en 1999. Parallèlement, il est nommé à une fonction civile, la présidence de la Société syrienne d'informatique, une association fondée par son frère Bassel. Voir Souhail Belhadj, *La Syrie de Bashar el-Asad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, Paris, 2013, p. 105-106.

et l'ouverture de banques privées, à faire face au chômage (estimé à 20 % de la population active) ou encore au manque de logements. Pour lui, le monopole du parti Baas, autrement dit l'absence de démocratie, n'est pas un obstacle à l'ouverture économique.



Bachar el-Assad.

Durant cette période se créent des partis indépendants, ainsi que de nombreux colloques, salons et associations, la parole et la critique se font plus libres. Mais cette ouverture ne touche véritablement que la capitale et quelques villes du pays sans avoir de base populaire.

Un mouvement d'opposition se met en place, avec des figures emblématiques telles que l'écrivain Michel Kilo, Riad el-Turk, Riad Seif, Aref Dalila, Burhan Galioun, présentes au début de la crise en 2011. Ils lancent, le 26 septembre 2000, l'Appel des 99 qui réclame la fin de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963, l'amnistie pour tous les détenus politiques, les libertés de réunion, d'expression et de la presse. En janvier 2001, l'Appel des 1 000 réclame des élections libres, la fin de l'état d'urgence et du monopole politique du Baas, un système judiciaire indépendant... Nombreux sont ceux qui, parmi les hauts responsables de l'État, sont inquiets pour leurs avantages et des lois votées ne sont ainsi pas appliquées. La critique est de ce fait rapidement étouffée. Le clan familial est même renforcé quand, en 2005, Bachar el-Assad provoque le départ de certains membres de la « vieille garde » tels que Abdel Halim Khaddam et Mustafa Tlass. Ce « printemps de Damas » ne modifie pas la structure du régime mais insuffle des idées nouvelles dans la société et fédère les oppositions, lesquelles resurgissent en 2011.

Même si elle est différente à certains égards de celle de son père, la Syrie de Bachar se pose dans la continuité du régime né en 1970. Contrairement au règne de Hafez el-Assad, la critique existe dans la Syrie de Bachar et le climat de peur s'est quelque peu dissipé mais la démocratie demeure absente, sans multipartisme ni liberté de la presse ni séparation des pouvoirs, les services de sécurité restent également très puissants et le clan Assad semble inamovible.

Les services de renseignement syriens, pilier du régime des Assad

Les services de renseignement, ou moukhabarat, se sont progressivement substitués au Baas dans le rôle de colonne vertébrale politique du régime. Leur montée en puissance date notamment des troubles de Hama de 1982 qui ont montré au régime la nécessité de renforcer le contrôle de la population et de contrebalancer le pouvoir du Baas. Ses activités se sont alors étendues à la vie quotidienne des Syriens. Sous le règne de Hafez el-Assad, il fallait, en effet, obtenir l'aval des moukhabarat pour créer une entreprise, marier un enfant ou pour changer de lieu de résidence, ce qui a engendré une corruption très importante en leur sein. Ces services s'appuient sur environ 65 000 agents à temps plein et des centaines de milliers d'agents à temps partiel, soit une moyenne d'un agent pour 257 habitants⁶.

Le complexe sécuritaire syrien est réparti en quatre directions du Renseignement : Direction de la sécurité politique ; Direction de la sûreté générale ; Direction des renseignements de l'armée de l'air ; renseignements militaires. Ces directions sont rattachées soit au ministère de l'Intérieur, soit au ministère de la Défense, mais les ministères n'exercent pas vraiment d'autorité sur les services de renseignement. Ces derniers sont avant tout soumis à l'autorité du président Assad. Les dirigeants des services lui rendent compte deux fois par jour et reçoivent, en retour, des instructions. La garde républicaine, dirigée par Maher el-Assad, apparaît ici comme l'entité la plus autonome, ce dernier ayant en outre autorité sur les chefs des différents services. Si les services sont mis en concurrence les uns avec

⁶ Wladimir Glasman, « Les ressources sécuritaires du régime en Syrie », Institut de Recherche et d'Études sur les Monde Arabe et Musulman (IREMAM), 19/01/2014. <http://iremam.hypotheses.org/3969>, consulté le 21/07/2014.

les autres, la règle veut que les renseignements militaires soient les plus puissants des quatre Directions. La garde républicaine et les forces spéciales sont les deux forces prétoriennes qui viennent renforcer ce complexe militaro-sécuritaire. Il a pour but de surveiller et de contrôler le champ politique, de protéger les installations de l'État, du personnel qui y est attaché et de son chef, le président de la République Bachar el-Assad⁷.

Le clan Assad, une « asabiyya⁸ » au pouvoir

À l'image des pouvoirs de Saddam Hussein en Irak et de Kadhafi en Libye, la Syrie de Hafez puis de Bachar el-Assad est dominée par un clan qui cultive le népotisme et les réseaux interpersonnels pour diriger le pays. La répression de la révolte des Frères Musulmans en 1979-1982 est menée par Rifaat, le frère de Hafez el-Assad, une répartition des rôles qui rappelle celle existante entre Bachar et Maher el-Assad, ce dernier étant chargé de la répression en 2011.

Dès l'origine du pouvoir de Hafez el-Assad, une solidarité tribale et une solidarité fondée sur la promotion de l'académie militaire de Homs, qui accueille Hafez el-Assad en 1950, s'observent. Il y fait la connaissance de Mustapha Tlass, qui fut son ministre de la Défense. Au sein de l'armée de l'air, Hafez el-Assad rencontre également Mustapha al-Kholi avec qui il constitue illégalement un service de renseignement au sein de l'armée, point d'appui baassiste dans l'institution. Il y rencontre également deux hommes clés, tous deux alaouites, Salah Jedid et Mohammed Umran, qui fondent dans la clandestinité un comité militaire, principal noyau des coups d'États.

Arrivé au pouvoir en 2000, Bachar el-Assad cultive le même esprit au sommet de l'État. C'est notamment son beau-frère Asaf Chawkat qui dirige les services de sécurité du Palais. La femme de Bachar el-Assad, Asma, joue elle aussi un rôle. Femme moderne et séduisante, elle est un rouage essentiel du système, elle représente à la fois la caution sunnite du régime mais aussi sa face culturelle, intellectuelle et humaine. La mère de Bachar el-Assad, Anissa, alliée avec la sœur aînée du chef de l'État, Bouchra, et son oncle maternel, Mohammed Makhoulf, jouent aussi un rôle

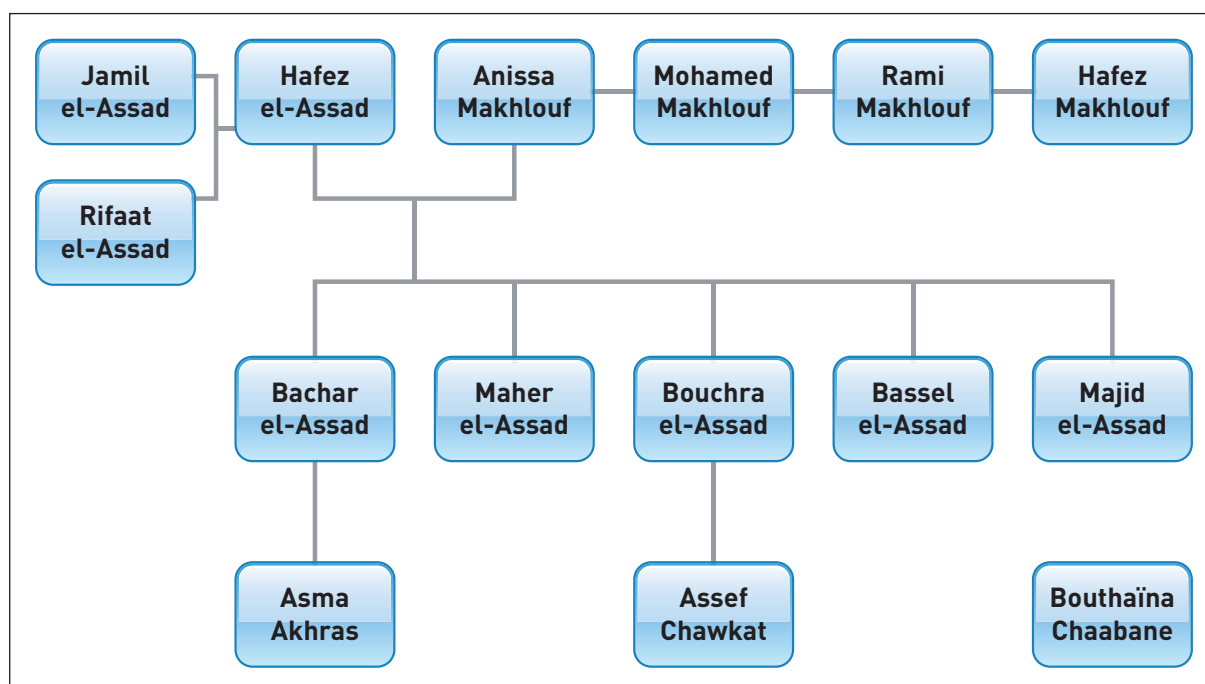
dans la conduite des politiques mais aussi de la répression en refusant toute concession politique à l'opposition, qui serait, selon eux, synonyme de fin du régime. Des liens importants existent aussi avec le cousin de Bachar el-Assad, Rami Makhoulf, riche homme d'affaires, notamment à la tête d'Al Dunya TV, arme de propagande du régime.

Cela traduit une évolution, amorcée sous Hafez el-Assad et observée dans l'Irak de Saddam Hussein, selon laquelle plus un régime s'affaiblit et plus le pouvoir se resserre sur la parenté personnelle du chef de l'État et plus la personnalisation du pouvoir et le culte de la personnalité se renforcent. Aussi, parallèlement à la libéralisation de l'économie, une nouvelle élite économique, pour l'essentiel non-alaouite, émerge en Syrie. On observe alors un rapprochement, par les mariages, entre les élites politiques et militaires au pouvoir et les nouvelles élites entrepreneuriales, un réseau d'alliances que l'on peut qualifier de « complexe militaro-marchand ». Le régime syrien a ainsi su faire preuve d'intelligence politique en créant des alliances inter-communautaires avec les vieilles bourgeoisies sunnite et chrétienne.

- **Anissa Makhoulf** : Épouse de Hafez el-Assad, Anissa Makhoulf reste très influente au sein du conseil de famille. Avec la famille Makhoulf, sa fille Bouchra et son fils Maher, elle constitue un bloc très influent opposé à toute réforme politique.
- **Mohamed Makhoulf** : Frère d'Anissa Makhoulf et père de Rami Makhoulf, il retire une importante fortune de ses activités à la tête d'entreprises d'État et de sociétés privées. Il a permis à son fils Rami d'obtenir la confiance d'Hafez el-Assad. Il participe aux réunions de famille.
- **Rami Makhoulf** : Homme d'affaires puissant, il contrôlerait 60 % de l'économie nationale. Il incarne la corruption aux yeux des opposants. Son empire est notamment formé par de puissantes entreprises de BTP, l'industrie du pétrole, Syriatel, le premier opérateur de téléphonie mobile du pays et la chaîne al-Dunya TV. Il est le cousin de Bachar el-Assad.
- **Hafez Makhoulf** : Petit frère de Rami Makhoulf, il connaît une montée en puissance après la mise à l'écart d'Asaf Chawkat de la direction de la sécurité en septembre 2011. Il dirige les services de renseignement.

⁷ Souhail Belhadj, *La Syrie de Bashar el-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, Paris, 2013, p. 320-321.

⁸ « Esprit de corps ».



Le clan Assaad. Une famille à la tête de la Syrie.

- **Jamil el-Assad** : Frère cadet de Hafez el-Assad, il fut à la tête de la milice *al-Mutarda*, armée par les Compagnies de Défense de son frère Rifaat, liée aux milices mafieuses *Chabihis*. Son fils Fawaz est à la tête d'entreprises dans l'immobilier et le commerce et est un des principaux dirigeants des milices *Chabihis*. Il est décédé en 2004.
- **Rifaat el-Assad** : Frère d'Hafez el-Assad, il fut très influent auprès de ce dernier. Longtemps à la tête des Compagnies de Défense, milices au service du régime, il est écarté en 1984 pour avoir fomenté un coup d'État contre son frère.
- **Asma Akhras** : Née en Grande-Bretagne en 1975 au sein d'une riche famille sunnite originaire de Homs, elle est la figure moderne, séduisante et médiatique du régime. Elle participe activement à la construction d'une image moderne et modérée du président Assad.
- **Maheer el-Assad** : Frère du président Assad, il est le plus influent de l'entourage du chef de l'État. Organisateur de la répression de Deraa en 2011, il est réputé violent et instable. Il est à la tête de la Garde présidentielle, de la Garde Républicaine et de la IV^e Division de l'armée,

connue pour être la plus puissante. Il représente l'aile dure du régime. Il est également à la tête d'activités commerciales très lucratives.

- **Bouchra el-Assad** : La sœur aînée de Bachar el-Assad est à la tête de l'industrie pharmaceutique nationale. Avec sa mère, Anissa, et son frère, Maheer, elle est influente au sein du conseil de famille et s'oppose à toute concession de la part du régime.
- **Assef Chawkat** : Marié à Bouchra el-Assad. Il fut longtemps à la tête des services de sécurité du régime. Écarté en septembre 2011 par Bachar el-Assad qui craignait que ses bonnes relations avec les occidentaux n'affaiblissent sa loyauté, il est aujourd'hui vice-ministre de la Défense et chef d'état-major adjoint. Peu apprécié de Bouchra et Maheer el-Assad, il avait été écarté en 2008. La répression de 2011 le rend à nouveau indispensable au régime. Il est tué le 18 juillet 2012 dans un attentat à Damas.
- **Bassel el-Assad** : Fils aîné de Hafez el-Assad, il avait été choisi par son père pour être son successeur. Décédé en 1994 dans un accident de voiture, il fut à la tête de la Garde présidentielle et président-fondateur de la Société syrienne de l'Informatique. Il eut également une grande importance dans la politique syrienne au Liban.

- **Majid el-Assad** : Décédé en 2009, il est le plus jeune frère de Bachar el-Assad. Malade, il n'a pas eu de rôle politique.
- **Bouthaina Chaabane** : Interprète de Hafez puis de Bachar el-Assad, elle est ensuite ministre des Expatriés de 2002 à 2008. Elle est aujourd'hui conseillère politique et médiatique de Bachar el-Assad. Elle est la voix de la propagande du régime à l'étranger, s'attachant à le présenter comme victime du terrorisme et de la désinformation.

I.2 UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL FRAGILE

Le conflit syrien est la conjonction de dynamiques profondes qui façonnent depuis des décennies voire des siècles l'histoire du pays. 2011 marque d'abord le réveil des peurs des minorités, serpent de mer de l'histoire syrienne.

En Syrie, les sunnites représentent 74 % de la population, les Alaouites, ismaéliens et autres chiites en représentent 13 %, les chrétiens 10 %, les Druzes 3 % et l'on compte également des communautés juives à Damas et Alep⁹. Le régime s'appuie sur la géographie des clivages communautaires pour attiser la crainte de l'islamisme et obtenir le soutien ou la neutralité des minorités (Alaouites, Druzes, chrétiens...). L'histoire récente est allée dans ce sens en voyant, par exemple, le renforcement par les chrétiens de leur identité de chrétiens d'Orient. De même, les attentats contre les Alaouites lors de la révolte des Frères Musulmans ont renforcé l'esprit de forteresse de la minorité chiite, essentiel dans la compréhension du conflit actuel.

Les régionalismes et les clivages sociaux influent également sur la géographie du conflit. Bachar el-Assad a, par exemple, joué de la concurrence entre Damas et Alep, favorisant la seconde pour contrebalancer le succès de la première, selon le vieux principe du

« diviser pour mieux régner ». Assad a ouvert la ville à la compétition internationale, ce qui a causé de nombreuses faillites dans le textile¹⁰. Les réformes modernisatrices des années 2000 ont accru les inégalités sociales, la base sociale du régime s'est effritée, notamment parmi les paysans, qui se retrouvent largement parmi les insurgés de 2011. Ceux-ci ont également souffert de sécheresses à partir de 2005 et les régions les plus touchées ont été parmi les premières à se soulever. Selon l'économiste Samir Aïta¹¹, 300 000 emplois sur un million¹² ont été détruits dans l'agriculture, qui n'est plus la priorité du régime, entre 2003 et 2007 et le mouvement s'est même accéléré ensuite. Au total, 17,8 % des Syriens étaient au chômage en 2013, 12 % de la population était sous le seuil de pauvreté en 2006¹³. Si ces chiffres n'expliquent pas à eux seuls l'explosion de 2011, ils permettent de mieux appréhender les frustrations vécues par les Syriens descendus dans les rues à ce moment-là.

Le nord du pays, aujourd'hui largement contrôlé par des groupes rebelles, a beaucoup souffert de la désertification et de la raréfaction des ressources. L'État en a historiquement été absent et sa présence dans la région demeure récente. Ceci explique en partie la difficulté du régime à tenir ce territoire, largement devenu une zone de non-droit où règnent des seigneurs de guerre. Sur le plan économique, le volontarisme baassiste n'est pas parvenu à rééquilibrer le territoire syrien au profit des périphéries et l'axe Alep-Damas demeure la colonne vertébrale du pays¹⁴. Même la région côtière, forteresse de la communauté alaouite, a vu ses liens se distendre avec le clan Assad qui a depuis longtemps migré à Damas. La fracture du pays est profonde, le projet de construction nationale est un échec et le risque de partition du territoire reste vivace.

⁹ CIA, World Fact Book, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html>, consulté le 15/07/2014.

¹⁰ Fabrice Balanche, « Comment les inégalités sociales et spatiales alimentent la révolte anti-Assad », *L'Orient Le Jour*, 25 novembre 2011.

¹¹ Cité dans Fabrice Balanche, « Comment les inégalités sociales et spatiales alimentent la révolte anti-Assad », *art. cit.*

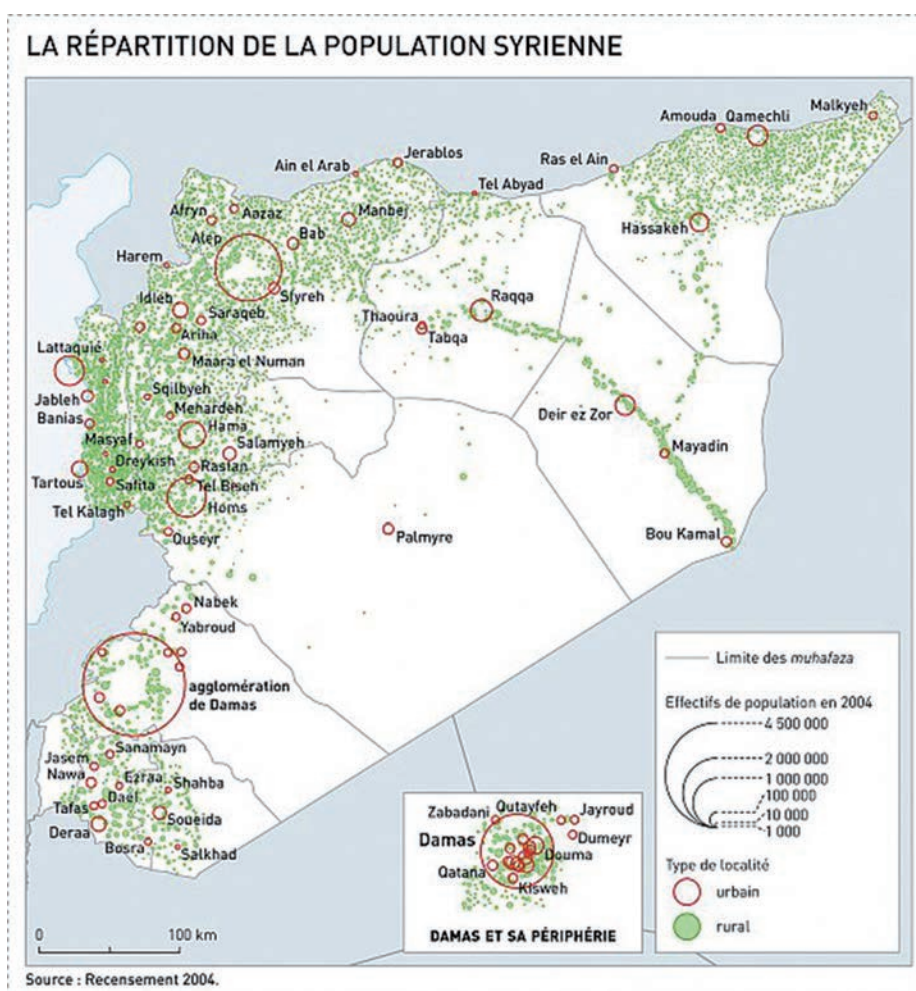
¹² La population active syrienne représente environ six millions d'individus.

¹³ CIA, World Fact Book, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html>, consulté le 15/07/2014.

¹⁴ Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage, Mohammed al-Dbiyat, *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Arles, Actes Sud, « Sindbad », 2007, p. 87.

La répartition de la population sur le territoire explique aussi les évolutions du conflit. La présence de Druzes au sud, d'Alaouites sur la zone côtière ainsi que de sunnites liés au régime par des liens claniques et tribaux disséminés sur le territoire, assure des points d'appui au régime. De la même manière, la présence de quartiers informels druzes, alaouites et chrétiens dans la plupart des centres urbains freine l'avancée des rebelles et permet au régime de conserver des poches solides de résistance.

Finalement, le désengagement progressif de l'État lié à l'ouverture économique, couplé à une crise de l'agriculture, a dégradé le réseau des petites et moyennes villes. Le secteur privé ne parvient pas à développer leur potentiel en raison du poids de la bureaucratie et de la fermeture des sociétés locales malgré les incitations fiscales de l'État, notamment dans le quart nord-est. La juxtaposition contradictoire du système de l'économie dirigiste et de la bureaucratie et de celui du libéralisme économique et de la mondialisation ne fonctionne pas, le régime n'a pas su rompre avec le passé en voulant préserver ses réseaux clientélistes qui le soutiennent¹⁵. La crise syrienne est finalement, avec les revendications de libertés politiques, le produit des échecs de politique économique et de construction nationale du régime. L'élan des printemps arabes, trouvant écho dans une population jeune (54 % des Syriens ont moins de 25 ans¹⁶), ne fut que le détonateur d'une situation intenable.



Source : Atlas du Proche Orient arabe, PUPS, 2011.

I.3 LES PREMIERS MOUVEMENTS DE RÉBELLION

La réponse disproportionnée du régime aux premières manifestations pacifiques de mars 2011 et l'insuffisance des réformes engagées ont provoqué une rapide escalade de la violence dans le pays. Les premiers groupes rebelles se forment rapidement, notamment avec les déserteurs de l'Armée syrienne et l'insurrection prend forme, ce qui marque le début de la guerre civile syrienne.

¹⁵ Fabrice Balanche, « Comment les inégalités sociales et spatiales alimentent la révolte anti-Assad », *art. cit.*

¹⁶ CIA, World Fact Book, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html>, consulté le 15/07/2014.

I.3.1 Les premières manifestations

D'abord serein face aux événements de Tunisie et d'Égypte en janvier et février 2011, le régime syrien se montre même, dans un premier temps, soucieux de répondre aux attentes du peuple.

La crainte de la contagion de la révolte apporte peu à peu l'inquiétude au sommet de l'État et des mesures sont prises, telle que l'augmentation de 17 % des salaires de deux millions d'employés de l'État. Des revendications voient alors le jour, se fondant notamment sur le « printemps de Damas », en faveur de la fin de l'état d'urgence et pour une nouvelle constitution.

Le 15 mars 2011, une première manifestation a lieu à Damas pour réclamer la fin de l'état d'urgence et des tribunaux d'exception. Les manifestations s'étendent ensuite peu à peu aux autres villes du pays et les arrestations se multiplient. Le choc se produit à Deraa, au sud du pays, dans une province rurale délaissée par le régime et ayant sombré dans la pauvreté. Un groupe de dix à quinze adolescents y sont arrêtés pour avoir inscrit sur les murs des graffitis proclamant : « Le peuple veut la chute du régime ».

La réaction du régime est démesurée puisque les enfants sont emprisonnés et maltraités. Les réactions populaires sont vives et les manifestations, toujours pacifiques, se multiplient dans les jours qui suivent, notamment pour réclamer le départ du gouverneur et du chef de la sécurité de la province de Deraa. La police tire sur les manifestants et le régime déploie des renforts. Les chars de la garde républicaine de Maher el-Assad interviennent le 23 mars. Le 31 mars, l'armée se retire et les prisonniers et les adolescents sont relâchés, le gouverneur et le chef de la sécurité sont destitués. Les autorités affirment alors que l'armée est intervenue car des groupes armés terroristes sévissaient à Deraa, ignorant les raisons profondes du soulèvement. Un discours sans cesse repris par la suite. L'escalade de la violence est alors engagée. La répression devient alors la norme alors que les manifestations demeurent dans un premier temps pacifiques.

La fin du mois de mars voit le développement d'une phase de guérilla urbaine essentiellement à Homs, Hama et Lattaquié mais dans une moindre mesure à Damas et Alep, fleurons du pays plutôt favorisées par Bachar el-Assad où une classe d'affaire, majoritairement sunnite, a lié ses intérêts au régime et redoute l'instabilité¹⁷. Le 30 mars, un discours de Bachar



Manifestation à Homs (2011).

¹⁷ Xavier Baron, *op. cit.*

el-Assad dénonce la « conspiration étrangère » à laquelle fait face la Syrie et qui doit être combattue sans relâche. Une mesure d'apaisement, qui est aussi stratégique, est prise envers 300 000 Kurdes syriens leur accordant la citoyenneté syrienne¹⁸. Bachar el-Assad essaie ainsi d'obtenir leur neutralité afin que la frontière turque ne devienne pas une zone de passage pour les armes de l'opposition et pour que le Kurdistan irakien ne se transforme pas en une base arrière. L'état d'urgence est levé le 21 avril, la Cour de sûreté de l'État est supprimée et une autorisation conditionnelle pour certaines manifestations pacifiques est délivrée. Mais il est trop tard et les revendications ne concernent plus que la chute du régime. Malgré l'apparition des *Chabih*as, milices mafieuses majoritairement alaouites, aux côtés du régime, la contestation s'étend à Deir ez-Zor, Idlib et Baniyas, dans l'intérieur du pays.



Manifestation d'opposants à Homs (2011).

1.3.2 L'émergence de groupes rebelles. Revendications, structures, identités

Dans un pays où l'opposition politique n'est pas tolérée et dans un contexte de répression féroce, la rébellion ne dispose d'aucune structure au commencement de la révolte. En quelques semaines, un réseau de comités de coordination locaux (CCL) voit le jour dans les quartiers des villes. Ils se composent surtout de jeunes sans coloration politique et deviennent, à la fin du mois d'avril, la principale structure d'opposition : aide aux familles des victimes et des

prisonniers, soins à apporter aux blessés dans des hôpitaux souvent clandestins, communication avec les médias étrangers, préparation des manifestations lors de la prière du vendredi.

Peu à peu, le nombre de déserteurs de l'Armée syrienne s'accroît. Ils sont essentiellement sunnites et sont avant tout des hommes du rang et des jeunes effectuant leur service national. Ils forment l'Armée Syrienne Libre (ASL) le 29 juillet 2011, avec à sa tête le colonel Riad el-Assad, réfugié en Turquie. L'ASL revendique alors plusieurs milliers de membres. Elle a dès le départ beaucoup de mal à s'organiser mais est de plus en plus active malgré son armement limité. Son principal problème réside dans l'absence de personnalité incontestée à sa tête pour fédérer les mouvements rebelles ni de programme clair pour le pays en cas de victoire. Les opposants principaux au régime ont été contraints à l'exil des années auparavant ou ont été emprisonnés ; ils sont dispersés, lointains et sont parfois porteurs de courants rivaux. On trouve en effet parmi eux des islamistes, des laïcs, des nationalistes, des marxistes et des libéraux. Un Conseil National Syrien (CNS) est finalement constitué le 23 août 2011 à Istanbul avec 140 membres, dont la moitié seulement vit en Syrie, ce qui nuit à sa légitimité. Le CNS cherche à coordonner la lutte. Il est d'abord dirigé par Burhan Ghalioun, opposant historique installé à Paris, mais, sous le feu des critiques en raison de son éloignement et de ses liens avec les Frères Musulmans et la Turquie, il est rapidement évincé.

Le niveau de violence augmente au début de l'année 2012. Les affrontements armés se multiplient entre l'Armée Syrienne Arabe et l'ASL. Le régime fait désormais face à une opposition armée de plus en plus capable de coordonner ses attaques. De nombreux attentats ont lieu à Damas, notamment contre les bâtiments des services de sécurité. Ils concernent également Alep au mois de février où des voitures piégées explosent devant les installations des renseignements militaires et des forces de sécurité. Ce type d'attaques est d'abord privilégié par les rebelles parce qu'ils manquent encore, de l'unité et des moyens suffisants pour entreprendre de réelles offensives.

L'attentat du 18 juillet 2012 à Damas constitue le fait majeur de ce choix tactique des rebelles. Ce jour-là, une bombe explose en pleine réunion des principaux responsables de la sécurité dans un bâtiment de la

¹⁸ Suite au recensement controversé de 1962, 20 % des Kurdes avaient été privés de la citoyenneté syrienne.

Sécurité Nationale au centre de Damas, pourtant placé sous haute protection. Trois hauts responsables sont tués : le vice-ministre de la Défense et beau-frère du président Assad, Assef Chaoukat, le ministre de la Défense, Daoud Rajah, et le général Hassan Turkmani, conseiller du chef de l'État et conseiller de la cellule de crise autour de Bachar el-Assad.

L'opposition armée revendique alors environ 40 000 hommes. Des groupes de combattants salafistes apparaissent également. Ces musulmans intégristes sont essentiellement des Syriens mais certains viennent d'Afghanistan, de Libye ou d'Irak. Leur objectif est de créer une république islamique en Syrie. Ils sont encore peu nombreux au début de l'année 2012 mais participent, au même titre que le régime, à la transformation de la protestation pacifique en un conflit armé, avec le risque que ce conflit devienne confessionnel. Des groupes comme Jabhat al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, revendiquent des attentats

à Damas. Ces groupes islamistes bénéficient d'importants soutiens extérieurs, principalement d'Arabie Saoudite, du Qatar ou encore d'Al-Qaïda.

Les premiers groupes armés rebelles émergents sont d'abord largement sous la protection de l'ASL. En 2011, elle est la seule véritable structure d'opposition sur le terrain. La plupart des opposants sont en réalité des hommes qui s'organisent pour défendre leur famille, leur village, leur communauté. Certains groupes rebelles structurés existent toutefois dès 2011 comme les Bataillons Farouk, créés à Homs. Cette organisation est peu à peu devenue l'une des plus importantes du pays, opérant à Homs, Hama, Alep et Damas. Elle est membre du Front Islamique de Libération Syrien, structure alliée de l'ASL, créée en septembre 2012. Ces bataillons sont bien entraînés, bénéficient de bons financements et savent user des réseaux sociaux et des médias pour soigner leur réputation¹⁹.

¹⁹ Elizabeth O'Bagy, « The Free Syrian Army », *Middle East Security Report*, 9, Institute for the Study of War, mars 2013, p. 41.

CHAPITRE II

LA STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION DU RÉGIME

A la réponse disproportionnée de 2011 succède une stratégie de contre-insurrection héritée d'Hafez el-Assad. Bachar el-Assad applique exactement les mêmes méthodes que celles utilisées par son père trente ans plus tôt pour faire face à la révolte des Frères Musulmans.

II.1 L'ARMÉE SYRIENNE ARABE EN 2011

Avant le début du conflit, l'armée de Bachar el-Assad est considérée comme l'une des plus puissantes du monde arabe. Forte de quelque 220 000 hommes auxquels il faut ajouter près de 300 000 conscrits (durée de conscription de 24 mois), elle dispose de capacités technologiques satisfaisantes au prix de l'absorption de 60 % des moyens financiers du pays²⁰. Souvent gage de bonne position sociale pour les officiers et les sous-officiers, elle permet en outre aux militaires de carrière de bénéficier de la retraite et, la plupart du temps, d'avantages en nature quand elle n'autorise pas des cas concrets de corruption ou de contrebande qui ont contribué à accroître le ressentiment de la population à son égard.

Huit de ses treize divisions sont des divisions blindées ou mécanisées conventionnelles, chacune composée de quatre brigades de manœuvre. Chaque division est organisée selon le principe du 3+1. Une division blindée par exemple est composée de trois brigades blindées et une brigade mécanisée. Chaque division inclut également des éléments de soutien et

un régiment d'artillerie de 300 à 500 hommes, et rassemble au total 15 000 hommes chacune. Une brigade représentant 2 500 à 3500 est mécanisée, équipée de 105 véhicules de combat d'infanterie et de 41 chars répartis en trois bataillons mécanisés, un bataillon blindé et un bataillon d'artillerie et de génie. Chaque brigade blindée est composée de 105 chars et de 31 véhicules de combat d'infanterie, répartis en trois bataillons blindés, un bataillon mécanisé et un bataillon d'artillerie et de sapeurs. L'armée syrienne est composée d'environ 40 de ces brigades²¹.

Il faut ajouter à cela cinq divisions spécialisées : la 4^e division blindée, la Garde Républicaine et deux divisions des Forces Spéciales. La 17^e division de l'Armée de réserve entre aussi dans cette catégorie. Ces divisions sont composées de trois bataillons de 300 à 500 hommes, soit environ 1 500 hommes chacune.



Armée syrienne.

²⁰ Barah Mikail, *La Syrie en 50 mots clés*, Paris, L'Harmattan, collection Comprendre le Moyen-Orient, 2009.

²¹ Joseph Holliday, *The Syrian Army Doctrinal Order of Battle*, Washington D.-C., Institute for the Study of War, February 15th, 2013, p. 4.

Les unités conventionnelles

Le 1^{er} corps d'armée est historiquement placé en première ligne face à la menace israélienne. Les 61^e et 90^e brigades d'infanterie, indépendantes, occupent des positions le long des hauteurs du Golan. En deuxième ligne se trouve la 5^e division mécanisée chargée de prévenir une attaque par le sud et de sécuriser la frontière jordanienne. Le flanc Est est sécurisé par la 15^e division des Forces Spéciales. La 7^e division mécanisée doit protéger Damas de l'approche la plus directe à partir du nord du Golan. Le 2^e corps d'armée est responsable de l'occupation syrienne du Liban (jusqu'à 2005), de sécuriser la frontière libanaise et de constituer une deuxième ligne de défense contre une invasion israélienne, véritable obsession de l'armée syrienne. Le 3^e corps d'armée est chargé de la défense intérieure et du renforcement du front en cas de guerre contre Israël. La 11^e division blindée est stationnée près de Homs, au centre du pays, la 3^e division blindée sécurise l'approche nord de Damas (elle eut son importance dans la défense du régime lors de la tentative de coup d'État de 1984). Enfin, les 17^e et 18^e divisions, indépendantes du corps d'armée, sont responsables du nord et de l'est du pays.

La prépondérance des blindés et la forte personnalisation de la chaîne de commandement ont été conçues dans l'optique d'une guerre conventionnelle, essentiellement contre Israël, et non pour faire face à une insurrection intérieure. Ceci explique en partie à la fois la réponse disproportionnée du régime en 2011 et son incapacité, au moins à lui seul, à lutter de manière décisive contre les groupes rebelles.

Les « Unités Prétoriennes »

Les « Compagnies de Défenses », longtemps commandées par le frère de Hafez el-Assad, Rifaat, étaient constituées de 12 brigades d'élite de blindés, de Forces Spéciales et d'artillerie. Elles étaient alaouites à 90 % et entretenaient des liens tribaux étroits avec Hafez el-Assad.

Après la tentative de coup d'État de Rifaat en 1984, Hafez les réduisit à une seule division, connue aujourd'hui sous le nom de 4^e division blindée, très active depuis le début du conflit. La 4^e division blindée (15 000 hommes), réputée la meilleure unité de l'armée, est formée par trois brigades blindées, d'une brigade mécanisée et d'un régiment de Forces Spéciales. Ses hommes sont des militaires de carrière, d'anciens officiers d'unités conventionnelles. Elle est

composée à 80 % d'Alaouites et son camp de base se situe dans le complexe militaire de Mazzeh dans le sud de Damas. Elle est théoriquement commandée par le général Mohammed Ali Durgham mais il semblerait que Maher el-Assad, le frère de Bachar, en soit le véritable chef. À 44 ans, ce dernier apparaît comme le principal organisateur de la répression de 2011 à Deraa, Homs et Baniyas. Proche conseiller de Bachar, il est accusé publiquement par les États-Unis et l'Union européenne, en avril-mai 2011, d'être le fer de lance de la violence et d'avoir bafoué les droits de l'Homme. Son pouvoir est grand auprès du chef de l'État ; c'est notamment lui qui nomme deux de ses cousins, Fawaz et Mudhir el-Assad, à la tête des milices *Chabih*²².

Les Gardes Républicains créés en 1976 et mis sous le commandement d'Adnan Makhlof, premier cousin de la femme de Hafez el-Assad sont constitués, en 2011, de trois brigades mécanisées et de deux « régiments de sécurité ». Leur rôle principal était alors de protéger le pays des menaces intérieures et étaient placés autour du palais présidentiel et du complexe militaire de Qasioum dans le nord de Damas. Ils disposent d'un meilleur équipement et ont été maintenus à plein effectif. La plupart de ses officiers sont alaouites, même si certains chefs peuvent être sunnites, à l'image de Manaf Tlass, fils de Mustapha Tlass, historique ministre de la Défense de Hafez el-Assad, ayant déserté en juillet 2012.

Les régiments des Forces Spéciales constituent une force de protection du régime, essentiels à la défense nationale. Semblables aux unités conventionnelles d'infanterie légère, ils bénéficient toutefois d'un entraînement spécialisé dans l'aéroporté. Ils ont été d'une importance cruciale pour le maintien de Hafez el-Assad lors de la tentative de coup d'État de 1984. Leur commandant de l'époque, le général Ali Haydar fut cependant arrêté dans les années 1990 en raison de son opposition à Bachar.

L'armement de l'ASA

L'Armée dispose principalement d'un armement russe ancien, particulièrement de nombreux chars. Mais beaucoup d'entre eux sont obsolètes : les T-54, T-55, T-62 et T-72 datent respectivement des années 1950, 1960 et 1970.

²² « Maher el-Assad, le bras armé du régime syrien », *Le Figaro*, 1^{er} mars 2012.
<http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/01/01003-20120301ARTFIG00768-maher-el-assad-le-bras-arme-du-regime-syrien.php>. Consulté le 30 juin 2014.



Char T 72 syrien (Maskana).

Équipement de l'Armée Syrienne Arabe en 2011

Chars et blindés lourds		Véhicules blindés légers		Blindés et véhicules à roues	
T-72 M	122	BMP-1	2 450	BTR-60	?
T-72	1 478	BMP-2	100	BTR-70	?
T-62M/K	1 000	BTR-50	?	BTR-152	560
T-54/T-55	2 200			BTR-40	?
T-55 ARV	?			BRDM-2	95

Véhicules et systèmes missiles		Artillerie	
Systèmes de lance-roquettes multiples		Obusier tracté	
BM-21 MRLS 122 mm	280	Obusier tracté	
Type-63 MRLS 107 mm	200	M-1931/ M-1937 122 mm	100
Raad 220 mm	?	M-1938 122 mm	150
WS-1 Khaibar 302 mm	?	D-30 Howitzer 122 mm	600
		M-46 130 mm	600
		D-20 152 mm	20
		M-1937 152 mm	50
		S-23 180 mm	50

Véhicules et systèmes missiles (suite)	Artillerie (suite)
Missiles sol-sol	Obusier automoteur
FROG-7 18	D-30 monté sur châssis de T-34 50
SS-21 18	2S3 152 mm 50
SS-1 Scud B 18	2S1 122 mm 400
SS-1 Scud C 8	Canon automoteur
SS-1 Scud D ?	ZSU-23-4 400
Fateh-110 M600 ?	Tunguska-M1 6
SS-C-1B Sepal 4	
SS-C-3 Styx 6	Armes légères et lourdes
Missile sol-air	Mortier
SA-2 Guideline 100	Mortar 82 mm 200
Pechora-2M ?	M-1943 120 mm Mortar 400
SA-3 Goa ?	M-160 160 mm Mortar 100
SA-5 Gammon 32	M-240 240 mm Mortar 10
SA-6 Gainful 50	Roquettes/ Missiles antichars
SA-9 Gaskin 20	AT-3 Sagger 3 000
SA-8 Gecko 56	At-4 Spigot 150
SA-11 Buk ?	AT-5 Spandrel 40
SA-13 Gopher 35	At-7 Saxhorn ?
Pantsir-S1 12	AT-10 800
TOR-M1 ?	AT-14 Kornet ?
Missile sol-air portable	Milan Anti-tank 200
SA-24 Strelts (Igla-S) 32	RPG-7 ?
SA-7 Grail ?	RPG-29 ?
SA-14 Gremlin ?	Canons antiaériens
SA-16 Igla-1 ?	ZU-23-2 650
SA-18 Igla ?	M-1939 37 mm 300
	S-60 57 mm 675
	KS-19 100 mm 25
	KS-12 85 mm 25

Source : www.armyrecognition.com et Joseph Hokayem, « Radioscopie de la crise syrienne. [3/4] Les forces en présence », Revue de Défense Nationale, Tribune n° 257.

L'infanterie dispose d'un armement léger disparate mais pour l'essentiel issu des arsenaux soviétiques (fusils d'assaut AK47/AKM, SVD Dragunov, RPK, RPG)²³.

²³ http://www.armyrecognition.com/syria/syrie_armee_syrienne_forces_defense_terrestres_equipements_militaires_vehicule_blindes_informations.html. Consulté le 27 février 2014.

Le régime dispose aussi de puissants systèmes de défense aérienne (SA-17 et SA-22). Ces systèmes sol-air russes sont relativement récents. Bien que respectivement de moyenne et courte portée (jusqu'à 42 kilomètres de portée et 25 kilomètres d'altitude pour les SA-17), ils bénéficient de technologies récentes, notamment dans leurs radars, et demeurent très mobiles et difficilement repérables.

Ces systèmes expliquent en partie la réticence des puissances occidentales à intervenir dans le pays. De plus, en cas d'intervention, la Russie pourrait se sentir légitime à transférer à la Syrie le système sol-air longue portée *S-300PMU1/2 (SA-20)*, déjà acheté par Damas mais dont la livraison a été bloquée à la suite de diverses pressions internationales²⁴.

L'armée de l'air syrienne alignait avant la guerre civile plus de 350 appareils, dont une majorité de modèles obsolètes. Les avions syriens sont des Mig-29, des Mig-25, des Mig-23, des Mig-21, des Su-22 et des Su-24. Elle a souvent été mise en échec par l'armée de l'air israélienne et n'a pas conduit d'attaque hors de son territoire depuis 1982. Elle n'a pas suivi la course à la modernisation des systèmes de défense aérienne de ses voisins turcs et israéliens et toute intervention dans un de ces pays relèverait du suicide. Elle n'a d'ailleurs pas été épargnée par les désertions, réduisant le nombre de pilotes, mais aussi, le nombre de techniciens pour entretenir les appareils (avions et hélicoptères), pour les préparer aux missions, assurer le bon fonctionnement des bases et le contrôle aérien. De surcroît, peu d'appareils ont une réelle capacité d'attaque au sol, les pilotes ne sont pas bien entraînés et l'interopérabilité avec la troupe est minimale. Depuis 2012, très peu de missions d'appui direct ont été effectuées. Les L39 Albatros d'entraînement et d'attaque, un reliquat de chasseurs-bombardiers, les MiG-21, MiG-23, les hélicoptères de combat Mi-25 et ceux de transport d'assaut, Mi-8 et Mi-17, 150 avions et une cinquantaine d'hélicoptères au total²⁵, ont grandement contribué à contenir et à repousser l'opposition, tout en servant à terroriser la population. Hélicoptères et avions de transport (Il-76 en particulier) ont également permis le ravitaillement des forces déployées dans les « villes-môles », enclaves du régime, au nord. L'aviation constitue donc une pièce maîtresse de Damas, mais elle est menacée par la pression sur ses bases, encerclées et parfois prises par la rébellion, le développement des moyens antiaériens rebelles, à l'image d'un MiG-21 abattu par un missile d'origine chinoise FN-6 et le manque de pièces de rechange ou de carburant. Les

hélicoptères de combat jouent un rôle crucial dans la répression de la rébellion. En 2011, le régime disposait ainsi de 219 machines²⁶.



MIG syrien.

Les moyens de frappe à distance du régime syrien paraissent quant à eux considérables. Le pays possède depuis la fin des années 1980, et grâce à l'aide nord-coréenne, des missiles *Scud* (variantes B, C et D), dont la portée atteint, pour certains, 700 kilomètres. La Syrie produit par ailleurs, et depuis plusieurs années, des missiles *M-600*, version locale du *Fateh-110* iranien, et a acquis des *SS-21 Scarab* russes. S'ils ont des portées moindres que celles des *Scud* (respectivement 250 et 120 kilomètres), ces deux missiles sont plus précis que les précédents et ont des délais de mise en œuvre drastiquement réduits (propulsion solide). Les forces de missiles sol-sol pourraient encore compter à ce jour plusieurs dizaines de lanceurs et plusieurs centaines de missiles²⁷. Toutefois, sur les 300 lance-roquettes multiples BM21 alignés en 2011, on peut estimer que moins d'une petite centaine est opérationnelle, notamment en raison du manque de personnel pour les servir²⁸.

La marine syrienne n'a quant à elle qu'une capacité opérationnelle réduite. En grande partie obsolète avec des matériels datant souvent des années 1970 et peu entraînée, elle n'a jamais été la priorité du régime. Il s'agit en réalité d'une marine de défense

²⁴ Corentin Brustlein, Étienne de Durand, Guillaume Garnier, Marc Hecker, Élie Tenenbaum, *Syrie : l'option militaire restait-elle ouverte ?* Note de l'Ifri, septembre 2013.

²⁵ « Interventions en Syrie : que valent les défenses militaires de Bachar el-Assad ? », *Jeune Afrique Blog Défense*, 30/08/2013.

²⁶ Avec comme détail : 20 Mi-14, 5 Ka-28, 20 Mi-2, 138 Mi-8/17 et 36 Mi-25 http://www.armyrecognition.com/syria/syrie_armee_syrienne_forces_defense_terrestres_equipements_militaires_vehicule_blindes_informations.html. Consulté le 27 février 2014.

²⁷ Brustlein, Durand, Garnier, Hecker, Tenenbaum, *Note de l'Ifri*, op. cit.

²⁸ « Interventions en Syrie », *Jeuneafrique*, blog, cité.

côtière, disposant d'une faible projetabilité. Les navires armés sont des corvettes *Petya III* achetées en 1975 (une seule sur deux serait opérationnelle). Suivent 16 patrouilleurs lance-missiles *Osa* armés du missile *SS-N-2 Styx*, aujourd'hui dépassé. La seule menace sérieuse est constituée par six vedettes lance-missiles de type *Tir (IPS 18)*. Trois ont été achetées à la Corée du Nord en 2002, trois autres à l'Iran en 2006. Ces dernières sont armées du missile iranien antinavire *Noor*, version locale du *C-802* chinois²⁹.

II.2 UNE STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION HÉRITÉE DE HAFEZ EL-ASSAD

Durant la première année du conflit, le régime syrien applique une stratégie de contre-insurrection identique à celle employée par Hafez el-Assad contre les Frères Musulmans entre 1979 et 1982. La contre-insurrection comporte un volet militaire ainsi qu'un volet civil. Le volet militaire repose sur trois points : des mesures pour mettre en place un environnement sûr, consolider un environnement stable et éliminer la menace. Les missions de combat consistent à s'emparer d'une position, détruire, sécuriser, défendre, tenir, maîtriser, fixer, poursuivre, guider des appuis feu, délivrer des appuis feu, effectuer des patrouilles de combat et encercler³⁰.

II.2.1 La contre-insurrection de Hafez el-Assad. 1979-1982.

Face à la révolte islamiste des Frères Musulmans (1979-1982), Hafez el-Assad organise une campagne de contre-insurrection reposant sur trois piliers : sélectionner avec soin les unités militaires les plus dignes de confiance et les déployer sur le terrain (*selective deployment*) ; lever des milices populaires acquises au régime ; utiliser ces forces pour nettoyer

les centres urbains de l'insurrection puis tenir les villes à l'aide d'une forte garnison de troupes (*clear and hold*)³¹.

Le *selective deployment* repose sur un encadrement des troupes par l'élite alaouite militaire pour s'en assurer la loyauté. Les membres de la famille Assad ont à ce titre une grande importance dans la campagne. Rifaat el-Assad, le frère de Hafez, encadre notamment les troupes d'élite des Compagnies de Défense et le général Shafiq Fayyad, commandant de la 3^e division blindée et cousin de Hafez, est envoyé à Alep. Les trois quarts des officiers et un tiers des soldats déployés sont alors Alaouites. La précaution est également prise d'écartier des opérations tous les hommes originaires de Hama, cœur de la rébellion. Le Parti Baas et ses sympathisants des Organisations Populaires affiliées sont également armés. L'appui sur les paramilitaires et les milices constitue, déjà à l'époque, une réelle innovation de la part du régime.

La stratégie de *clear and hold* implique le déploiement de forces blindées dans les centres urbains, avec usage de feu indirect si nécessaire, puis de maintenir une forte présence militaire dans les villes pour empêcher un retour des insurgés. En mars 1980, la 3^e division blindée vide Alep « maison par maison », le reste de l'insurrection est combattu district par district, ville par ville³². À Hama, en 1982, les Frères Musulmans sont assez forts pour infliger de lourdes pertes au régime. En réaction, Assad masse son artillerie en avant de l'offensive et organise un long siège d'artillerie, fondé sur de lourds bombardements préparant l'entrée de commandos appuyés par des chars dans la ville. Celle-ci est ensuite tenue par de nombreuses troupes.

II.2.2 La stratégie de contre-insurrection de Bachar el-Assad. 2011-2012

En reproduisant la stratégie utilisée par son père trente ans plus tôt, Bachar el-Assad donne une réponse disproportionnée aux premières manifestations de 2011.

²⁹ Brustlein, Durand, Garnier, Hecker, Tenenbaum, *Note de l'Ifrri*, *op. cit.*

³⁰ *Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency*, German Army Office, Division I - Army Development, Cologne, juin 2010, p. 21.

³¹ Joseph Holliday, « The Assad Regime. From Counterinsurgency To Civil War », *Middle East Security Report*, No.8, Institute for the Study of War, March 2013, p. 7.

³² Joseph Holliday, « The Assad Regime. From Counterinsurgency To Civil War », *art. cit.* p. 12.

Comme son père, Bachar el-Assad couple des unités d'élite, souvent composées d'Alaouites, avec d'autres unités soigneusement sélectionnées afin d'éviter des défections à grande échelle. Le régime peut s'appuyer sur les Forces Spéciales pour la répression la plus brutale tout en limitant l'exposition des troupes régulières à la population, comme à Deraa en 2011. Cette stratégie a impliqué une réorganisation de l'Armée : des sous-unités dignes de confiance ont été consolidées pour former des brigades conventionnelles efficaces.



Véhicule de combat d'infanterie de l'armée syrienne à Homs (décembre 2011).

Entre l'été 2011 et la fin de l'année 2012, les 91^e, 153^e et 58^e brigades de la 1^{re} division blindée sont les plus actives, essentiellement autour de leur base de Kiswah au sud de Damas. La 76^e brigade, rapidement surnommée la « brigade de la mort », est très active à Idlib à partir de février 2012. Des détachements d'élite de la 4^e division blindée, avec des éléments des 3^e, 7^e et 10^e divisions sont déployés à Zabadani dans la banlieue de Damas. Toutes les unités conventionnelles sont utilisées mais seuls de petits groupes triés sur le volet sont envoyés sur le terrain. Ces groupes sont de la taille d'une compagnie. À Zabadani, ce sont à peine 40 véhicules blindés, soit la taille d'un bataillon, qui sont déployés. Cette stratégie a réussi à prévenir de grandes défections mais a grandement limité la marge de manœuvre du régime.

La campagne de Homs est le meilleur exemple de la stratégie de *clear and hold*. De nombreuses forces d'élite ont été amassées dans la ville, appuyées par des bombardements sur les zones voisines tenues

par les insurgés. Ces troupes prennent la zone, qu'ils tiennent ensuite avec des renforts militaires. Le nettoyage de la ville se faisant au préalable par un feu indirect, ce qui permet de limiter les pertes des troupes au sol. Durant le siège de la ville, 3 000 pièces d'artillerie ont été employées, ce qui ne correspond en réalité qu'à 80 % des capacités régionales. Le bombardement d'artillerie est caractéristique de la stratégie de Assad, comme observé à Zabadani près de Damas à partir du début de l'année 2012. Cette campagne a entraîné le retrait des insurgés de Homs au début du mois de mars 2012. Après la reprise de la ville par les forces du régime, les unités d'élite sont redéployées vers d'autres fronts, comme ce fut le cas pour des éléments de la 4^e division blindée et des régiments des Forces Spéciales vers Idlib, Deraa ou Damas, alors que la ville est tenue par des unités conventionnelles. Si cette approche du régime a bien fonctionné à Homs (définitivement reprise le 7 mai 2014 après un cessez-le-feu convenu avec les rebelles), Assad a cependant manqué de forces pour l'appliquer aux provinces du nord.

L'appui sur les milices et les paramilitaires est l'autre pilier hérité d'Hafez el-Assad. Ces milices pro-Assad ont, rapidement émergé dans le conflit. Le régime peut, en effet, compter sur près de 100 000 paramilitaires *Jaysh al-Sha'bi*, ou « Armée du Peuple », dès 2011. Ils se divisent en deux catégories d'acteurs. D'une part, les *Chabiha*, milices mafieuses, composées de criminels alaouites entretenant des liens parfois étroits avec la famille Assad. D'autre part, les milices issues des minorités, aussi parfois appelées *Chabiha*, mais le plus souvent « Comités Populaires », organisées pour assurer la défense des communautés minoritaires. Ces groupes ne sont pas totalement sous le contrôle du régime. Les rangs des *Chabiha* ont surtout grossi au milieu des années 1980 lorsque Hafez el-Assad a démantelé les Compagnies de Défense de son frère Rifaat. Deux neveux de Hafez el-Assad, Fawaz et Mudhir el-Assad, devinrent ainsi des chefs redoutés de ces *Chabiha*. Ces groupes sont parfois issus des classes sunnites défavorisées et vivent grâce au crime (pillages, enlèvements, trafics), notamment à Deir ez-Zor et Deraa. Les « Comités Populaires » sont quant à eux composés des différentes minorités du pays comme les chrétiens. Ils organisent des barrages sur les routes, sécurisent les lignes d'approvisionnement du régime mais agissent souvent en auto-protection plus qu'en soutien à Assad.

Pour cette campagne de contre-insurrection, Assad ne s'est appuyé que sur 1/3 de son armée. La 4^e division blindée et la Garde Républicaine sont les seules unités à avoir été maintenues à plein effectif, soit 26 000 hommes au total. 12 régiments des Forces Spéciales ont également été très actifs mais jamais à un effectif plein, avec en leur sein 50 % de sunnites. Ils représentent 12 000 hommes. Plus généralement, le régime n'a été capable de ne déployer que l'équivalent d'une brigade de combat par division (chacune regroupant en moyenne quatre brigades). Les brigades les plus conventionnelles (27 000 hommes) sont restées proches de leur base (environ 15 kilomètres), essentiellement dans le but de rester sous contrôle. Ainsi, sur les 220 000 hommes qui composaient l'Armée Syrienne en 2011, seuls 65 000 ont été considérés comme sûrs. Nombreux sont ceux qui, par suspicion ont été cantonnés dans leur caserne dans une situation parfois de captivité (1 500 officiers sunnites ont été emprisonnés en 2012). À cela s'ajoutent 20 à 30 % de déserteurs.

La limitation de l'emploi de toutes les forces du régime a eu pour conséquence la sur-utilisation de certaines unités, à bout de force au début de l'été 2012. L'autre effet de cette stratégie a été l'usage indispensable des milices dans les combats après l'été 2012. Cela a également provoqué de lourdes pertes pour le régime à cette période : 2 300 morts en juin 2012 et près de 10 000 hommes mis hors de combat.

II.3 L'ÉCHEC DE LA STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION À L'ÉTÉ 2012

À l'été 2012, après un an de conflit, les insurgés occupent toujours des bastions dans les grandes villes ainsi que de larges territoires, principalement au nord et au sud du pays. Si la stratégie héritée de Hafez el-Assad, qui nécessite des forces considérables, a fonctionné à Homs, il n'en est pas de même dans le reste du pays. Bachar el-Assad ne peut que constater l'échec de sa stratégie de contre-insurrection et doit trouver le moyen de redynamiser ses forces.



Soldat de l'armée syrienne libre (Alep, 2012).

II.3.1 Les raisons de l'échec

Le régime de Bachar el-Assad ne dispose pas des forces suffisantes pour appliquer aux capitales de provinces et aux campagnes la même stratégie que celle employée pour les grands centres urbains. Cette stratégie a été la reconnaissance, à juste titre, que le contrôle des grandes villes était essentiel pour la survie du régime. Mais cela a aussi assuré l'échec de la campagne de contre-insurrection autorisant aux insurgés une liberté de mouvement en dehors des villes, permettant ainsi leur renforcement.

Trois dynamiques ont mené à cet échec :

- l'effort pour couper les insurgés de la population, dans les villes, a seulement accéléré le déplacement forcé des populations selon une logique religieuse et communautaire qui a accentué la fracture du territoire et pérennisé la situation de guerre civile ;
- la confusion de l'Armée Syrienne, trop faible en nombre, avec les milices ;
- une inégale répartition des forces entre le sud et le centre du pays où les forces du régime sont bien présentes et le nord largement laissé aux insurgés³³.

La stratégie de nettoyage des centres urbains a consisté à déplacer les civils des zones insurgées plutôt que d'expulser les insurgés des zones peuplées.

³³ Joseph Holliday, « The Assad Regime. From Counterinsurgency To Civil War », *art. cit.* p. 19.

Le déplacement forcé s'est surtout observé après le siège de Homs en février 2012. Cela a transformé la stratégie de clear and hold propre à la contre-insurrection en nettoyage ethnique. La conséquence en fut l'implantation de familles sunnites pauvres dans les banlieues de Damas, revigorant ainsi la contestation dans la capitale. L'exemple de la ville de Rastan, reprise en juillet 2012 et devenue une ville-fantôme vidée de ses habitants, est à ce titre emblématique.

II.3.2 Les conséquences de cet échec

La première conséquence de cet échec est l'enlèvement du conflit. En ne parvenant pas à remporter la victoire durant la première année, le régime a rendu possible la création de puissants groupes rebelles, souvent coordonnés entre eux et capables de remporter un front après en avoir perdu un autre. Les deux camps ont donc pu tour à tour croire en une

victoire rapide, ce qui a assuré l'escalade de la violence et la persistance du conflit. L'absence de supériorité nette du régime mêlée au manque de moyens et d'unité des insurgés a fait perdurer l'illusion d'une victoire prochaine pour chacun des acteurs, débouchant sur l'enlèvement, la fracture du territoire et une crise humanitaire de grande ampleur.

L'autre conséquence est, pour les deux camps, l'appel de plus en plus grand à des acteurs extérieurs au conflit. Le régime persiste à fermer la porte à tout compromis politique en misant sur une division de la communauté internationale et sur l'accroissement de l'aide venue du Hezbollah, de l'Iran, de la Russie et des milices chiites irakiennes. Le régime a également su réorganiser son armée, avec une décentralisation de la hiérarchie et une redistribution des forces entre les unités. Les insurgés, eux, lient leur destin à une éventuelle intervention occidentale et à l'aide octroyée par leurs différents bailleurs, tels que l'Arabie Saoudite et le Qatar.

CHAPITRE III

LES REBELLES SYRIENS, ENTRE TENTATIVES D'UNIFICATION ET PERMANENCE DES DIVISIONS

III.1 DES TENTATIVES D'UNIFICATION DE LA RÉBELLION

A partir de juillet 2011, l'Armée Syrienne Libre (ASL) tente d'imposer son autorité aux groupes rebelles présents sur le terrain. Son éloignement, les rivalités internes et extérieures ainsi que la diversité des insurgés sont autant d'obstacles à son leadership. D'autres acteurs s'affirment alors et concurrencent son influence.

III.1.1 Les difficultés des premières coalitions rebelles

Créée le 29 juillet 2011, l'ASL est à la fois un label et une structure. En tant que première organisation rebelle d'envergure nationale et à visibilité internationale, elle rassemble les premiers groupes créés en 2011, notamment le Mouvement des Officiers Libres fondé le 23 septembre 2011, ainsi que ceux créés postérieurement mais qui présentent des caractéristiques semblables. Les groupes membres à part entière de sa structure sont le plus souvent dirigés par des officiers déserteurs et reconnaissent le cadre national syrien. Ceux qui se trouvent en dehors de sa structure sont plutôt dirigés par des civils et se reconnaissent essentiellement dans la symbolique islamique. Il n'y a, cependant, pas de clivage net entre ces deux catégories. L'État-major de l'ASL, établi en novembre 2012 avec le général Salim Idriss à sa tête, comprend notamment des représentants de groupes salafistes (la Brigade al-Islam de Damas ou

Suqour al-Sham d'Idlib³⁴). Les luttes de personnes ainsi que la rivalité entre l'Arabie Saoudite et le Qatar ont rapidement empêché l'ASL d'étendre son autorité à l'ensemble des groupes rebelles. De plus, les liens entre le commandement central et les conseils militaires provinciaux se sont avérés difficiles à entretenir. Sa légitimité et son autorité sont, dès le départ, fragilisées par son éloignement et par la forte influence qu'y ont les Frères Musulmans et la Turquie. Aussi l'ASL porte-t-elle les espoirs d'une intervention occidentale pour défaire Bachar el-Assad. La décision de non-intervention des puissances occidentales en septembre 2013 l'affaiblit fortement. Elle est depuis de plus en plus supplantée par les groupes salafistes et djihadistes.

Prêter allégeance au général Idriss permet aux groupes rebelles d'accéder aux financements saoudiens, l'Arabie Saoudite étant la plus influente au sein de l'État-major de l'ASL. La coalition repose alors principalement sur des intérêts mutuels de circonstance et assez rarement sur un projet politique précis et partagé. Les groupes jugés trop islamistes et/ou trop proches du Qatar par l'Arabie Saoudite n'ont pas accès à ces financements. C'est le cas des membres du Front Islamique pour la Libération de la Syrie (al-Islam à Damas, Brigades al-Tawhid et al-Fath à Alep, Suqour al-Sham à Idlib, les Bataillons Farouq dans tout le pays...³⁵). Le général Idriss n'a ainsi pas autorité sur ces groupes puisqu'il ne leur apporte pas d'aide matérielle. Il n'existe donc entre eux qu'un simple lien de coopération. Avec les groupes totale-

³⁴ Entretien avec Thomas Pierret, « Conflit syrien : quelle morphologie des forces insurgées ? », *DSI*, n° 94, juillet-août 2013.

³⁵ *Idem*.

ment extérieurs à l'ASL, comme Jabhat al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, le Front Islamique syrien et les diverses autres unités formées par des villageois ou des tribus, il n'existe qu'une coordination opérationnelle locale et ponctuelle.

Le Conseil National Syrien (CNS) voit quant à lui le jour le 15 septembre 2011. Il est dominé par des sunnites et des libéraux mais aussi des Kurdes. Ses liens avec l'ASL sont tendus. Cette dernière lui reproche, tout comme à la Coalition de l'Opposition Syrienne, de ne pas servir la révolution, d'adopter un comportement opportuniste et de n'être que les pions des puissances occidentales en Syrie. Le 11 novembre 2012, il rejoint la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution (CNFOR), créée à Doha quelques jours plus tôt. Les deux organisations s'opposent toutefois sur la question de la participation à la conférence Genève II de janvier 2014. Le CNS refusant d'y participer, il coupe ses liens avec la Coalition mais la réintègre en février 2014. Celui-ci déclarait disposer, en octobre 2012, de 40 millions de dollars de budget, provenant principalement de Libye, du Qatar, des Émirats Arabes Unis et de la France, précisant que 90 % étaient alloués à l'humanitaire.

Le Commandement Militaire Suprême (CMS) est créé à Antalya le 7 décembre 2012 où 260 commandants expriment un intérêt renouvelé pour l'unification, en la présence de responsables Américains, Français, Britanniques, Jordaniens et du Golfe. La Coalition intègre le CNS, un représentant du Conseil National Kurde (CNK) et les comités locaux de coordination. Il a pour objectif de devenir un ministère de la Défense de la Coalition de l'Opposition Syrienne, d'unifier les forces sur le terrain pour éviter l'anarchie, de laisser au-dehors les éléments rebelles extérieurs et de réduire leur influence sur la population et d'empêcher les extrémistes de prendre les centres de pouvoir³⁶. Les principes démocratiques sont recherchés, l'accent est mis sur l'importance des élections. La structure est divisée en cinq fronts géographiques avec six membres élus pour chacun des fronts : le front est, le front ouest-centre, le front nord, le front sud et le front de Homs. Il consolide les 14 Conseils Militaires provinciaux avec cinq QG opérationnels. Cinq assistants militaires et cinq assistants civils accompagnés de membres du CMS sont déployés sur chacun des fronts. Chaque front est divisé en cinq départements : opérations, espionnage,

logistique, finances, et affaires administratives et justice transitionnelle. Il existe également deux départements centralisés : un comité des armes et un comité financier. Il s'agit là d'un compromis entre les visions saoudienne et qatarie, condition nécessaire au succès de l'organisation. Ce compromis montre que les rebelles ont appris des échecs du Haut Conseil Révolutionnaire de février 2012, du Commandement Unifié de septembre 2012, dirigé par des déserteurs exilés, ou encore du Commandement des Cinq Fronts, tenu par les Qataris et créé le 5 novembre 2012, mais aussi des échecs dus à la division, voire des heurts armés, entre les brigades indépendantes et les conseils militaires, la rivalité Arabie Saoudite/Qatar ou encore des luttes de personnes.

L'annonce par le Secrétaire d'État américain, John Kerry, le 28 février 2013, d'une aide américaine « non-létale », à travers le CMS et l'ASL, marque le succès des deux organisations. Elles apparaissent comme des autorités modérées capables de créer de meilleures opportunités d'intégration et de communication et d'incarner un frein à la radicalisation de l'opposition. Les obstacles sont cependant nombreux : l'incorporation des réseaux de commandements existants, les groupes djihadistes sur le terrain, la gestion des différentes sources de financement, l'enjeu de l'acheminement des ressources. La Coalition est, en 2014, largement rejetée, notamment par l'ASL et les groupes islamistes qui lui reprochent d'avoir été imposée par les Occidentaux.

L'opposition est ainsi fragmentée et cette division reflète la complexité syrienne et le caractère décentralisé de l'origine de la révolte et des groupes eux-mêmes, ce qui, à moyen terme, constitue leur faiblesse mais aussi leur force.

Des membres de l'armée syrienne libre lors d'une



réunion avec des représentants de l'ONU (2012).

³⁶ Elizabeth O'Bagy, « The Free Syrian Army », *art. cit.*, p.16.

III.1.2 La mise en place d'une coopération sur le terrain

Les commandants rebelles commencent à se coordonner tactiquement à partir de l'été 2012 pour planifier des opérations et combiner les ressources. Cette coordination a permis d'importantes offensives, notamment dans l'est, qui se sont concrétisées par la prise de leur première capitale de province, al-Raqqa, en mars 2013. La définition progressive d'états-majors, comme le Commandement Militaire Suprême, répond à la volonté de définir des priorités de campagne, de déployer des unités de soutien pour des missions prioritaires ou d'approvisionner ces unités avec un équipement adéquat. Le CMS permet une plus grande intégration des groupes, une meilleure communication. Il est fondé sur le pouvoir et l'influence des chefs rebelles, du bas vers le haut. Il agit comme une plate-forme de communication. Son autorité repose sur sa capacité à assurer les transactions avec les bailleurs et à distribuer les ressources aux communautés tenues par les rebelles.

Une chaîne de commandement est mise en place. Les chefs des conseils militaires doivent se reporter directement au commandement général. Mais en pratique, le commandement général n'exerce pas un contrôle opérationnel. L'ASL coordonne plus qu'elle ne commande et les modalités de son influence diffèrent selon les fronts. Le général Salim Idriss est davantage perçu comme un chef politique que comme un chef de terrain, limitant son autorité au profit des commandants de groupes, débouchant ainsi sur une structure décentralisée, dont les décisions sont prises collectivement du bas vers le haut.

Les progrès de la rébellion en termes de coopération ont permis, au nord, de se concentrer, en 2012-2013, sur les infrastructures aériennes du régime. La prise de la base de Taftanaz, le 11 janvier 2013 près de Idlib, au terme d'une opération conjointe de multiples unités, en est un exemple. De même pour les opérations sur les bases de Minnakh, Nayrab et Kwertis dans la province d'Alep, ou encore la prise de la Base 80 et de la base aérienne al-Jarra et les attaques conjointes contre la base militaire de Wadi el-Deif dans la province de Idlib, fruit de la coopération entre Jabhat al-Nosra, le Front Islamique Syrien et des sous-unités du Commandement Militaire Suprême³⁷.

À l'est, la prise de la ville d'al-Raqqa en mars 2013, ainsi que du plus grand barrage hydroélectrique de Syrie, le barrage al-Thawra, et de champs de pétrole et de gaz par Jabhat al-Nosra et d'autres unités en décembre 2012, témoignent des progrès de l'opposition. La coopération des groupes rebelles s'est aussi observée dans la bataille pour Homs, remportée par le régime. Les gains rebelles dans l'est de Damas ont, pour leur part, été le résultat d'offensives menées conjointement par Jabhat al-Nosra et l'ASL. Les groupes rebelles du Jebel al-Zawiyah, collines entre Idlib et Hama, sont, à partir de 2012, un exemple d'une coopération aboutie et efficace de la rébellion. Dans cette zone, les groupes ont établi des structures de commandement et de contrôle et disposent de capacités offensives et de planification. Les principaux groupes sont Suqour al-Sham et le Bataillon Shuhada Jebel al-Zawiyah (ou « Bataillon Harmoush »). Un commandement provincial est assuré par le Conseil Militaire d'Idlib. Des attaques combinées, comme celle du 28 mai 2012 sur un *checkpoint* proche du village de Mughara et simultanément sur le *checkpoint* de Mariyan, sont témoins de ces capacités de coopération et de planification.

Le CMS et l'ASL cherchent à convertir les réseaux en hiérarchies militaires mais les groupes s'identifient surtout à leur chef et les structures de commandement demeurent bel et bien fondées sur des réseaux plutôt que sur des hiérarchies. Cela implique que la rébellion ne peut être décapitée d'un seul coup. Mais cela fait aussi apparaître les chefs de groupes comme des seigneurs de guerre indépendants aux yeux de la population. L'enjeu d'une hiérarchie militaire stricte est alors aussi celui de la mise en place d'une justice militaire pour la rébellion, soit l'établissement de codes de conduite et de sanctions pour ceux qui les enfreignent.

L'autre défi de la coopération à grande échelle est le dépassement de la division nord-sud du pays. L'ouverture de la frontière turque à l'été 2012 a été déterminante dans la prise de contrôle par les rebelles de la majeure partie du nord du pays, leur meilleur accès aux ressources ainsi que l'existence de zones de repli les ont placés dans une position beaucoup plus favorable que celle des groupes du sud du pays. De ce fait, les commandants du nord jouissent d'une influence plus conséquente, ce qui débouche sur une certaine fracture nord-sud de la rébellion. L'enjeu est aussi l'incorporation des unités indépendantes. Le CMS a notamment su intégrer des membres du Front

³⁷ Elizabeth O'Bagy, « The Free Syrian Army », *art. cit.*, p. 25-26. Nous la suivons pour l'ensemble du paragraphe.

Syrien de Libération et du Front Islamique Syrien et coopérer avec le groupe salafiste-djihadiste Ahrar al-Sham. De même, l'ASL a pu conduire des opérations jointes avec Jabhat al-Nosra.

Enfin, la question des financements et de l'accès aux ressources est le plus grand obstacle à l'unification de la rébellion et à la coopération entre les groupes. Certains sont parfois rompus à toucher des fonds de la part de différents bailleurs, lesquels ont actuellement tendance à favoriser les groupes les plus radicaux – principalement l'Arabie Saoudite et le Qatar – ce qui explique, en partie, la domination des groupes djihadistes dans la rébellion depuis 2013. Les armes anti-chars et antiaériennes, ainsi que les équipements de communication sécurisée sont un pré-requis au succès des rebelles dans les villes. La légitimité du CMS dépend de sa capacité à s'en procurer et à les distribuer. Il s'agit, pour le moment du moins, d'un échec.

III.1.3 Des groupes à rayonnement local, provincial et national

Deux modèles organisationnels ont émergé au sein de la rébellion : les bataillons locaux et les « franchises » de brigades plus larges étendant parfois leur influence sur tout le territoire syrien.

Les bataillons locaux tendent à s'associer eux-mêmes à l'ASL. Ils sont limités géographiquement et leur raison d'être est le plus souvent la défense de leur propre village. Ils sont généralement financés par les mécènes internationaux du CMS et de l'ASL. On compte, en Syrie, plusieurs centaines de groupes rebelles locaux.

Les brigades de « franchise » sont souvent dirigées par des civils ou par des déserteurs souvent sous-officiers. Le caractère idéologique de leur combat est plus prononcé que pour les groupes locaux et leurs bailleurs privés. Ces brigades peuvent disposer d'un rayonnement national, comme c'est le cas pour les Bataillons Farouk ou la Brigade Suqour al-Sham. La Brigade Khalid bin Walid (première force rebelle de Syrie en mars 2012 avec 3 000 combattants, puis largement disloquée) dans la province de Homs, le Bataillon Farouk al-Shamal, branche nord des Bataillons Farouk, dans la province d'Alep, la Brigade al-Haqq (membre du Front Islamique Syrien) dans la province de Homs, la Brigade al-Tawhid, le groupe le plus important de la province d'Alep, membre du Front Syrien de Libération, ou encore Ahrar al-Sham (membre du Front Islamique Syrien) dans les provinces d'Alep et d'Idlib... ont quant à elles un rayonnement provincial. Elles sont indépendantes de l'ASL mais coopèrent souvent avec cette dernière ou les unes avec les autres³⁸.

Brigades rebelles dites « de franchise », un rayonnement provincial voire national	
Brigade Khalid bin Walid (Province de Homs) (Dissoute)	Harakat al-Islamiyya (Province d'Alep)
Bataillons Farouk (dans tout le pays)	Ahrar al-Sham (Provinces d'Alep et d'Idlib)
Bataillon Farouk al-Shamal (Alep)	Brigade de l'Oumma (Maarat al-Numaan, province d'Idlib)
Brigade al-Haqq (Homs)	Liwa al-Islam (« Brigade de l'Islam ») (Damas)
Brigade Shuhada Suriya (« Brigade des Martyrs Syriens ») (Jebel al-Zawiya, province d'Idlib)	Ansar al-Islam (Damas)
Bataillon Fajr al-Islam (Maarat al-Numan, province d'Idlib)	Brigades al-Furqan (Damas)
Suqour al-Sham (Province d'Idlib, Jebel al-Zawiya)	Brigade Ahfad al-Rasul (Damas)
Brigade Dara al-Thawra (« Brigade Bouclier de la Révolution ») (Province d'Idlib)	Conseil Révolutionnaire de Deir es-Zor
Brigade al-Tawhid (Province d'Alep)	Jabhat al-Nosra (« Front de la Victoire ») (dans tout le pays)

³⁸ Elizabeth O'Bagy, « The Free Syrian Army », *art. cit.*

Situées un échelon en dessous d'organisations telles que l'ASL, le CNS ou le CMS, les coalitions du Front Syrien de Libération et du Front Islamique Syrien ont toutefois une envergure nationale. Le Front Syrien de Libération est créé en septembre 2012 à partir d'une coalition de vingt groupes islamistes. Il n'est pas

directement incorporé à l'ASL, car il méprise son implantation à l'étranger. Il est cependant membre du Conseil Militaire Suprême. Ses unités clés sont Suqour al-Sham, la Brigade Tawhid et les Bataillons Farouq.

Unités membres du Front Syrien de Libération	
Suqour al-Sham (Province de Hama, Idlib)	Bataillons Shaheed Ahmed Ouda (Homs)
Conseil Révolutionnaire de Deir ez-Zor	Bataillon Shuhada Baba Amr (Homs)
Bataillons Farouq (Province de Homs)	Bataillon Mohammed ibn Abdullah (Homs)
Brigade Tawhid (Province d'Alep)	Bataillon Jund Allah (Homs)
Liwa al-Islam (Brigade Islam)	Brigade de Homs (Homs)
Ansar al-Sham (Damas)	Bataillon Fursan al-Haq (Homs)
Brigade Suqour al-Kurd (Qamshili)	Brigade Amr bin al-A'as (Deir ez-Zor)
Bataillon Suqour Homs (Homs)	Brigade Al-Iman (Hama)
	Bataillon Qal'at Homs (Homs)

Le Front Islamique Syrien est créé le 21 décembre 2012. Il est composé de groupes islamistes se réclamant du salafisme et souhaitant la création d'un Califat Islamique en Syrie. Mais ce sont aussi des nationalistes syriens. Il n'est pas autant lié au CMS que le Front Syrien de Libération mais le chef de la

Brigade al-Haqq est au conseil du CMS et de nombreuses sous-unités du Front Islamique sont liées à des brigades et des bataillons associés au CMS. Ahrar al-Sham et Suqour al-Islam en sont les unités principales.

Unités membres du Front Islamique Syrien	
Ahrar al-Sham (dans tout le pays)	Suqour al-Islam (Province de Damas)
Harakat al-Fajar al-Islamiyya (Province d'Alep)	Saraya al-Maham al-Khassa (Province de Damas)
Brigades Liwa al-Haq (Province de Homs)	Brigade Mus'ab bin Ameer (Province d'Alep)
Brigades de Combat Al-Iman (Province de Damas)	Jama'at al-Tali'a al-Islamiyya (Province d'Idlib)
Brigade Al-Hamza bin Abdul-Mutallab (Province de Damas)	Brigades Ansar al-Sham (Province de Lattaquié)
Jeish al-Tawhid (Province de Deir ez-Zor)	

Le cas particulier des Kurdes de Syrie

Les Kurdes jouent les équilibristes depuis le début du conflit. La principale force locale, le PYD (Parti de l'Union Démocratique, branche syrienne du PKK turc), a, dès 2011, cherché à conserver le contrôle de son territoire au nord-est du pays. En novembre 2013, il annonce la création d'une administration autonome pour les territoires kurdes, divisés en trois

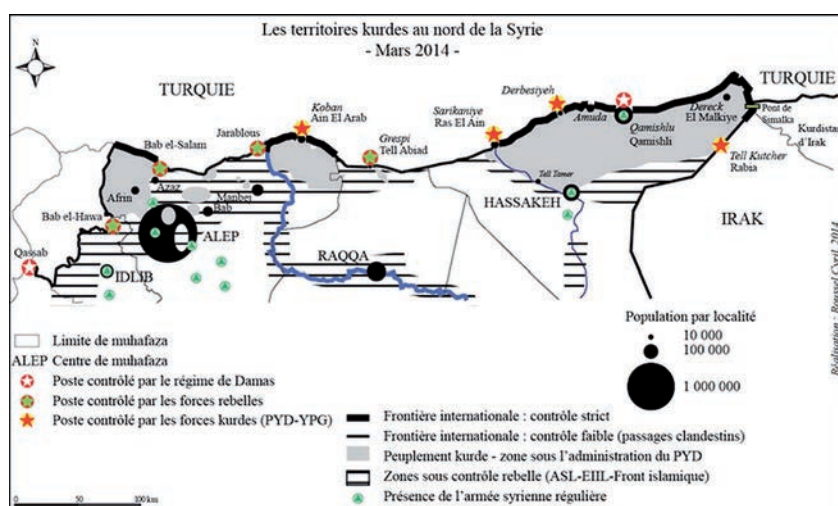
zones. Engagé dans de violents combats contre l'EIL à partir de la fin de l'année 2013, le PYD, tout comme le PKK, est soupçonné d'entretenir des liens étroits avec le régime de Damas. L'Armée Syrienne conserve, en effet, une présence à Qamshili et Hasakeh et la passation de pouvoir entre les autorités syriennes et kurdes s'est déroulée sans heurts fin 2013. Il est fort probable que Bachar el-Assad ait accordé l'autonomie aux Kurdes afin de désengager

ses troupes au nord-est afin de les redéployer sur d'autres fronts ou encore de s'assurer de la neutralité voire le soutien du PYD. En réaction, la Turquie, opposée au PKK, et par conséquent au PYD, aurait fermé les yeux sur le passage de sa frontière commune avec la Syrie par de nombreux islamistes dans le but de les affaiblir. La Turquie s'est également appuyée sur le CNK (proche du CNS) et le PDK irakien de Barzani dans ce but. Mais cette stratégie n'a pas empêché le renforcement du PYD et a poussé la Turquie à négocier avec ce dernier et le PKK (processus de paix) à partir de l'été 2013. Le choix de la négociation a aussi pu être fait dans le but d'entretenir la fracture, toujours présente, entre le PYD et le CNK, la division des Kurdes contentant la stratégie turque³⁹.

III.2.1 Une stratégie rebelle se dessine au niveau national

La création du Commandement Militaire Suprême en décembre 2012 a marqué une étape importante dans l'unification de la rébellion, permettant l'émergence d'une stratégie plus large. La priorité est de retirer au régime ses installations comme l'artillerie et l'aviation. L'accent est alors mis sur les bases militaires et les bases aériennes du régime. Pour le CMS, la neutralisation de ces infrastructures est une condition indispensable à la victoire, avec Damas comme objectif ultime. Des opérations de plus grande ampleur voient alors le jour en 2013, comme l'opération « Épopée dans la Capitale des Omeyyades » dans le quartier de Jobar à Damas à laquelle participent six brigades dont Jabhat al-Nosra. Le régime répond durant l'été 2013 en cherchant à couper les lignes d'approvisionnement rebelles autour de Damas, en encerclant les zones de la Ghouta et en menant des offensives sur Daraya et Moadamiya. Les rebelles contre-attaquent par l'opération « al-Furqan » [l'attribution croissante de noms aux opérations témoigne d'une meilleure planification et de leur plus

grande ampleur]. 23 brigades y participent, dont des bataillons liés à l'ASL et des brigades islamistes comme Arhar al-Sham et Jabhat al-Nosra. Des succès à Bahariya, Otaybeh et dans l'est de la Ghouta ouvrent la route de la capitale⁴⁰. Mais la coalition se délite rapidement.



III.2 LA STRATÉGIE DES REBELLES

En dépit de divisions persistantes et d'un manque d'équipement, la rébellion syrienne contrôle toujours de vastes territoires et garde le contrôle de certaines zones urbaines. Souvent de manière improvisée, les rebelles ont su mettre en place des stratégies pertinentes de combat. Des zones rurales aux zones urbaines, des opérations jointes voire de véritables campagnes sont mises en place.

Les bases aériennes sont également attaquées : Abu Duhur au sud d'Alep, Minnakh au nord d'Alep (40 Mi-8), al-Qusayr près de Homs... Les rebelles s'emparent de 40 lanceurs MANPADS à l'automne 2012 et abattent 2 hélicoptères et 1 chasseur en décembre 2012 près d'Alep. La base aérienne de Taftanaz, au nord, est prise en janvier 2013. L'aéroport militaire Al-Jarrab et la Base 80, dans la province d'Alep tombent également aux mains des rebelles. Ces derniers

³⁹ C.R., « Le "cavalier seul" des Kurdes en Syrie », *Orient XXI*, 27 mars 2014. http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de_0553, consulté le 15/07/2014.

⁴⁰ Stéphane Mantoux, « L'armée syrienne. [2/2] Dans la guerre civile [2011-2013] », *Lettre du RETEX-Recherche*, n° 1, 20 septembre 2013.

menacent également l'aéroport international de Damas par leurs succès dans l'est de la Ghouta. Les rebelles concentrent aussi des forces contre les postes isolés du régime : en mai 2012, 17 postes du régime ont été pris dans le nord du pays. Ce dernier n'en disposait plus que de 7 en janvier 2013 au nord des capitales provinciales⁴¹.



Des rebelles patrouillent à Alep (2012).

Mais la montée des groupes djihadistes (voir chapitre V), couplée au déclin progressif du CMS et de l'ASL dû à la non-intervention occidentale et à la relative faiblesse de leurs soutiens extérieurs, n'a pas permis de mener une stratégie nationale à terme. Les rebelles n'ont pour le moment pas pu prendre le contrôle des infrastructures aériennes et d'artillerie du régime et continuent de subir l'asymétrie du conflit. Face au renforcement du régime par ses alliés extérieurs, les rebelles n'ont finalement pas les moyens de gagner du terrain sans en perdre.

III.2.2 Les défis tactiques des rebelles

Le manque de matériel, d'armement lourd et de moyens de communication amène la rébellion syrienne à user de tactiques non conventionnelles. Ainsi à partir de juin 2012 dans toute la Syrie, les rebelles s'appuient systématiquement sur des engins explosifs improvisés⁴² (EEI ou IED) particulièrement efficaces ainsi que sur des charges creuses visant

les blindés. Il s'agit de l'arme la plus caractéristique des tactiques de guérilla, largement utilisée, par exemple, en Afghanistan ou plus récemment au Mali.

La rébellion développe également des capacités anti-aériennes, une des clés du conflit. Durant l'été 2012, elle dispose déjà de 15 à 25 ZSU-23, 2 à 5 canons tractés de 57 mm et de 15 à 30 SA-7 et probablement de SA-16 et SA-24. En octobre 2012, 5 hélicoptères et 6 avions ont déjà été abattus. Si le régime a perdu relativement peu de chasseurs-bombardiers (une vingtaine), il a toutefois perdu plus de la moitié de ses hélicoptères de combat (Mi-8/17)⁴³ et présente une aviation à bout de souffle fin 2013. Cependant, le manque d'armement lourd, capable de faire face aux blindés de l'armée syrienne, empêche les rebelles de prendre le dessus au plan militaire.

L'approvisionnement en armes repose essentiellement sur le contrôle des frontières. Les réseaux de trafics d'armement, mais aussi de combattants, sont les mêmes que ceux utilisés pour les guerres du Liban et d'Irak. Ils sont tenus depuis des décennies, voire des siècles, par les mêmes clans ou familles, dont la motivation est essentiellement matérielle et non idéologique. La CIA et d'autres services occidentaux tentent de contrôler ces trafics pour que certaines catégories d'armes ne tombent pas entre les mains de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda, mais il ne s'agit pas d'une tâche facile⁴⁴.

Globalement, les rebelles disposent de meilleures armes depuis février 2013 et l'ouverture de la frontière jordanienne : lance-roquettes RPG-22 et M79 Osa, des lance-grenades Milkor MGL/RBG-6 et des fusils M60 à faible recul, provenant principalement de l'ex-Yougoslavie. À Alep, Deir ez-Zor et Idlib, les rebelles se sont montrés capables de concentrer des forces importantes, de coordonner leurs actions et d'amener des armes lourdes pour supporter de longues opérations, y compris sous le feu aérien du régime⁴⁵. Ces exemples illustrent la capacité des rebelles à faire face directement aux troupes du régime dans les grandes villes, la guérilla en zone

⁴¹ Stéphane Mantoux, « L'armée syrienne. [2/2] », *art. cit.*

⁴² EEI : « *allumeurs, détonateurs ordinaires et électriques, explosifs, artifices (cordeau détonant, mèche lente, etc.), matériels divers (fil d'acier, clous, lame de ressort, pile sèche, etc.) dont les combinaisons innombrables sont à la disposition du sapeur. L'essentiel est de surprendre l'ennemi dans l'accomplissement de l'un de ses gestes instinctifs (...) ou de compter sur sa curiosité, sa négligence, ses sentiments hostiles, sa tranquillité (mine avec dispositif à retard) ou son humanité (cadavre piégé)* ». « Enseignements des opérations des dernières campagnes », 3^e bureau de l'état-major de l'Armée, Ministère de la guerre, Paris, octobre 1965, p. 62.

⁴³ Stéphane Mantoux, « La guerre civile syrienne : interview de Tom Cooper », 10 décembre 2013. Consulté sur <http://la-trecotedelacolline.blogspot.fr/2013/12/la-guerre-civile-syrienne-interview-de.html>. Consulté le 13 décembre 2013.

⁴⁴ Joseph Hoyakem, « Radioscopie de la crise syrienne (3/4). Les Forces en présence », *Tribune n° 257*, Revue de Défense Nationale, p. 1.

⁴⁵ Elizabeth O'Bagy, « The Free Syrian Army », *art. cit.*, p. 23.

rurale n'étant pas leur unique mode d'action. Les rebelles vont même jusqu'à attaquer le régime dans son bastion de la région côtière. L'offensive « Muarakat al-Anfar » (nom d'une sourate du Coran) débute le 21 mars 2014 dans le nord de la province de Lattaquié et le poste-frontière de Kassab est pris par les rebelles qui effectuent une percée jusqu'à la Méditerranée, une première depuis le début du conflit.

À Damas, la tactique rebelle diffère quelque peu. Elle consiste à prendre des positions puis de s'en retirer avant un trop fort affaiblissement de leurs forces pour enfin frapper d'autres positions. Cela a, jusqu'à maintenant, bien fonctionné et les rebelles restent bien enracinés dans la capitale.

En revanche, le déficit de forces disponibles a souvent entraîné l'isolement de forteresses de l'opposition qui ont payé le prix fort du manque de profondeur territoriale. Ce fut le cas de Rastan, Talbissa au sud de Hama, du vieux quartier de Khaldiya à Homs, de Tall Kalakh sur la frontière libanaise, d'al-Qusayr, ou encore de plusieurs banlieues damascènes, comme Qudsaya et Daraya. Le maintien des lignes d'approvisionnement est un défi important pour les différents acteurs du conflit. C'est bien le manque de forces dans les deux camps qui explique largement l'enlèvement du conflit, chacun peinant à tenir ses lignes d'approvisionnement.

III.2.3 Les rebelles et la population

Le mouvement pacifique de mars 2011 puis l'ASL ont tout d'abord connu un fort soutien de la part de la population syrienne. Si elle est, pour Mao Tsé Toung, « l'eau dans laquelle nage l'insurgé », cette force populaire de la rébellion pouvait laisser présager un succès rapide face au régime. Cependant, à mesure que l'opposition s'est montrée incapable d'établir une hiérarchie militaire unifiée, la population a de plus en plus identifié les chefs de groupe à des seigneurs de guerre indépendants, peu à même de porter leurs revendications. L'échec de l'établissement d'un code de conduite par le CMS a permis la poursuite et la multiplication des exécutions sommaires, des pillages et des enlèvements, ce qui a progressivement sapé la majeure partie de la base populaire de l'insurrection. Enfin, Bachar el-Assad a su rester maître de la propagande, dénonçant une insurrection dirigée de l'étranger et essentiellement composée de djihadistes. La vérification en 2013 de

la propagande du régime, avec la forte progression des groupes djihadistes, a contribué à éloigner la population des rebelles. L'arme de la faim utilisée par le régime, ainsi que le bombardement massif des villes rebelles, notamment des infrastructures de service public, des boulangeries et des hôpitaux, ont amené de nombreux Syriens à abandonner, par la coercition et la peur, leur soutien aux insurgés.

La bataille de perception, avec la population pour enjeu est capitale lors d'une insurrection et semble donc pour le moment gagnée par le régime. Mais ce gain est fragile puisqu'il repose davantage sur la crainte que sur l'adhésion. Les luttes intestines de la rébellion, qui voient s'opposer laïcs, islamistes et djihadistes, ont aussi pour enjeu ce centre de gravité que constitue la population.

III.3 LE RÔLE DES ACTEURS EXTÉRIEURS DANS LA RÉBELLION

Le conflit syrien est assez vite devenu une guerre par procuration des puissances de la région. La rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran est, à ce titre, éloquent. Les avancées des deux camps, voire leur survie, dépendent largement de leurs soutiens extérieurs. Si la compétition pour les financements et l'accès aux ressources a parfois causé des divisions entre les groupes rebelles, l'existence de soutiens à l'étranger demeure capitale pour l'insurrection syrienne.

III.3.1 La Turquie, une base arrière et une source d'approvisionnement capitales

La Turquie est directement concernée par le conflit syrien, notamment parce qu'elle dispose de frontières communes avec la Syrie. Elle a été l'un des premiers pays à apporter son soutien à la rébellion syrienne. Elle devient rapidement l'un des principaux pays d'accueil de réfugiés syriens et donne une importante marge de manœuvre aux ONG internationales sur son territoire. En 2013, la situation devient tendue, la population turque riveraine des

camps de réfugiés ne supportant plus la concurrence des réfugiés, acceptant des salaires plus bas et bouleversant ainsi l'économie locale⁴⁶.

Au travers de cette posture, la Turquie cherche à la fois à marquer des points devant l'Union Européenne et la région. Son gouvernement, représentant de l'islam politique sunnite, est également impliqué dans la rivalité régionale qui oppose sunnites et chiites qui sous-tend le conflit syrien. Son soutien à la rébellion est ainsi une manière de contrer les velléités iraniennes dans le pays.

L'ouverture de sa frontière commune avec la Syrie durant l'été 2012 a été capitale pour les rebelles syriens. Elle a grandement contribué à la prise de contrôle du nord du pays par ces derniers. Cette ouverture a permis le passage d'armes et de combattants et a permis aux rebelles de disposer d'une zone de repli essentielle. Sa stratégie évolue en 2013 avec une posture davantage politique, avec une implication moins directe dans le conflit. Si la Turquie a certainement laissé faire des trafics d'armes à destination de la rébellion et a largement permis à des combattants djihadistes de traverser son territoire pour se rendre en Syrie, il est peu probable qu'elle ait elle-même livré des armes aux rebelles⁴⁷.

Des incidents réguliers voire des affrontements directs ont également eu lieu entre la Turquie et le régime syrien. Un avion turc est abattu en juin 2012, puis le village turc d'Akçakale frontalier de la Syrie est frappé par le régime syrien en octobre 2012, faisant cinq morts. Un avion syrien ayant pénétré l'espace aérien turc est ensuite abattu le 22 mars 2013. En mars 2014, les deux pays échangent des tirs durant l'opération rebelle « Muarakat al-Anfar » sur le nord de la province de Lattaquié, le régime syrien accusant la Turquie d'avoir appuyé les rebelles dans cette offensive.

Enfin, la politique d'ouverture de Assad envers les Kurdes syriens n'a pas pour seul objectif de diviser l'opposition et de garantir la neutralité de larges pans du territoire. Cette politique vise également à porter un coup à la Turquie en attisant les revendications des Kurdes turcs.

⁴⁶ Romain Mielcarek, « Armes, médicaments, argent : qui livre quoi à Damas ou aux rebelles ? », RFI, 29 septembre 2013. <http://www.rfi.fr/zoom/20130921-armes-medicaments-argent-livre-damas-rebelles-soutiens-r%C3%A9gime-fournisseurs/>, consulté le 15/07/2014.

⁴⁷ *Idem*.

III.3.2 Le rôle primordial des pays du Golfe

Les pays du Golfe, au premier rang desquels se trouvent l'Arabie Saoudite et le Qatar, se sont rapidement imposés comme les principaux bailleurs des rebelles syriens.

L'aide humanitaire qatarie circule principalement par le biais d'associations caritatives musulmanes auprès des réfugiés syriens des pays limitrophes de la Syrie. Ces organismes sont également soupçonnés de financer en sous-main les groupes rebelles avec lesquels ils peuvent entrer en contact⁴⁸. Les livraisons d'armes sont opaques et ne sont pas officiellement reconnues par Doha. Au printemps 2013, le *Financial Times* évaluait l'aide qatarie à un montant conséquent de plus de 2,25 milliards d'euros. L'armement fourni aux rebelles par le Qatar concernerait essentiellement des groupes islamistes à l'exclusion des groupes affiliés à Al-Qaïda.

L'Arabie Saoudite est, officiellement, considérée comme l'un des principaux fournisseurs d'armes à l'insurrection syrienne. Elle aurait transféré les armes les plus lourdes dont disposent les insurgés (lance-roquettes antichar, lance-missiles sol-air, ainsi que des munitions et obus)⁴⁹. Elle financerait également des groupes djihadistes. Début 2013, l'Arabie Saoudite promettait une aide humanitaire de 240 millions d'euros mais ces fonds sont difficiles à tracer, passant par des ONG écrans. Le Koweït et les Émirats Arabes Unis ont promis à la même époque de fournir un effort financier équivalent. L'Arabie Saoudite dispose de la plupart des membres de la Ligue Arabe derrière elle et cherche à s'opposer à l'influence iranienne en Syrie et dans la région. Ces soutiens s'inscrivent également dans une rivalité Arabie Saoudite/Qatar qui s'est notamment concrétisée par la création de coalitions rebelles concurrentes.

⁴⁸ *Idem*.

⁴⁹ *Idem*.

III.3.3 Le soutien des puissances occidentales

Les États-Unis ont officiellement reconnu la livraison d'armes aux rebelles syriens (armes automatiques, munitions, équipements dont des véhicules). La fourniture d'armes lourdes, comme des lance-missiles sol-air reste étudiée mais est toujours rejetée, de peur qu'elles ne tombent entre les mains de mouvement djihadistes. Le soutien militaire américain reste assez faible : 60 millions d'euros ont été promis, ce qui équivaut à une semaine de son aide directe à Israël ou 60 jours de l'aide militaire à l'Égypte. Washington a également livré d'importantes quantités de vivres et de médicaments. Environ 400 millions d'euros d'aide humanitaire ont pour le moment été fournis. Les États-Unis ont, en plus, remis un total de 187 millions d'euros d'aide matérielle et sanitaire directement aux rebelles⁵⁰.

Très active sur le plan diplomatique, la France assure ne pas avoir engagé d'aide militaire significative, privilégiant une orientation humanitaire. Officiellement, il n'existe que l'opération Tamour, en cours en Jordanie, qui consiste dans le déploiement d'un hôpital de campagne et d'équipes médicales au profit des réfugiés. Paris dispose d'un petit détachement de forces spéciales en Jordanie habituellement consacré à des tâches d'échanges et d'exercices avec les partenaires régionaux. Celui-ci a été renforcé depuis le début de la crise en Syrie, en vue d'une éventuelle projection si la situation venait à évoluer. La France n'aurait livré aux rebelles que des matériels militaires non-létaux. Il s'agit principalement d'équipements de télécommunications, de protections balistiques et de lunettes de vision nocturne. Elle participe par ailleurs

à l'effort humanitaire à hauteur de 12 millions d'euros en 2012, dont deux millions directement alloués à l'opposition en fournissant au Conseil national syrien des moyens de subsistance qui ne doivent pas servir à acheter des armes. Enfin, Paris a accordé à la Jordanie 100 millions d'euros en 2012 qui doivent encore être complétés par 50 millions d'euros, afin de soutenir la prise en charge des réfugiés⁵¹.

La Grande-Bretagne a annoncé lors du G20 de Saint-Petersbourg de septembre 2013 l'envoi de 60 millions d'euros supplémentaires en Syrie à des fins humanitaires (équipements, formations médicales). Au total, 477 millions d'euros ont été alloués aux réfugiés syriens. Longtemps en pointe pour défendre au sein de l'UE des projets de livraisons d'armes aux rebelles, la Grande-Bretagne n'a toujours pas reconnu officiellement de telles opérations.

D'autre part, l'Union européenne constitue le premier contributeur à l'aide humanitaire en Syrie, avec un total de 1,3 milliard d'euros. La France, le Danemark, l'Italie, la Hongrie, la Suède, la Norvège l'Autriche, le Luxembourg et la Slovaquie participent à cet effort.

La Jordanie voisine accueille quant à elle de nombreux réfugiés et joue de sa position fragile pour attirer des aides internationales. Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne y entraîneraient directement des rebelles. Enfin, l'Irak, qui s'était montré jusqu'alors très discret sur la question syrienne alors que de nombreuses milices chiites irakiennes sont parties combattre aux côtés du régime de Bachar el-Assad, a mené, le 27 avril 2014, un raid aérien en Syrie contre un convoi djihadiste qui tentait d'approcher sa frontière, tuant au moins 8 personnes.

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ *Idem.*

CHAPITRE IV

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE ASSAD : NETTOYAGE ETHNIQUE ET GUERRE CIVILE

Devant l'échec des campagnes menées durant la première année du conflit, Bachar el-Assad décide de changer de stratégie à partir de l'été 2012. Cette nouvelle stratégie repose sur de longs sièges des villes, un approfondissement de la crise humanitaire et des destructions systématiques. Le régime reste alors dans une posture de contre-insurrection tout en usant de moyens différents.

IV.1 LA POPULATION AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

IV.1.1 La crise humanitaire, l'arme ultime du régime

Le nettoyage ethnique, une autre forme du « diviser pour mieux régner »

En vidant les villes tenues par les insurgés, Bachar el-Assad a organisé, à partir de l'été 2012, un déplacement forcé massif de populations majoritairement sunnites. Déjà en mai 2011, des miliciens assassinent 108 habitants du village sunnite de Taldou près de Houleh dans la province de Homs. Deux semaines plus tard, 100 villageois sunnites sont tués à Qubeir dans la vallée de l'Oronte où Alaouites, chrétiens et sunnites cohabitent. En août 2012, la banlieue sunnite de Daraya est violemment bombardée et des centaines de personnes sont exécutées. Ces pratiques deviennent par la suite systématiques.

La puissance aérienne est l'instrument le plus important dont dispose Damas pour provoquer le déplacement des populations. Les hélicoptères sont les premiers appareils à être utilisés pour les bombardements. Puis, pour la bataille d'Alep en août 2012, 20 appareils de la *Syrian Air Force* sont employés pour compenser le manque d'artillerie. Pour les opérations de soutien, le seul appareil de précision est l'hélicoptère MI-25 HiND mais seuls 40 appareils seraient à la disposition de Assad⁵². Le manque d'appareils à disposition handicape le régime.

Mais l'hélicoptère est une arme incontournable de la contre-insurrection car il contribue grandement à la mobilité et à la sûreté de la manœuvre aéroterrestre sur des théâtres aux infrastructures limitées et face à un ennemi recourant aux embuscades mais se déplaçant exclusivement par voie terrestre. Comme le notent les sous-lieutenants Rolland et Tisseron dans une de leurs études tactiques, les hélicoptères d'attaque ont un effet dissuasif pour les combattants ennemis⁵³. De plus, leur présence rassure les troupes au sol. Ainsi l'hélicoptère n'est pas seulement un outil au profit de la manœuvre et du combat. Il peut aussi servir à l'acquisition du renseignement et être utilisé comme plate-forme de commandement selon les besoins des troupes au sol et les contraintes de la mission. Cependant moins bien protégés que les blindés et plus exposés que les avions, les hélicoptères restent des cibles vulnérables. Pour des

⁵² Pour ce paragraphe et le précédent, cf. : Joseph Holliday, *op. cit.*, p. 21-23.

⁵³ Pour tout ce paragraphe, voir sous-lieutenant Guillaume Rolland et Antonin Tisseron, *L'Emploi des hélicoptères en contre-insurrection. Quels enjeux pour quelles menaces ?*, Cahier de la Recherche Doctrinale, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, mars 2012 (en ligne sur le site du CDEF, « anciennes publications »).

combattants disposant de peu d'armes sol-air et confrontés à la supériorité aérienne ennemie, détruire les aéronefs au sol a été privilégié dans les affrontements de la fin de la Guerre froide. La diffusion des systèmes de vision nocturne [fournis aux rebelles notamment par la France] et la protection des bases aujourd'hui limitent cependant ce mode d'action.

Depuis août 2012, pour pallier le manque de munitions, des barils d'essence sont largués sur les villes. Cela témoigne également du fait que les munitions de l'Armée syrienne sont prévues pour une guerre conventionnelle contre Israël sur les hauteurs du Golan et non pour la contre-insurrection. Il s'agit alors ici d'une recherche de nouvelles méthodes pour détruire plus efficacement les bâtiments. La tentative de dépeuplement des zones insurgées repose aussi sur le ciblage des boulangeries et hôpitaux lors des bombardements, comme cela fut observé à Halfiyah près de Hama. Les missiles balistiques (Scud, M600, SS-21 Scarab...) font également partie des armes employées pour le déplacement forcé. 400 missiles balistiques seraient disponibles. 40 auraient été lancés entre mi-décembre 2012 et février 2013⁵⁴.

Le régime s'appuie par ailleurs sur un arsenal chimique important. Le 21 août 2013, une attaque chimique frappe Damas et tue 281 personnes⁵⁵ dans l'est de la Ghouta (quartiers d'Ain Tarma, de Douma, d'Erbin, de Jobar, de Kfar Batna, de Qas Alaa, de Zamalka) et dans l'ouest (quartier de Mudamiyat Sham). D'autres évaluations indépendantes, par exemple effectuées par Médecins Sans Frontières, font état d'au moins 355 morts. Plusieurs décomptes techniques, selon différentes sources, évaluent le bilan à environ 1 500 morts. Cela marque le point de départ de la phase I de « l'Opération Bouclier de la Capitale », vaste offensive du régime pour reprendre le contrôle des quartiers insurgés de la capitale⁵⁶. Cette attaque fut massive et coordonnée

et ne peut à ce titre qu'avoir été perpétrée par le régime⁵⁷. L'attaque combinée du 21 août répond à un schéma tactique classique (préparation d'artillerie, puis offensive terrestre) et l'emploi d'agents chimiques s'est intégré dans une manœuvre tactique cohérente, au plan militaire, avec la doctrine d'emploi des forces syrienne. Des renseignements crédibles de plusieurs partenaires font état de préparatifs spécifiques les jours précédant le 21 août. L'ONU émet également l'hypothèse d'une utilisation d'armes chimiques sur cinq sites : à Khan Al-Assal le 19 mars 2013, où pouvoir et opposition s'accusent mutuellement, dans le quartier de Jobar à Damas le 24 août 2013, à Saraqeb le même jour, à Achrafié Sahnaya le 25 août à Bahhariyé le 22 août et à Cheikh Maq-soud le 13 avril⁵⁸.

Le régime dispose de l'un des stocks opérationnels d'armes chimiques les plus importants au monde, soit plus de mille tonnes d'agents chimiques de guerre et de précurseurs. Cet arsenal comprend notamment plusieurs centaines de tonnes d'ypérite (stockée sous forme finale), plusieurs dizaines de tonnes de VX (le plus toxique des agents de guerre chimiques) et plusieurs centaines de tonnes de sarin (l'essentiel du stock). Le sarin et le VX sont des neurotoxiques organophosphorés. Ils sont conservés sous la forme de précurseurs, deux produits chimiques qui sont mélangés juste avant l'emploi. Cette technique révèle la maîtrise de la technologie des armes chimiques par le régime syrien. Ses scientifiques ont également travaillé sur l'ypérite à l'azote, agent vésicant de première génération, ainsi qu'un neurotoxique organophosphoré dont la toxicité est supérieure à celle du sarin⁵⁹.

Le régime dispose également d'une large gamme de vecteurs pour mettre en œuvre ses armes chimiques. Des missiles SCUD C, SCUD B, M600, SS 21, bombes aériennes et roquettes (302 et 320 mm) sont capables de transporter des agents chimiques.

⁵⁴ « Hospitals are a high-value target », *The World Today*, October&November 2013, p. 37. Voir aussi Joseph Holliday, *op. cit.*, p. 24.

⁵⁵ « Programme chimique syrien. Cas d'emploi passés d'agents chimiques par le régime. Attaque chimique conduite par le régime le 21 août 2013 », *Synthèse nationale de renseignement déclassifié*, 02/09/2013, p. 2. <http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/programme-chimique-syrien-et-attaque-du-21-aout-2013>, consulté le 14/12/2013.

⁵⁶ Valérie Szybala, « Assad Strikes Damascus. The Battle for Syria's Capital », *Middle East Security Report*, 16, Institute for the Study of War, janvier 2014, p. 24.

⁵⁷ « Programme chimique syrien. », *art. cit.*

⁵⁸ Alexandra Geneste, « Syrie, L'ONU confirme l'utilisation d'armes chimiques dans cinq sites », *Lemonde.fr*, 13 décembre 2013. http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/13/syrie-lonu-confirme-lutilisation-darmes-chimiques-dans-cinq-sites_4333695_3218.html, consulté le 13/12/2013.

⁵⁹ *Synthèse nationale de renseignement déclassifié, op. cit.*, p. 3.

Transport et portée des armes chimiques				
	VX	Sarin	Ypérite	Portée
SCUD B	x	x	x	500 km
SCUD C	x	x		300 km
M 600	x	x	x	250-300 km
SS 21	x	x	x	70 km
Bombes		x		
Roquettes	x	x	x	50 km
Autres munitions tactiques		x		Inférieure à 50 km

Bachar el-Assad et certains des membres les plus influents de son clan sont les seuls habilités à donner l'ordre d'utiliser ces armes chimiques. L'ordre est ensuite transmis aux responsables des branches compétentes du CERS (Centre d'Études et de Recherches Scientifiques). En parallèle, l'état-major des armées reçoit l'ordre et décide des cibles, des armes et des toxiques à mettre en œuvre.

Les États-Unis et la Russie ont conclu, le 14 septembre 2013, un accord pour éliminer les armes chimiques en Syrie sur la base des engagements pris par le régime de Bachar el-Assad. Le même jour du 14 septembre, le régime syrien adhère à la Convention pour l'interdiction des armes chimiques. Le démantèlement du programme syrien d'armes chimiques est placé sous la responsabilité de l'OIAC (l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques), à La Haye. Il est encadré par la résolution 2118, adoptée à l'unanimité le 27 septembre par le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon cet accord-cadre, la totalité de l'arsenal syrien doit être détruite au 30 juin 2014. La Syrie a déclaré disposer de 23 sites.

Au total, le pays compte près de 3,5 millions de déplacés internes, un chiffre qui pourrait passer à 6,5 millions d'ici la fin de l'année 2014 selon le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations-Unies (UNHCR). À cela s'ajoutent 2,5 millions de Syriens réfugiés à l'étranger, dont un million au Liban⁶⁰.

La « famine jusqu'à la soumission », l'arme de la faim

En s'appuyant sur des sièges de plusieurs villes, le régime de Bachar el-Assad organise une politique de « famine jusqu'à la soumission ». Les Nations unies estiment que plus de 250 000 personnes étaient prises au piège des zones assiégées au début du mois de février 2014⁶¹. Les zones les plus critiques pour les civils étaient alors les villes de Homs et de Damas et leurs banlieues. Le siège de la banlieue sud de Hajar al-Aswad illustre le type de sièges entrepris dans les environs de Damas. Le régime a lancé une offensive sur la zone en septembre 2012, provoquant la fuite de nombreux civils. Les troupes du régime se sont ensuite retirées et se sont positionnées autour de la zone. En décembre 2012, la route vers Damas est coupée. En avril 2013, les civils amenant des provisions dans la ville sont arrêtés, la fermeture est complète. Puis, des bombardements d'artillerie frappent la ville durant plusieurs jours. Le blocage a été similaire en juillet 2013 pour Babila, Yelda, Hujaira, Asali, Tadamoun, Buweida, Yarmouk et Husseiniya autour de Damas⁶². Fin 2012, une campagne de destruction systématique au bulldozer a été lancée autour de Damas, à Qadoun, Tadamoun et Mezzeh. Cette stratégie du régime cherche à épuiser la population, à l'empêcher de rejoindre l'insurrection en misant sur la peur et en liant sa survie à l'arrêt des combats. Elle a aussi un effet dissuasif sur

⁶⁰ Sur un total de 22 millions de Syriens.

⁶¹ Isabel Nassief et Valérie Szybala, « The Starvation until Submission Campaign », *Syria Updates*, Institute for the Study of War, 7 février 2014.

⁶² Valérie Szybala, « Assad Strikes Damascus. The Battle for Syria's Capital », *art. cit.*, p. 18.



Quartier de Homs (novembre 2012).

les groupes rebelles. Ces derniers ne peuvent, en effet, pas entrer dans une ville sans risquer de lourds bombardements sur la population et doivent prendre cela en considération avant de pénétrer dans une zone urbaine⁶³.

IV.1.2 La propagande, pilier de la survie de l'État

La population est le centre de gravité de l'insurrection et de la contre-insurrection. Pour les forces loyalistes, elle est avant tout un moyen de maintenir le système existant, un outil au service de la victoire et du contrôle. Pour les insurgés, elle est plus que cela : elle est certes un outil pour la victoire mais elle est aussi, et surtout, à la fois la cause et le but de leur action. La relation est plus étroite avec la population pour les insurgés, car ils en sont généralement issus. Il n'est toutefois pas forcément besoin d'avoir le soutien de la population pour remporter la victoire mais il faut éviter qu'elle soutienne massivement le camp adverse.

Bachar el-Assad a bien saisi le rôle capital de la population pour la survie de son régime. La peur est à ce titre un instrument efficace. Elle est assurée par les bombardements massifs, les sièges prolongés et les exécutions. Le régime syrien utilise la « propagande des menaces »⁶⁴ pour intimider ses ennemis et la population. Par le nettoyage ethnique, les déplacements forcés et un travail médiatique présentant les insurgés comme des islamistes exclusivement venus de l'étranger (« propagande d'usure »), le régime applique également la « propagande de division »⁶⁵ afin d'accroître les dissensions non seulement au sein de la population mais aussi au sein de l'opposition. En favorisant l'émergence de groupes djihadistes (notamment en libérant des chefs de groupes terroristes), Bachar el-Assad est parvenu à accentuer la division des rebelles. À cela s'ajoute une propagande interne destinée à galvaniser les troupes. Les supports de la propagande du régime sont tout d'abord la télévision *Syria TV* (chaîne par satellite), *Syrian New Channel*, *Syrian Drama TV* et *Addounia*

⁶³ Joseph Holliday, *op. cit.*, p. 23.

⁶⁴ Hugues Esquerre, *Dans la tête des insurgés*, Paris, Éditions du Rocher, 2013, p. 193.

⁶⁵ *Ibidem*.

TV, contrôlée par Rami Makhlouf, homme d'affaires et cousin de la famille Assad. Bachar el-Assad exploite également les nouveaux réseaux sociaux que sont *Instagram*, *Twitter* et *Facebook* pour alimenter en discours et en images sa propre population mais aussi les opinions publiques étrangères. *Facebook* sert également à repérer et arrêter des opposants et un véritable cyber-conflit s'est mis en place entre les équipes de *hackers* des différents camps pour pirater les sites internet de l'adversaire.

Le maintien des services publics sert aussi la propagande du régime qui cherche à se montrer indispensable à la survie de la population. Dans les régions qu'il contrôle, Bachar el-Assad s'est attaché à maintenir la présence de l'État et des services y afférant. La fonction publique joue ainsi un rôle majeur. Les fonctionnaires sont globalement attachés au maintien de l'État, qui est souvent confondu avec Bachar el-Assad. Ce dernier cherche également à empêcher les insurgés de faire de même en coupant leurs lignes d'approvisionnement, en ciblant les bâtiments publics des zones insurgées et en organisant sa campagne de sièges. En février 2014, des armistices ont été signés dans la plupart des localités autour de Damas afin de rétablir les services publics et approvisionner une population affaiblie par la faim. Il est possible de voir ici un certain succès de la stratégie employée par Assad, parvenu à soumettre la population par la faim et à se rendre indispensable à leur survie. En mars 2014, 40 % des hôpitaux publics syriens ne fonctionnaient plus et une école sur cinq était endommagée ou occupée par des personnes chassées de chez elles par les combats⁶⁶.

IV.2 L'APPUI CROISSANT SUR LES MILICES

IV.2.1 La confusion croissante entre les milices et l'Armée Syrienne

Pour pallier le manque de troupes, Bachar el-Assad doit faire appel à des groupes de paramilitaires et de miliciens pour l'appuyer dans ses opérations et pour sécuriser ses lignes d'approvisionnement⁶⁷. En

septembre 2012, des milliers de réservistes sont appelés en renfort, principalement venus des régions alaouites du nord-ouest du pays. Seule la moitié d'entre eux a répondu à cet appel et a été intégrée au 416^e bataillon des Forces Spéciales⁶⁸.

Il a donc fallu renforcer les troupes par des miliciens. La décentralisation du commandement en 2012-2013, remplaçant la longue tradition centralisatrice héritée de la doctrine soviétique, a amélioré la flexibilité opérationnelle mais a aussi favorisé la convergence milices-armée, qui agissent de façon de plus en plus similaire à partir de l'été 2012. En effet, 10 000 miliciens ont, par exemple, rejoint l'offensive de Homs début 2013. Les troupes iraniennes Qods et le Hezbollah libanais jouent un rôle majeur dans l'entraînement de cette force populaire (*Jaysh al-Sha'bi*) estimée à 50 000 hommes⁶⁹.

Bachar institutionnalise le processus début 2013 en regroupant les milices dans les Forces de Défense Nationale. Les équipements, les uniformes (dans les deux cas, port de vêtements civils, tenues débraillées, barda civil...) et les capacités opérationnelles sont devenues presque identiques. Cette confusion pose des problèmes pour l'identification des acteurs du conflit. Il est difficile de savoir si ce sont des miliciens ou des militaires syriens qui sont intervenus dans telle ou telle zone ou encore de pointer les responsables d'éventuelles exactions. Par ailleurs, aux miliciens s'ajoutent également quelque 200 000 hommes de l'appareil sécuritaire du régime qui, eux, opèrent massivement depuis le début du conflit.

IV.2.2 Le rôle des milices dans les opérations du régime

Quand elles sont intégrées aux opérations du régime, les milices jouent le plus souvent un rôle de supplétifs de l'Armée syrienne. Par exemple, à l'automne 2012, des bulldozers sont employés par les militaires syriens pour raser des faubourgs de Damas, les milices achevant le travail de dépeuplement en expulsant voire en massacrant les derniers habitants⁷⁰.

⁶⁶ *Francetvinfo.fr*, 8 mars 2014.

⁶⁷ Il ne sera question ici que des milices syriennes, les milices venues de l'étranger seront traitées dans une autre partie.

⁶⁸ Joseph Holliday, « The Assad Regime. From Counterinsurgency To Civil War », *art. cit.*, p. 29-30.

⁶⁹ *Idem*.

⁷⁰ Stéphane Mantoux, *This is Syria. L'armée syrienne*, Alliance Géostratégique, 12 septembre 2013. <http://alliancegeostrategie.org/2013/09/12/this-is-syria-larmee-syrienne/>, consulté le 13/11/2014.

Mais les milices agissent le plus souvent de façon autonome voire indépendante, conséquence de la décentralisation du commandement et du manque de troupes professionnelles. Les groupes armés reçoivent des directives. Il leur revient ensuite d'opérer sur le terrain en parfaite autonomie. L'essentiel consiste à chasser les populations des villes et banlieues, par la terreur et à « casser de l'insurgé » (ou assimilé insurgé), sans faire de détail⁷¹.

Réputées peu disciplinées, elles présentent cependant deux avantages. Elles n'ont d'abord pas besoin de grands dirigeants, d'officiers généraux, pour agir et peuvent donc continuer à opérer sous l'autorité de chefs locaux même lorsqu'un grand responsable est tué. De ce fait, détruire les centres de commandement de l'Armée syrienne ne déstabilisera pas fondamentalement ces groupes. D'autre part, le pouvoir ne peut être accusé des crimes commis par des bandes qui, par essence, fonctionnent en-dehors d'une chaîne de commandement centralisée.

Les milices des Forces de Défense Nationale, issues des ex-comités populaires, sont formées principalement par les minorités chrétiennes, druzes et alaouites qui craignent la persécution des insurgés sunnites, systématiquement présentés comme des terroristes djihadistes par la propagande du régime. La milice du Parti Baas a aussi été armée et participe aux combats. Il s'agit en réalité des « Bataillons Baas », créés à Alep en 2012 et contrôlés par le parti, qui a su voir dans le conflit l'opportunité de réaffirmer sa présence. Ces bataillons représentent entre 5000 et 7000 hommes mais participent peu aux combats.

Les milices criminelles, beaucoup plus anciennes, des *Chabiha*, sont, quant à elles, presque exclusivement composées d'Alaouites. Le clan Assad y est intimement lié. Le mouvement est apparu à la faveur du trafic organisé avec le Liban, lors de la guerre qui a secoué cet État voisin dans les années 1980. Les *Chabiha* prospéraient alors grâce au racket, au trafic de drogue et à la contrebande entre les deux pays. Dirigée par des membres du clan Assad, cette organisation mafieuse bénéficiait dès lors d'une protection auprès d'Hafez el-Assad, qui l'utilisait déjà pour

de basses besognes. « Le régime ne veut pas utiliser ses soldats bien entraînés pour courir après des civils », explique Frédéric Encel, chargé de cours à Science-Po Paris. « Soit on envoie les *Chabiha* seuls dans une ville rebelle où la résistance armée est inexistante. Soit, si les rebelles sont bien armés, ce sont les chars et les hélicoptères militaires qui pilonnent la ville avant de laisser les miliciens finir le travail avec leurs armes de poing, leurs bâtons et leurs armes blanches »⁷².

Cette peur joue aussi le rôle de force de dissuasion au sein de l'Armée syrienne pour empêcher toute velléité de désertion. Des *Chabiha* ont, par exemple, été chargés de surveiller des régiments, notamment ceux composés de non-Alaouites. Ces milices sont liées au maintien du régime parce que ses membres seraient pourchassés si celui-ci venait à tomber. Le régime leur assure également un revenu conséquent auquel il faut ajouter les richesses tirées des pillages. Leur salaire moyen tourne autour de 2 000 livres syriennes (30 euros) par jour, dans un pays où le revenu mensuel moyen tourne autour de 150 euros. C'est notamment pour cette raison qu'elles attirent également de nombreux non-Alaouites⁷³.

Les milices pro-Assad recouvrent ainsi une variété d'acteurs qui contribuent activement au maintien du régime. Leur montée en puissance, l'amélioration de leur efficacité tactique, de leur équipement et de leur collaboration avec l'Armée Syrienne leur ont permis de remplir leur rôle de supplétifs de cette dernière. Il faut toutefois noter que des combats entre milices pro-Assad ont pu être observés.

IV.3 LE RÔLE PRIMORDIAL DES ACTEURS ÉTRANGERS DANS LES COMBATS

La survie du régime de Assad est en grande partie assurée par des acteurs étrangers. Apparus avec l'enlisement du conflit, leur présence montante est un indicateur de la sectarisation du conflit.

⁷¹ Laurent Touchard, « Interventions en Syrie : que valent les défenses militaires de Bachar el-Assad ? », Blog Défense Jeune Afrique, 30/08/2013. <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130830114007/>, consulté le 15/07/2014.

⁷² Cité dans Christophe Rauzy, « Les Chabbiha, miliciens de la "sale guerre" en Syrie », *Franceinfo.fr*, 27/07/2012.

⁷³ Hala Kodmani, « Syrie : les chabbiha, ces hors-la-loi qui font la loi », *Libération.fr*, 27 septembre 2011.

IV.3.1 Les Iraniens en Syrie

Les relations syro-iraniennes sont anciennes. Un partenariat stratégique existe entre les deux pays depuis le renversement de la monarchie Pahlavi en février 1979. Cette relation privilégiée repose sur l'engagement partagé de poursuivre le combat contre Israël, la volonté commune de résister à l'influence américaine au Moyen-Orient et l'intérêt conjoint à endiguer l'Irak et la Turquie. Elle est également fondée sur une alliance chiite, Assad cherchant à obtenir la reconnaissance de la communauté alaouite en tant que branche à part entière du chiisme⁷⁴.

Lors de la guerre Iran-Irak, la Syrie apporte des armes et du matériel de guerre, incluant des missiles sol-air et des roquettes antichars à l'Irak. Les pilotes iraniens étaient par ailleurs autorisés à atterrir sur les bases syriennes en cas d'urgence. Des groupes de dissidents kurdes irakiens étaient également entraînés par l'Armée syrienne⁷⁵. En contrepartie, l'Irak fournissait à la Syrie du pétrole à un prix très bas. Après s'être distendue en 1982 lors de la guerre du Liban puis avec le rapprochement syrien des États-Unis lors de la première guerre du Golfe, la relation est relancée à la fin des années 1990. L'Irak a notamment été un soutien important aux programmes syriens d'armes chimiques.

Depuis le début du conflit syrien, l'Irak a apporté son aide au régime de Assad. Le Corps des Gardes Révolutionnaires Islamiques ou « Force Qods » fut envoyé comme force de combat sur le terrain, service d'espionnage ou encore force de maintien de l'ordre. Le premier axe du soutien apporté par les troupes iraniennes est une mission de conseil⁷⁶. Le commandant Suleimani de la Force Qods y joue un rôle capital. Leur engagement est plus clair à partir de février 2013 quand le général de brigade iranien Hassan Shateri est assassiné près de Damas. La Force Qods est installée au complexe des Forces Spéciales à al-Dreij entre Damas et Zabadani. Ce sont ses éléments les mieux préparés à la contre-insur-

rection qui ont été envoyés en Syrie. Ces hommes assurent un entraînement militaire, essentiellement au 416^e Bataillon des Forces Spéciales. Une assistance est aussi apportée aux milices *Chabiha*. Ils jouent un rôle dans la série d'offensives majeures lancée dans le premier quart de 2012 entre Damas et Zabadani. Certaines pratiques syriennes de contre-insurrection reflètent alors les conseils iraniens, comme la construction d'un mur autour de l'ancien bastion rebelle à Homs. Le régime de Assad ne s'est cependant pas comporté comme le partenaire idéal. Les Iraniens ont notamment vivement critiqué le massacre de Houla du 25 mai 2012 et se sont souvent montrés réticents devant les réponses disproportionnées de Assad.

Le deuxième axe de l'aide iranienne est un soutien en matière de renseignement. Des forces pour le respect de la loi, le Ministère iranien du Renseignement et de la Sécurité et les *Iran Electronics Industries* (IEI) participent à ce soutien à la Direction Générale du Renseignement en Syrie. Ceci illustre les liens institutionnels entre les deux États.

Le soutien militaire constitue le troisième axe de l'aide iranienne. L'aide aérienne, la plus importante, a été cruciale pour le ravitaillement des forces du régime, mises en difficulté par le blocage des routes par les rebelles. 117 avions de transports de marchandises et de passagers furent répertoriés en septembre 2012, appartenant à Yas Air, Iran Air et Mahan Air. L'Armée de l'Air iranienne et ses Ilyushin-76 fut également employée. Ceci est notamment favorisé par l'incapacité de l'Irak à protéger son espace aérien. Par voie terrestre, la route entre Bagdad et Damas est le corridor de l'aide iranienne. Les points de passage privilégiés sur la frontière syrienne ont été Rabia-Yaarabiya au nord, Sinjar, l'Euphrate entre Al Qaim et Abu Kamal et le passage entre Al-Walid et At Tanf près de la Jordanie. Ce dernier semblait être le seul encore viable à la fin de l'année 2012. Des vaisseaux iraniens ont également été déployés par le canal de Suez vers les ports syriens et ont démontré la possibilité, pour le moment limitée, d'un approvisionnement maritime.

Les Iraniens participent enfin à la formation des 50 000 miliciens de la Jaysh al-Shabi, ou « Armée du Peuple », construite sur le modèle de la milice iranienne Basij. L'Irak peut alors leur faire bénéficier de son expérience acquise les années précédentes dans la formation de groupes irakiens et afghans.

⁷⁴ Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage, Mohammed Al-Dbiyat, *La Syrie au présent*, Paris, Sindbad, Actes Sud, 2007, p. 823.

⁷⁵ *Idem*, p. 824.

⁷⁶ Will Fulton, Joseph Holliday and Sam Wyer, « Iranian Strategy in Syria », AEI's Critical Threats Project & Institute for the Study of War, may 2013, p. 10. Nous les suivons pour l'ensemble du paragraphe.

Cela entre dans une stratégie à plus long terme de l'Iran en Syrie : si le régime de Assad chute, ces milices, ainsi que le reste des services de sécurité n'auront d'autre choix que de se tourner vers l'Iran pour, à leur tour, mener une insurrection contre le nouveau régime, et la République Islamique serait alors aux commandes⁷⁷.

IV.3.2 Le rôle du Hezbollah libanais

Significative depuis la fin 2012, la présence du Hezbollah en Syrie est matérialisée par 5 000 commandos d'élite, dotés d'un équipement ultramoderne qui ont formé l'armée syrienne au combat de rue et protégeraient Bachar el-Assad⁷⁸. Le conflit syrien l'a mis sur la défensive pour préserver ses lignes d'approvisionnement entre la Syrie et le Liban⁷⁹. Le Hezbollah cherche aussi à protéger un corridor aérien et terrestre par lequel arrivent les armes et les munitions indispensables à la lutte contre Israël. Il lui est indispensable que le régime syrien se maintienne au moins dans la bande côtière alaouite pour qu'il puisse éventuellement y acheminer des MANPADS acquis en Europe ou aux États-Unis et qui seraient débarqués à Tartous, pour être ensuite utilisés contre des avions de l'État hébreu⁸⁰.

Le parti n'est pas engagé dans son ensemble, il s'agit plutôt d'une volonté propre de membres venant de villages chiites libanais. Ce sont des réservistes mais aussi et surtout des membres des unités d'élites formés par les Gardiens de la Révolution Islamique en Iran. Ce sont des hommes aguerris dans la lutte contre Israël. Ses cadres auraient entraîné 50 000 miliciens. Les *snipers* du Hezbollah ont été déployés dans la bataille de Zabadani début 2012, un point important de la ligne d'approvisionnement entre Damas et le Liban. Le pic d'engagement se situe en février 2013 lors l'offensive sur les villages proches de al-Qusayr.

Les troupes du Hezbollah auraient été impliquées dans 80 combats en Syrie de la province d'Alep à la province de Homs en passant par Damas et la

Ghouta⁸¹. Arrivé fin 2012, « aujourd'hui le Hezbollah ne se bat pratiquement plus qu'avec les unités d'élite de la 4^e division des Forces Spéciales et de la Garde Républicaine », rappelle un proche du parti cité par G. Malbrunot. Le Hezbollah a formé des cadres de l'armée à la lutte anti-insurrection en collaboration avec les Iraniens de la Qods. Les liens entre l'Iran et le Hezbollah sont étroits. L'Iran a joué un rôle important dans sa création en 1982 et la charte alors rédigée par le Hezbollah, et toujours en vigueur, comportait des éléments de la constitution iranienne⁸². Le Hezbollah reçoit une aide régulière de la République Islamique, avec la Syrie comme point de passage des armes.

Ils combattent aussi parfois sous uniforme de l'Armée syrienne, devenant impossibles à différencier et opèrent sous commandement syrien⁸³. Des heurts ont parfois lieu en interne, car les hommes du Hezbollah ont parfois du mal à côtoyer des Alaouites, moins pieux, et ont exigé que les éléments mafieux, les criminels, soient mis à l'écart. Des tensions sont également apparues au sujet de l'usage d'armes chimiques ou alors lorsqu'un proche de Nasrallah, le chef du Hezbollah, a dû se rendre à Damas pour convaincre Bachar el-Assad de ne pas riposter aux frappes israéliennes de mai 2013.

400 hommes auraient été tués et un millier d'autres auraient été blessés. Parmi les tués, on compte des cadres tels que Wissam Sharafeddine ainsi que 26 autres lors d'une offensive rebelle dans la Ghouta à la fin novembre 2013. Des milliers d'insurgés venus de Jordanie avaient alors percé les lignes de défense du régime et le Hezbollah avait dû faire venir des renforts du Liban pour reprendre, après plusieurs jours et avec le soutien de l'armée, les positions perdues. Les troupes du Hezbollah sont organisées en groupes d'assaut de six hommes en général, équipés de fusils-mitrailleurs américains avec scanner biométrique, un matériel russe pour définir les ombres à travers un immeuble ou capable de repérer des formes humaines derrière des feuillages à 200 mètres⁸⁴. Ils sont appuyés à distance par des blindés syriens et,

⁷⁷ Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer, « Iranian Strategy in Syria », *art. cit.*, p. 21.

⁷⁸ Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *Le Figaro*, mardi 21 janvier 2014.

⁷⁹ Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer, « Iranian Strategy in Syria », *art. cit.*, p. 21.

⁸⁰ Stéphane Mantoux, « La bataille d'Al-Qusayr (15 mai-5 juin 2013) ». *Historicoblog.com*, 21/11/2013.

⁸¹ Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *art. cit.*

⁸² Entretien avec Amal Saad Ghorayeb, « Le Hezbollah : résistance, idéologie, politique », *Confluences Méditerranée*, 2007/2 N° 61, p. 41-47.

⁸³ Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *art. cit.* D'autres sources mettent cela en doute.

⁸⁴ Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *art. cit.*

à la différence des Iraniens, se battent aux côtés des militaires syriens. Ils occuperaient enfin une fonction de renseignement : une liste de 80 militaires syriens ayant donné des renseignements aux rebelles aurait été remise à Bachar el-Assad⁸⁵. Ils assureraient également la protection de ce dernier depuis la fin du mois d'août 2013.

Des tiraillements internes au Hezbollah existent toutefois. La résistance du « Parti de Dieu » est fondée sur la lutte contre Israël et non sur l'appui à un régime dictatorial répressif. De plus, il ne peut se permettre d'investir toutes ses forces en Syrie. La base du mouvement située au Liban a longtemps émis des doutes sur une intervention massive en Syrie mais décrit à présent l'engagement comme un « combat existentiel »⁸⁶ afin d'affronter les radicaux sunnites au-delà de leurs frontières pour les empêcher de porter la guerre au Liban. Le régime syrien souhaiterait créer un Hezbollah chiite syrien pour éviter la dépendance à long terme vis-à-vis du Hezbollah libanais, mais cela devrait prendre du temps.

La bataille d'al-Qusayr (15 mai- 5 juin 2013)

La bataille d'al-Qusayr marque le début d'une grande campagne du régime pour reprendre les zones stratégiques du pays. Elle illustre également l'imbrication toujours plus grande entre les hommes de l'Armée syrienne, les milices et les combattants étrangers, avec un rôle particulier du Hezbollah à al-Qusayr. Al-Qusayr, 30 000 habitants à majorité sunnite, se situe à 10 km du Liban et à 25 km de Homs. Le régime syrien cherche à reprendre le contrôle de l'ensemble de la province depuis son offensive sur Homs en février 2012.

La plupart des rebelles d'al-Qusayr sont gens locaux, essentiellement regroupés dans les Bataillons Farouq, l'unité la plus puissante de la ville. Cette formation fait partie du Front de Libération Islamique Syrien. On estime qu'une quinzaine d'unités ont pris part à la défense d'al-Qusayr, regroupant quelques milliers de combattants (peut-être 2000). Le conseil militaire d'al-Qusayr est dirigé par le lieutenant-colonel Mohieddin al-Zain, *alias* Alu Arab, mais la chaîne de commandement reste confuse. La présence de Jabhat al-Nosra a sûrement été exagérée par les



Soldats syriens à quelques kilomètres d'al-Qusayr (mai 2013).

médias, le régime cherchant à présenter les défenseurs comme étant tous djihadistes. Les rebelles y sont plutôt bien pourvus en armes et en munitions, récupérées notamment sur la base aérienne de Dabaa : AK-47, RPG-7, mitrailleuses PK, canons bitubes de 23 mm, mortiers, roquettes de 107 et 122 mm. Les combattants divisent la ville en secteurs pour mieux organiser les préparatifs de défense. Des tunnels et des bunkers souterrains sont construits. Des barricades bloquent les rues. Les bâtiments sont piégés et les routes minées⁸⁷.

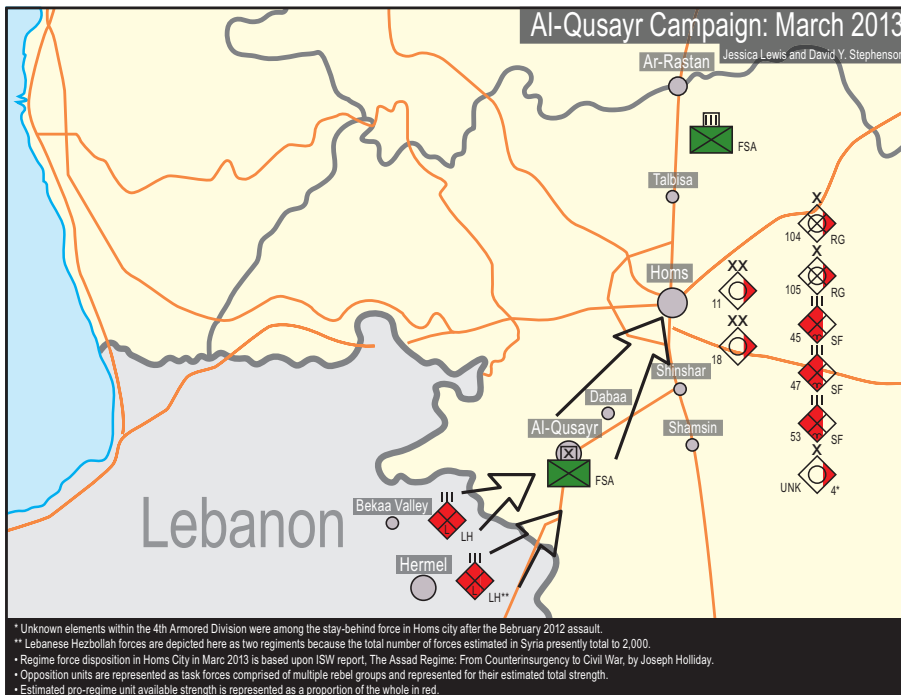
Des explosifs artisanaux disposés en ceintures sous les routes et activés à distance doivent détruire les véhicules. Le Hezbollah divise quant à lui la ville en 16 secteurs d'opérations, attribuant des numéros de code aux principaux repères et objectifs, pratique courante du mouvement pour protéger ses communications radios. Le Hezbollah, fort de 1 200 à 1 700 hommes, a le contrôle tactique de la bataille, jusqu'à donner des ordres à des officiers syriens. Le mouvement aurait divisé ses forces en 17 groupes de 100 hommes. Pendant le combat, le groupe de base est cependant l'escouade de 3 à 5 hommes. Les combattants sont relevés toutes les semaines puis tous les 20 jours. Un travail précis de reconnaissance est effectué puis les sapeurs du Hezbollah commencent à déminer les bâtiments. Soutenus par l'artillerie et l'aviation syriennes, les hommes du Hezbollah utilisent des RPG-7, des roquettes de 107 mm modifiées (baptisées IRAM, *Improvised Rocket-Assisted Munitions*) et des fusils de précision Dragunov⁸⁸.

⁸⁵ Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *art. cit.*

⁸⁶ *Idem.*

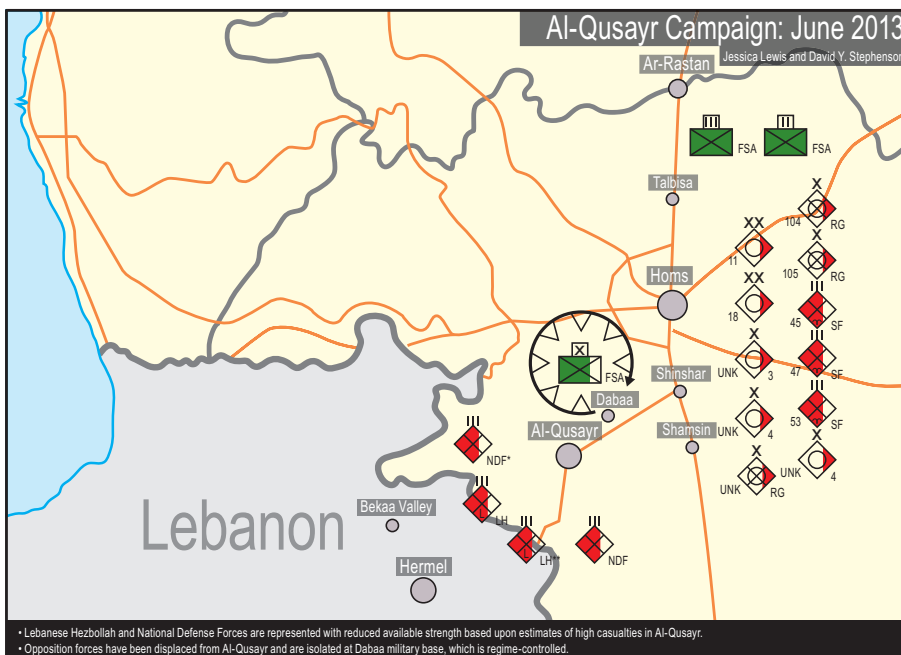
⁸⁷ Stéphane Mantoux, « La bataille d'Al-Qusayr (15 mai-5 juin 2013) », *Historicoblog*, 21/11/2013. <http://historicoblog3.blogspot.fr/2013/11/la-bataille-dal-qusayr-19-mai-5-juin.html>, consulté le 22/11/2013.

⁸⁸ *Idem.*



Source : Institute for the Study of War.

<http://understandingwar.org/sites/default/files/mapBlankMay.png>



Source : Institute for the Study of War.

<http://understandingwar.org/sites/default/files/mapBlankJune.png>

Le 3 juin 2013, 14 commandants rebelles sur 17 votent pour le retrait d'al-Qusayr, certains atterrissent à Arsal dans la vallée libanaise de la Bekaa, nœud logistique de la rébellion jusqu'à la prise de Yabroud par le régime. Plus longs et acharnés que prévus, les combats pour al-Qusayr ont causé la mort de 70 à 120 hommes du Hezbollah. Les rebelles ont quant à

eux publié les noms de 431 de leurs soldats morts au combat mais le total est sans doute plus élevé⁸⁹. Isolés, les rebelles ont subi une force qui leur était bien supérieure et qui bénéficiait en outre de la proximité du Liban. Le Hezbollah a ainsi montré sa capacité d'assaut en milieu urbain et envoyé un message fort à Israël. Il se déploie ensuite vers les provinces de Deraa, Idlib, Alep et les faubourgs de Damas. Tel-Kalakh, au nord-ouest de la ville, assiégée depuis deux ans, tombe dans la foulée. Le régime se retourne ensuite contre Homs et s'empare, le 29 juillet, du district central de Khal-diya dans la ville, la rébellion ayant fait le choix de sacrifier ce point pour mieux préserver le nord de la province d'Alep et les positions à Damas. Les rebelles se regroupent aussi dans les montagnes de Qalamoun, entre Damas et Homs, au nord de la capitale, en particulier autour de la ville de Yabroud. C'est d'ailleurs à Danha, dans les montagnes de Qalamoun, que les rebelles capturent le 2 août trois dépôts d'armes de l'armée syrienne comprenant de nombreux missiles anti-chars. Néanmoins, la proximité de la frontière libanaise fait des mon-

tagnes de Qalamoun une cible de choix pour une offensive du régime et du Hezbollah, qui démarre effectivement le 15 novembre 2013⁹⁰.

⁸⁹ *Idem.*

⁹⁰ Stéphane Mantoux, « La bataille d'Al-Qusayr (15 mai-5 juin 2013) », *art. cit.*

La bataille pour les Monts Qalamoun

Le Hezbollah a également joué un rôle crucial dans la bataille pour la région montagneuse de Qalamoun, située au nord-ouest de Damas et traversée par l'autoroute M5 reliant Damas et Homs. Le Hezbollah s'est aussi employé à couper les lignes d'approvisionnement rebelles entre Arsal au Liban et les zones insurgées du Qalamoun. La chute de al-Qusayr en juin 2013 fait partie de cette campagne de grande ampleur, achevée en mars 2014 avec la prise de Yabroud par le régime. L'objectif clé de cette campagne concerne le tronçon de l'autoroute M5 entre Qara et Yabroud. L'offensive sur Qara commence le 15 novembre 2013 par de lourds bombardements sur la ville, y compris par des hélicoptères du régime⁹¹. La ville est encerclée par les troupes syriennes, à l'image de la stratégie adoptée depuis l'été 2012, et tombe quatre jours plus tard, causant le déplacement de 2 200 familles vers le Liban.

Les opérations se sont ensuite concentrées sur an-Nabek et Jarajir sur la M5. Les rebelles prennent alors le contrôle de Deir Attiyah et le régime poursuit ses bombardements sur la région, notamment à Deir Attiyah, an-Nabek et Yabroud. Les deux camps ont compris que le caractère montagneux de la zone requerrait un changement tactique. Le régime s'est attaché à couper les villes rebelles les unes des autres et à assiéger les villes à forte concentration de rebelles. Dans le même temps, les rebelles comptent sur d'importants renforts et réarmements venus d'autres régions ainsi que sur des tactiques irrégulières comme les voitures piégées, devenues l'apanage des groupes affiliés à Al-Qaïda tels que Jabhat al-Nosra et l'État Islamique en Irak et au Levant.

Le Hezbollah avait démontré son engagement aux côtés de l'Armée syrienne lors de la bataille de al-Qusayr. Il a ensuite lancé des opérations de reconnaissance dans les Monts Qalamoun. Le régime concentrait alors ses forces sur Alep puis Damas et les provinces du nord dans l'espoir d'une victoire décisive. Qalamoun n'était pas la priorité du régime, mais l'était pour le Hezbollah en raison de son emplacement le long de la frontière libanaise. Le Hezbollah y déploie alors des tactiques de guérilla, par petits groupes, pour s'attaquer aux connexions logistiques

entre Arsal et les villes rebelles de Qalamoun à la différence de al-Qusayr où il s'agissait de nettoyer la ville et de tenir le territoire⁹². De plus, selon des groupes rebelles, le Hezbollah détenait alors huit villages près de la frontière nord du Liban, un effort pour perturber la ligne d'approvisionnement rebelle vers Homs.

La prise de Yabroud en mars 2014 par le régime marque le succès de cette campagne. Le régime peut à présent bénéficier d'approvisionnements conséquents à partir du Liban et relier Damas et Homs sans grand danger. Cette victoire pourrait s'avérer décisive dans la poursuite du conflit.

IV.3.3 Les milices chiites en Syrie

Les miliciens chiites, notamment les 2 à 3 000 Irakiens, ne sont pas aussi disciplinés que les hommes du Hezbollah. Ils cultivent des liens avec l'Iran depuis la contre-insurrection en Irak et sont en partie aidés par eux. Ils reproduisent en Syrie la stratégie employée en Irak. Ils sont susceptibles de protéger les intérêts iraniens en Syrie même en cas de chute de Assad. Les Iraniens auraient également employé des hommes du Hezbollah pour entraîner ces hommes⁹³.

Ce sont d'abord des hommes envoyés par Kata'ib Hezbollah et Asa'ib Ahl al-Haq. Leur présence s'est affirmée à partir de fin 2012 avec la formation de la Brigade Abu al-Fadl al-Abbas (AFAB), composée de Syriens et d'étrangers chiites, membres du Hezbollah et des milices chiites irakiennes. Elle représente environ 500 combattants. En avril 2013, Kata'ib Hezbollah et Asa'ib Ahl al-Haq confirment leur présence en Syrie en publiant des images de quatre de leurs combattants, tués en « défendant des lieux saints chiites à Sayyeda Zeinab, en banlieue de Damas »⁹⁴. La Brigade Abu al-Fadl al-Haq déclare avoir pour mission principale de protéger le lieu saint chiite de Sayyeda Zeinab au sud-est de Damas (lieu où repose la fille du premier Imam chiite). C'est également une zone clé pour Assad et l'Iran dans la défense de Damas puisqu'elle est le lien vers l'aéroport international.

⁹² *Idem*, p. 3.

⁹³ Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer, « Iranian Strategy in Syria », AEI's Critical Threats Project & Institute for the Study of War, mai 2013, p. 23.

⁹⁴ Cité dans Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer, p. 24.

⁹¹ Isabel Nassief, « Hezbollah and the Fight for Control in Qalamoun », *Backgrounder*, Institute for the Study of War, 26 novembre 2013, p. 1.

Toutes ces forces paramilitaires combattant en Syrie bénéficient du soutien iranien du fait d'intérêts partagés en Syrie. Ils partagent la volonté de se protéger contre les groupes affiliés à al-Qaïda aussi bien que contre un potentiel gouvernement à majorité sunnite en Syrie. Ces mouvements continueront le combat pour maintenir Assad au pouvoir le plus longtemps possible. De tous, ce sont les *Chabiha* qui ont le plus à perdre et seront ainsi prêts à continuer le combat jusqu'au bout.

IV.3.4 L'approvisionnement russe

Le soutien russe au régime de Bachar el-Assad est indéfectible depuis le début du conflit. L'aide russe s'est même accrue en 2013 avec des livraisons de véhicules blindés, d'équipements de surveillance, de radars, de systèmes électroniques, de bombes télé-guidées, arrivant par Lattaquié et Tartous⁹⁵. L'attitude de la Russie en Syrie est avant tout défensive. Il s'agit avant tout de maintenir une ligne de défense pour empêcher des groupes islamistes de remonter vers le nord, vers le Caucase et la Tchétchénie. La Russie joue également sa carte historique de protectrice des chrétiens d'Orient, une option de plus en plus tangible à mesure que l'union du trône et de l'autel s'affirme actuellement en Russie entre l'exécutif et l'Église orthodoxe. Enfin, la Russie cherche, symboliquement, à marquer sa présence chez son seul allié arabe après les concessions faites en 2011 à propos de l'intervention occidentale en Libye.

La base navale de Tartous dans la zone côtière du nord-ouest de la Syrie, bastion du régime, fait partie des intérêts majeurs de la Fédération de Russie en Syrie, depuis l'accord d'utilisation de 1971 qui s'inscrivait dans une politique plus large d'aide militaire aux pays arabes tels que l'Égypte, l'Algérie, la Libye. Il s'agit de la seule base navale russe hors des pays de l'ex-URSS et le seul accès direct de la Russie à la Méditerranée. Tartous est un port commercial en eau profonde pouvant accueillir des tankers géants jusqu'à 120 000 tonnes, mais également des bâtiments militaires. En 2008, 2 776 bateaux commerciaux y avaient transité, représentant 12,9 millions de tonnes de marchandises⁹⁶.

⁹⁵ Isabel Nassief, « The campaign for Homs and Aleppo », *Middle East Security Report*, 17, ISW, janvier 2014, p. 40.

⁹⁶ Christopher Harmer, « Russian Naval Base Tartus », *Background*, Institute for the Study of War, 31 juillet 2012, p. 1.

Officiellement désignée comme un *Navy Sustainment Center*, la base navale peut accueillir tous les types de bâtiments russes à l'exception du porte-avion Amiral Kuznetsov⁹⁷. Elle comporte également des entrepôts de munitions et des installations basiques de réparation, avec notamment la présence ponctuelle du navire de réparation russe PM-138. Il n'y a cependant pas d'installations de commandement ou de contrôle, pas d'hôpital militaire ni de caserne. Malgré certaines volontés russes de modernisation, la base n'est pas en meilleur état qu'il y a trente ans et reste pourvue de fonctions basiques de soutien. Mais, malgré cela, elle apparaît comme essentielle dans les discours officiels russes. L'intérêt pour Tartous est surtout géopolitique puisqu'il met en jeu, face à l'OTAN, l'influence russe en Méditerranée et dans le monde arabe.

La flotte russe est en déliquescence depuis la fin de la Guerre froide mais se reconstitue peu à peu comme l'a démontré, en 2006, le passage du canal de Panama par le destroyer *Amiral Chabanenko*, une première depuis la Seconde Guerre mondiale. Finalement, la Russie semble plus attachée à la survie d'un État client plutôt qu'au régime ou à Assad⁹⁸. Le soutien pourrait alors être remis en question en cas de fortes avancées rebelles même s'il a démontré sa solidité depuis le début du conflit. L'aide se poursuit toutefois en 2014 et demeure capitale pour le régime.

IV.4 BILAN DES OPÉRATIONS DU RÉGIME ET DE L'ÉVOLUTION GÉOGRAPHIQUE DU CONFLIT

IV.4.1 Bilan des opérations menées par le régime depuis l'été 2012

Considéré comme sclérosé et disposant d'une armée obsolète au début du conflit en 2011, le régime syrien s'est pourtant maintenu au pouvoir et

⁹⁷ *Idem*, p. 5.

⁹⁸ *Ibidem*.

prend même peu à peu le dessus sur la rébellion. L'adaptabilité dont il a su faire preuve a surpris nombre d'observateurs et rappelle l'étendue des moyens dont dispose un régime dictatorial farouchement accroché à son pouvoir. La décentralisation progressive de la chaîne de commandement de l'Armée a permis une plus grande flexibilité et réactivité. L'intégration d'éléments extérieurs, miliciens et combattants étrangers, a également été bien réalisée. L'Armée Syrienne a su les prendre en mains et a su accepter d'être parfois sous la tutelle d'officiers étrangers pour mener des opérations. Une force hybride étatique, qui consiste en l'appropriation par une armée régulière de méthodes non conventionnelles dans le but de combattre un ennemi irrégulier, a peu à peu émergé. Ces éléments entretiennent l'espoir d'une victoire finale pour le régime, car ils lui permettent, depuis mai-juin 2013 et pour la première fois depuis le début du conflit, de se battre simultanément sur plusieurs fronts.

L'adaptabilité du régime s'observe notamment dans son emploi des blindés en zone urbaine. La ville est réputée peu favorable aux blindés, qui seraient exposés aux équipes antichars profitant des façades et de l'infinité des cheminements de l'architecture urbaine. Mais ces faiblesses ont pu être transformées en atouts. Le blindé reste le seul capable de se déplacer sur ce terrain qu'il a rendu impraticable pour les autres véhicules, il y est finalement le seul maître. Les blindés syriens se livrent au « marouflage » des couloirs de mobilité : traiter massivement et brutalement les façades des bâtiments et les pièces afférentes. Canalisé par le dédale des pièces, couloirs et escaliers, le blast intérieur est particulièrement dévastateur et chasse les occupants. Le blast extérieur génère un nuage de débris susceptibles de désorienter le personnel en exfiltration le long des façades. Cet effet est décuplé par l'étroitesse des villes syriennes, pour la plupart très anciennes. Ce principe est également mis en œuvre par les BMP 2 avec leurs canons de 30 mm lors des phases de déplacement. Les blindés se déplacent en dispositif très resserré « blindage contre blindage » afin de garantir une auto-protection individuelle et collective (principe de la tortue) de la colonne de blindés et de l'infanterie débarquée et une optimisation de la riposte par recoupement des zones couvertes par les systèmes actifs et passifs de localisation et de traitement de la menace. La zone d'action est méthodiquement identifiée afin d'interdire les couloirs de tirs (redoutes, renforcements).

Chaque char engage ensuite les zones prioritaires du couloir de tir qui lui a été assigné, puis passe à un autre couloir en synchronisation avec les autres blindés. Le « talon d'Achille » des chars de conception soviétique puis russe est le carrousel de munitions situé dans le puits de tourelle. Des blindages de circonstances sont donc ajoutés aux blindés (briques Kontakt, sacs de sables, briques de jardins, fer à béton). En Syrie, tous les blindés touchés ou endommagés sont remorqués afin d'être remis en état le plus vite possible ou afin qu'ils ne tombent pas entre les mains de la rébellion. Cette remise en état est facilitée par la rusticité des matériels. Les blindés syriens doivent également faire face aux EEI/IED, qui ne constituent cependant pas la principale menace en zone urbaine. Les FASS (*Field Artillery Simulation System*) ont intégré ce mode d'action de l'insurrection et la lutte contre les IED est une prérogative reconnue de l'infanterie débarquée et des sapeurs qui concentrent leurs efforts sur les réseaux de drainage passant sous les avenues, rues et ruelles⁹⁹. Ces méthodes permettent à l'armée syrienne de reprendre les zones urbaines à l'insurrection. Cette dernière a donc su se montrer capable de discipline tactique et d'innovation pour s'imposer.

De l'été 2012 à fin 2013, le régime syrien est passé de la défense de quelques localités stratégiques, pour éviter de disperser des forces limitées, à des offensives plus massives visant à isoler les centres rebelles de leurs alentours et de leurs voies de ravitaillement logistiques. C'est la vaste campagne de sièges sur les villes insurgées permise par le rôle croissant des éléments extérieurs à l'Armée syrienne dans les combats. Le succès de cette campagne a reposé sur une prise de risque de la part de Bachar el-Assad. Il a fait le pari de combiner ses principaux atouts que sont les unités d'élite tirées de Damas, voire de la province de Deraa, l'aviation et l'infanterie d'élite du Hezbollah pour frapper de grands coups. Cette manœuvre a permis des succès entre autres à Homs, al-Qusayr et dans les monts Qalamoun. Les succès aidant, ses alliés iraniens et du Hezbollah ont pu renforcer leur soutien. De l'autre côté, les insurgés se divisent de plus en plus et se rejettent la faute de l'échec¹⁰⁰. Assad ne semble, cependant, pas encore disposer des moyens suffisants pour une

⁹⁹ « Chars et antichars en Syrie. 5^e partie : Les blindés », *Focus hebdomadaire*, EM9, BIMA/BRRI.

¹⁰⁰ Stéphane Mantoux, « La bataille d'Al-Qusayr (15 mai-5 juin 2013) », *art. cit.*

victoire finale. Pour pallier ce manque, il use alors de moyens illégaux tels que les attaques chimiques, les bombardements de barils, les famines organisées. Les centres urbains ne sont toujours pas totalement contrôlés, les zones kurdes, une grande partie du désert de l'est, la région sud entre Damas et Deraa, ainsi que des villes comme al-Raqqa et la zone frontalière du nord ont pour le moment été abandonnées. Le régime s'emploie alors à maintenir sa présence à Alep et à reprendre ou conserver le contrôle avant tout de Damas, puis de Homs et Idlib.

Bilan des victimes du conflit

Entre le début du conflit en mars 2011 et juin 2014, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a enregistré 160 000 morts. Parmi eux, 40 000 sont des rebelles. Dans le camp des militaires du régime syrien et membres des milices qui le soutiennent, l'OSDH a enregistré 58 000 morts. Il y a eu 364 morts parmi les membres du Hezbollah libanais et 605 morts chez les autres combattants chiites étrangers. 18 000 personnes sont également portées disparues après leur arrestation par les forces de l'ordre. 8 000 autres sont aux mains des forces rebelles ou ont été kidnappées¹⁰¹. Les 50 000 autres victimes sont des civils.

Sur le plan militaire, l'Armée syrienne arabe n'est plus une entité à part entière. De toutes les anciennes unités, il ne reste que deux ou trois *Task forces* pour la manœuvre qui ressemblent aux brigades mécanisées par leur composition, mobilité et puissance de feu¹⁰². Le noyau est formé par d'anciennes unités d'élite. Les forces syriennes se mêlent alors aux miliciens de la Force Nationale de Défense, aux combattants, iraniens, irakiens et hezbollahis et forment une force hybride. L'aviation syrienne n'a quant à elle pas perdu beaucoup de chasseurs bombardiers (15 MiG-21, Su-22, MiG-23BN et Su-24 en décembre 2013) mais a en revanche perdu plus de la moitié de ses hélicoptères Mi-8/17.

L'académie de l'air a d'ailleurs dû être fermée. Le régime a également perdu une bonne partie de ses unités blindées ou mécanisées (usure et défection) et souffre de pénurie de carburant¹⁰³. L'armée syrienne est donc à bout de souffle et survit grâce à ses alliés.

IV.4.2 Bilan de l'évolution géographique du conflit

Le conflit démarre dans le sud du pays à Deraa en mars 2011, dans une province relativement délaissée par le régime. Il s'étend ensuite rapidement aux autres centres urbains, et plus tardivement dans les deux plus grandes villes du pays, Alep et Damas. Avec l'enlisement du conflit les différentes parties du territoire syrien connaissent des dynamiques différentes. Toute la Syrie n'est pas une zone de guerre, même si la plupart des régions ont subi des violences.

Chaque front a ses propres caractéristiques et connaît des mutations dans le temps. Le nord du pays est rapidement tenu par les insurgés. Le régime a préféré concentrer ses forces sur l'axe Damas-Homs-Alep puis sur le sud. L'opposition, hors EIL, y est dominée par de multiples groupes armés provenant des basses classes conservatrices luttant entre eux pour obtenir les soutiens turc, saoudien et qatari, souvent désordonnés. Les groupes islamistes se sont progressivement imposés dans le nord du pays, favorisés par le financement des donateurs du Golfe et réseaux islamistes privés, voire d'Al-Qaïda. Des djihadistes étaient, par exemple, à la tête de l'opération pour prendre al-Raqqa. Des combats ont alors lieu entre groupes laïcs, groupes islamistes et djihadistes. Si le nord est globalement tenu par les insurgés, la zone demeure cependant fragile et n'est pas sanctuarisée. Les rebelles continuent également de pousser vers Alep, Idlib et Lattaquié. Le nord-est du pays est tenu par les Kurdes, qui ne font pas confiance aux islamistes, tout comme aux nationalistes arabes et des heurts ont pu avoir lieu. La Turquie joue un rôle majeur dans le nord de la Syrie, permettant l'existence de bases arrière aux insurgés, en faisant passer armes et combattants. Le front nord est alors globalement une zone de non-droit

¹⁰¹ « Syrie: 150 000 morts en près de trois ans », Lefigaro.fr avec Reuters, 01/04/2014.

¹⁰² Stéphane Mantoux, "La guerre civile syrienne: interview de Tom Cooper", 10 décembre 2013. Consulté sur <http://la-trecotedelacolline.blogspot.fr/2013/12/la-guerre-civile-syrienne-interview-de.html>

¹⁰³ *Idem.*

occupée par des groupes armés en compétition, avec une tendance à la criminalisation et à la radicalisation. Les victoires militaires des insurgés demeurent donc limitées.

Dans l'est du pays, le régime manque, comme au nord, de soutien social et d'assise militaire. Il s'agit également d'une zone influencée par l'Irak, avec des structures tribales profondes et des endroits de culture djihadiste. Cette région isolée offre une liberté de mouvement aux groupes irakiens qui établissent de plus en plus une continuité avec l'ouest irakien. Cette zone désertique est largement ignorée.

Le sud du pays connaît d'autres dynamiques. Il s'agit d'une zone rurale mais dense, à l'origine de la contestation et qui abrite l'un des fronts les plus durs du pays. De nombreuses bases militaires du régime s'y trouvent en raison de la proximité avec Israël, avec de forts liens avec Damas. L'opposition y démontre une forte résistance, menant des opérations sophistiquées et coordonnées. Jabhat al-Nosra y est assez influente et affiche une réelle capacité à travailler avec les structures civiles de gouvernance. L'Arabie Saoudite y est très influente pour contrer la présence turque au nord. Le régime prend progressivement l'avantage dans la région, notamment après la reprise de Kherbet Ghazale en mai 2013. Les frappes ont jusqu'alors consisté surtout à limiter l'avancée vers Damas avec une intensification des bombardements et raids aériens fin 2013 sur les villes susceptibles de former une ligne d'approvisionnement pour les rebelles.

La capitale, Damas, cristallise une lutte existentielle pour les deux camps. La ville subit des combats et des bombardements continus depuis le début du conflit. Après des avancées rebelles dans des zones supposées impénétrables en juillet 2012, le régime accentue ses efforts. Début 2013, le régime met en place les conditions pour des opérations futures dans la ville en saisissant des points clés pour ouvrir des lignes d'approvisionnement et en isolant les zones de soutien des rebelles (sièges, barrages). Les rebelles repoussent de nombreuses offensives durant l'été 2013 et mènent des contre-offensives pour rétablir les lignes d'approvisionnement dans l'est de la Ghouta : contre-offensive al-Furqan avec une coalition de brigades rebelles, coalition Jabhat Fatah al-Asima à Jobar. Le 20 août 2013, le régime lance sa plus grosse offensive sur Damas avec l'« Opération Bou-

clier de la Capitale ». L'attaque chimique du 21 août a contribué à la préparation de l'opération. Des bombardements d'artillerie ont ensuite préparé le déploiement de troupes au sol. L'opération se poursuit en septembre et octobre, avec une campagne de bombardement de barils d'explosifs improvisés qui remplacent les armes chimiques. Les rebelles ont su se réorganiser (« Front pour conquérir la capitale » autour de l'ASL) et tenir la plupart de leurs zones.

Au centre du pays, l'opposition a pendant un temps profité de la porosité de la frontière libanaise (bénéficiant de l'appui des sunnites du nord-Liban), jusqu'à l'engagement plus massif du Hezbollah libanais qui a permis la reprise par le régime de la région de Qalamoun et de la ville d'al-Qusayr. Le régime occupe également le Mont Qasioum où se situe un vaste complexe militaire (bases de Mezze 86, Masakin, Haras, Hay al-Wurud et Ish al-Warwar) au cœur d'un voisinage alaouite. Malgré la présence de poches de résistances dans Homs, le régime reprend peu à peu le contrôle du centre du pays.

Avant même la chute d'al-Qusayr, le régime, avec l'appui du Hezbollah et des milices populaires et irakiennes, envoie des troupes à Alep dans le cadre de l'opération « Tempête du Nord » qui débute le 9 juin 2013, passant ainsi d'une posture défensive à une posture offensive, essentiellement dans l'ouest de la ville, à l'assaut des zones rebelles. La logique militaire aurait voulu une continuité de l'effort au centre du pays, vers Homs. En attaquant Alep en juin 2013, le régime aurait voulu capitaliser sur l'élan d'al-Qusayr et sur les faiblesses rebelles après leur défaite. Une autre hypothèse suggère que les progrès rebelles sur la base aérienne de Menagh, proche d'Alep, ainsi que leurs progrès dans la ville et à Idlib, rendait indispensable une réaction rapide de sa part¹⁰⁴. Cette opération est un échec et les rebelles demeurent bien ancrés non seulement dans l'est et le sud-est d'Alep mais aussi dans l'ouest de la ville. Dans le même temps, le régime se concentre sur le quartier de Khaldiyyeh à Homs, disputé depuis mars 2013. Les troupes qui se sont retirées d'Alep et du nord du pays arrivent en renfort à la fin du mois de juin. Les rebelles tiennent alors principalement le centre de la ville (Vieille ville, Khaldiyyeh, Qusour, Hamadiyah...) et subissent des bombardements continus.

¹⁰⁴ Isabel Nassief, « The campaign for Homs and Aleppo », *Middle East Security Report*, 17, ISW, janvier 2014, p. 21.

La plus grande partie de la ville est tenue par le régime, les zones tenues concordant essentiellement avec la géographie des quartiers peuplés d'Alaouites¹⁰⁵.

Fin 2013, le régime prend la ville d'as-Safira au sud-est d'Alep, essentielle pour assurer l'approvisionnement entre Alep et Hama, à l'aide de 25 T-72, des véhicules blindés d'attaques et des hélicoptères de combat. De leur côté, les rebelles font preuve d'une faible coordination. Les offensives du régime se poursuivent ensuite sur Alep, la base 80 et la route entre as-Safira et la base militaire de Nayrab. Il s'agit avant tout d'isoler les zones rebelles, de sécuriser les lignes d'approvisionnement et les bases aériennes et militaires. Une campagne de bombardements de barils d'explosifs (explosifs, shrapnels, le plus souvent largués par des hélicoptères Mi-8 et Mi-7) sur Alep a lieu à la mi-décembre 2013, avec pour objectif de vider la ville de sa population civile. Peu après, le régime reprend le contrôle des quartiers de Naqqarin, Zarzour, Taaneh et Subeideh¹⁰⁶.

Désormais capable d'assurer plusieurs fronts simultanés, le régime poursuit ses efforts dans la région des monts Qalamoun, au sud de Homs au début de l'année 2014. La prise de Yabroud marque le succès de cette campagne, notamment grâce au fort engagement du Hezbollah libanais. La bataille de Homs est ensuite finalement remportée en mai 2014 par Assad.

Les progrès du régime comportent cependant quelques limites : il reste dépendant du Hezbollah dans de nombreuses zones, ce qui pose la question des objectifs à poursuivre, car le Hezbollah est à même d'imposer ses vues au régime en fonction de ses intérêts propres. Aussi, le régime s'est montré incapable de reprendre Alep et le nord reste majoritairement aux mains des rebelles.

¹⁰⁵ *Idem*, p. 25.

¹⁰⁶ *Idem*, p. 35.

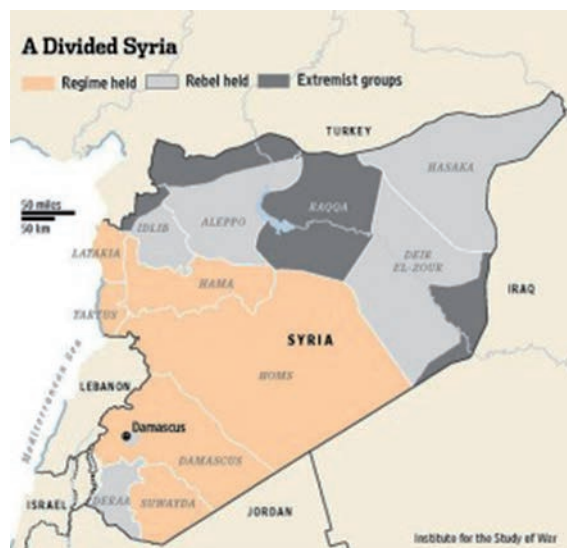
CHAPITRE V

LA « SECONDE RÉVOLUTION » : LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES DJIHADISTES ET LA FRACTURE DE LA RÉBELLION

Déjà en proie à de multiples divisions, la rébellion syrienne a progressivement dû faire face à la montée en puissance de groupes djihadistes. Pour la plupart mieux armés et mieux entraînés, ils ont su voir dans le conflit syrien l'opportunité de s'implanter durablement au Proche-Orient. À partir de l'année 2013, l'ASL, qui ne compte plus que 15 000 hommes en 2014, a été supplantée par les groupes islamistes, à présent les plus nombreux et les plus actifs de la rébellion, au premier rang desquels se trouvent Ahrar al-Sham (20 000 hommes), la Brigade al-Tawhid (12 000 hommes) et Jaysh al-Islam (15 000), eux-mêmes concurrencés par des mouvements djihadistes, tels que Jabhat al-Nosra et l'État Islamique en Irak et au Levant (EIL), qui montent en puissance. Leur avenir en Syrie est, cependant, loin d'être assuré, notamment en raison de leur faible assise populaire.



Ahrar al-Sham près de Damas en 2013.



Elizabeth O'Bagy, "On the Front Lines of Syria's Civil War", *The Wall Street Journal*, August 30th, 2013.

V.1 L'ÉMERGENCE D'UNE RÉBELLION DJIHADISTE

V.1.1 La multiplication des groupes djihadistes en Syrie

Les premiers groupes djihadistes apparaissent dès le début du soulèvement, en mars 2011, à la frontière turco-syrienne. Leur multiplication est ensuite rapide. Ces groupes profitent, en effet, d'une conjonction de facteurs favorables. Le soutien historique du

régime au terrorisme (depuis 1979, la Syrie est sur la liste américaine des pays soutenant le terrorisme) leur a tout d'abord fourni de solides réseaux logistiques, une expérience opérationnelle et une connaissance fine de l'intérieur de l'appareil sécuritaire et d'espionnage syrien. Le régime des Assad a notamment soutenu des mouvements palestiniens comme al-Saiqa (1966), l'Organisation du Djihad Islamique, le Djihad Islamique Palestinien, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le Hamas, essentiellement pour faire pression sur Israël. Des liens ont également existé avec le PKK pour faire pression sur la Turquie et l'Irak.

Plus récemment, le régime syrien a apporté son soutien aux combattants étrangers en Irak lors de l'insurrection irakienne de 2003. De même, en février 2012, le régime relâche Abu Musab al-Suri, idéologue djihadiste et opérateur de haut rang d'Al-Qaïda, cerveau des attentats de Londres de 2005, détenu en Syrie, ainsi que des dizaines d'autres militants de premier ordre¹⁰⁷. Ces groupes disposent alors d'un stock important d'armes reçues par l'armée syrienne durant les décennies précédentes. Al-Zawahiri, chef du commandement central d'Al-Qaïda, appelle, en février 2012, « tous les musulmans et toute personne libre et honorable de Turquie, Irak, Jordanie et Liban à se rendre en Syrie ».

La stratégie de Assad apparaît alors clairement : favoriser l'émergence de groupes djihadistes au sein de la rébellion pour la diviser mais aussi afin de dissuader les puissances occidentales d'intervenir en Syrie. Cela a également galvanisé la base de soutien à Assad. Face à la menace djihadiste, les communautés chrétiennes et alaouites se sont massivement ralliées au régime. Enfin, cela a aussi servi à décourager les classes moyennes et supérieures sunnites de s'engager dans la rébellion.

La plupart des rebelles sont des musulmans sunnites pratiquants, avec une tendance plus conservatrice dans le nord du pays. Beaucoup se battent pour la nation syrienne en révolutionnaires et pourraient être qualifiés de « religieux-nationalistes »¹⁰⁸. Ils sont inspirés par l'islam mais se battent aussi pour la Syrie et forment le gros des forces de l'ASL. Il convient

alors de les distinguer des salafistes et des djihadistes. L'islamisme recouvre un large spectre qui désigne la manifestation politique de l'islam, ce dernier devant guider les politiques et constituer la base de la société. Les islamistes pensent généralement que les institutions démocratiques modernes sont compatibles avec l'islam. L'ASL présente, par exemple, un agenda laïc et démocratique mais nombre de ses bataillons sont islamistes, comme Suqour al-Sham dans le Jebel al-Zawiyah au nord du pays ou la Brigade de l'Oumma.

Le salafisme désigne quant à lui une école sunnite de jurisprudence qui se réfère à la première communauté musulmane de l'Histoire, les salafs. Les Chiites et les Alaouites sont considérés comme des sectes ennemies qu'il faut combattre. Les salafistes estiment que la Sunna, qui comprend le Coran et les Hadiths (recueil de textes relatant les paroles et les actes du Prophète), suffit pour établir une gouvernance et un cadre social. Les salafistes rejettent la démocratie et le concept d'État et souhaitent établir un Califat islamique qui comprendrait l'entièreté de l'Oumma, l'ensemble de la communauté musulmane. Les « printemps arabes » ont amené certains salafistes à envisager une participation à des élections libres en Tunisie et en Égypte, ce qui a conduit à une division interne entre les salafistes-islamistes (réformistes) et les salafistes-djihadistes, qui refusent la participation électorale et qui sont désormais minoritaires. Ce sont ces derniers qui usent de moyens violents en Syrie et ailleurs.

V.1.2 Les groupes djihadistes dans la guerre civile syrienne

Jusqu'en avril 2013, la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition ainsi que l'ASL se sont montrées prêtes à former des alliances avec les djihadistes dans leur lutte commune contre Assad. C'est à cette période que des combats violents entre djihadistes et Kurdes font leur apparition, notamment à Ras al-Aïn, à proximité de la frontière turque, et aux alentours de gisements de pétrole dans la province d'Hassaké. Le fait que l'ASL se reposait alors sur de nombreuses unités proches de l'islam conservateur n'a alors pas facilité la conduite d'une stratégie claire et unifiée vis-à-vis des groupes djihadistes, ce qui a constitué un autre facteur favorable à leur montée en puissance.

¹⁰⁷ Elizabeth O'Bagy, « Jihad in Syria », *Middle East Security Report*, 6, Institute for the Study of War, septembre 2012, p. 15.

¹⁰⁸ *Idem*, p. 19.

Durant l'été 2013, on estime à 6 000 le nombre de combattants djihadistes en Syrie. En mai 2014, ce nombre pourrait être de 10 000 combattants. La plupart sont formés en Turquie, en Arabie Saoudite et au Qatar. Rapidement, les groupes djihadistes ont su former des alliances et des coalitions pour accroître leur influence. Dirigé par Hassan Aboud, Ahrar ash-Sham (« Les hommes libres du Levant ») a été formé par des prisonniers libérés par le régime et compterait entre 10 000 et 20 000 combattants en 2014. Ce mouvement a notamment démontré une grande efficacité dans les provinces d'Idlib, Hama, Raqqa et Alep. Il est la principale composante du Front Islamique Syrien (FIS), créé en décembre 2012 et regroupant une dizaine de brigades salafistes et démontrant la volonté et la capacité des groupes islamistes et djihadistes à s'organiser. Le cas d'Ahrar ash-Sham montre qu'il est possible d'être membre du FIS et de coopérer avec l'ASL¹⁰⁹.

Plus violent et plus conservateur, Jabhat al-Nosra (« le Front de la Victoire »), affilié à Al-Qaïda, est le plus puissant des groupes djihadistes de l'est et du nord-ouest de la Syrie, comprenant entre 5 000 et 8 000 combattants, armés par les pays du Golfe. Apparue en janvier 2012, Jabhat al-Nosra se distingue des autres groupes djihadistes par sa bonne gestion des zones qu'il contrôle. Disposant d'une branche humanitaire, Qsim al-Ighata, il s'attache à assurer un ravitaillement aux populations et représente à ce titre l'un des rares mouvements djihadistes à bénéficier d'une certaine popularité, toutefois érodée par son application coercitive de la Charia.

Le mouvement d'Abu Mohammed al-Golani frappe un grand coup le 9 mai 2012 à Damas en commettant un attentat contre des bâtiments des services secrets à Damas, causant 55 morts. Jabhat al-Nosra n'a pas recours aux attentats suicides mais utilise des voitures piégées dans les centres urbains. Certains éléments de ses tactiques de combat sont directement hérités des moukhabarat du régime, héritage de leurs alliances passées¹¹⁰. Al-Qaïda, dont l'importance en Syrie a souvent été exagérée, s'appuie également sur un réseau de plus petites unités comprenant des éléments d'Al-Qaïda en Irak, les Brigades Abdullah Azzam, Fatah al-Islam et des

groupes jordaniens, leur fournissant un soutien opérationnel, des formateurs et des fabricants de bombes.



EILL dans la région de Azzaz.

L'État Islamique en Irak et au Levant (EIL) apparaît en janvier 2013 et s'affirme suite à une tentative de fusion avec Jabhat al-Nosra, que cette dernière refuse en avril 2013. L'EIL prend le contrôle de la capitale de province al-Raqqa où il entreprend de créer un État dans l'État. L'importance de ses financements lui permet d'assurer les transports, les services publics et sociaux ainsi que la production et la distribution de pain¹¹¹. Il obtient alors le soutien de certaines tribus qui ne sont pas connues pour leur extrémisme religieux, comme la tribu Afadila, longtemps soutien du régime¹¹².

Grâce au soutien, à partir de mai 2013, de l'armée Muhajirin wa Ansar, essentiellement composée de Tchétchènes et de Nord-Caucasiens, l'EIL parvient à prendre le contrôle de la base aérienne de Minnagh en août 2013 et contribue à la chute de la 66^e brigade dans la province de Hama en septembre 2013. L'EIL contrôle, en juin 2014, de larges zones au nord-est de la Syrie et reste réputé pour sa violence. Il n'est pas soutenu par la population, lui faisant notamment payer, dans les zones qu'il contrôle, une taxe de protection. Ses 10 000 combattants, pour la plupart étrangers, sont souvent des vétérans aguerris d'Irak et de Syrie et semblent bénéficier d'un certain ménagement de la part de Bachar el-Assad, notamment à al-Raqqa, ce qui permet à ce dernier d'accroître les tensions au sein de la rébellion et d'alimenter la menace djihadiste, utile à son discours¹¹³. Aussi, la

¹⁰⁹ Barah Mikail, « Djihadisme et salafisme en Syrie : une réalité aux déterminants multiples », *Moyen-Orient*, Numéro spécial Jihad. Du Coran à la guerre en Syrie, Octobre-Décembre 2013, n° 20, p. 36.

¹¹⁰ Elizabeth O'Bagy, « Jihad in Syria », *art. cit.*, p. 33.

¹¹¹ Stéphane Mantoux, « Bas les masques. Ce qui se joue derrière le combat contre l'EIL en Syrie », *Historicoblog.fr*, 7 janvier 2014.

¹¹² *Idem*.

¹¹³ Jean-Pierre Filiu, « Al-Baghdadi, l'émir djihadiste dont la tête est mise à prix », *Rue89.fr*, « Les Blogs », 23 avril 2014.

multiplication des enlèvements d'otages occidentaux par l'EILL a débouché sur une relative désertion des zones de combats de la part des observateurs indépendants et a ainsi laissé Assad seul maître de l'information. L'EILL bénéficie ainsi de nombreux facteurs favorisant sa montée en puissance, qui provoque rapidement des heurts avec d'autres groupes rebelles.

La percée de juin 2014 de l'EILL, devenu « l'État Islamique », en Irak illustre cette grande force de frappe dont le groupe dispose. Leur chef, al-Baghdadi s'est déclaré, début juillet 2014, calife, soit le chef de tous les musulmans et contrôle de vaste territoire dans le nord-est de la Syrie et le nord de l'Irak, prenant notamment le contrôle de Mossoul.

Les autres principaux mouvements djihadistes sont Liwa al-Haq, actif dans les provinces d'Alep, d'Idlib et de Homs et membre du FIS, et Liwa al-Islam, active dans la région de Damas, entretenant des liens avec Jabhat al-Nosra et membre du FIS.

Enfin, il convient de distinguer les mouvements membres du Front Islamique Syrien (FIS) des mouvements membres du Front Islamique Syrien de Libération (FISL), partisans d'un islam plus modéré et entretenant des liens plus affirmés avec l'ASL et les Frères Musulmans. Ces mouvements sont, principalement, les Brigades al-Farouk (15 000 hommes) et actives à Bab Amr à Homs en 2012, la Brigade al-Tawhid (12 000 hommes), qui s'est illustrée lors de la bataille d'Alep en août 2012 et d'al-Qusayr en juin 2013, Suqour al-Sham (6 000 hommes), actif dans les régions d'Alep et d'Idlib, Liwa al-Umma (6 000 hommes), contrôlé par l'ASL et majoritairement composé de Libyens et la Brigade al-Fatah¹¹⁴.

V.1.3 Un afflux sans précédent de combattants étrangers

L'importance de la part jouée par les combattants étrangers dans le conflit syrien est sans précédent. Il convient d'en distinguer différentes catégories :

Estimation du nombre de combattants rebelles étrangers (fin 2013)							
France	700	Arabie Saoudite	600 à 1 000	Maroc	77 à 91	Kosovo	4 à 150
Allemagne	200	Tunisie	800 à 1 000	Koweït	54 à 71	Irlande	11 à 26
Royaume-Uni	200 à 300	Liban	65 à 890	Afghanistan	12 à 23	Albanie	9 à 140
Belgique	100 à 300	Libye	336 à 556	Qatar	15	Finlande	4 à 20
Espagne	51	Turquie	63 à 500	Bahreïn	12	Australie	23 à 205
Danemark	65	Égypte	120 à 360	Oman	1	Canada	9 à 100
Bosnie	60	Pakistan	7 à 330	Émirats Arabes Unis	14	États-Unis	17 à 60
Autriche	57	Algérie	70 à 120	Israël	15 à 20	Russie	40 à 600
Pays-Bas	50 à 100	Territoires Palestiniens	74 à 114	Iran	3	Macédoine	3 à 20
Italie	45 à 50	Yémen	15 à 110	Mauritanie	2	Kazakhstan	14 à 150
Norvège	30 à 40	Somalie	6 à 68	Bulgarie	1	Kirghizistan	9 à 30
Suède	30 à 40	Irak	60 à 250	Luxembourg	1	Chine	6 à 100
Jordanie	2 000	Soudan	2 à 100	Suisse	1 à 8	Serbie	3

Source : Stéphane Mantoux, « Et combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association, et que la religion soit entièrement à Allah ». Un portrait des combattants étrangers de l'insurrection en Syrie », *Historicoblog.fr*, 19 décembre 2013. Données collectées à partir de l'étude de l'IRCS du 17 décembre 2013.

¹¹⁴ Barah Mikail, « Djihadisme et salafisme en Syrie », *art. cit.*, p. 36.

beaucoup sont de jeunes révolutionnaires de la région cherchant à étendre le « printemps arabe » à leurs voisins syriens ; d'autres se battent pour l'islam, considérant comme un devoir la protection de leurs frères musulmans en Syrie et ne souhaitent pas détruire la société syrienne : c'est le cas de la Brigade Oumma de Mahdi al-Harati, libyano-irlandais soutien au processus démocratique¹¹⁵ ; enfin, de nombreux étrangers sont des salafistes-djihadistes, regroupés dans l'EIL (composé à 70 % d'étrangers), les Brigades Abdullah Azzam et d'autres groupes jordaniens. Si la plupart sont originaires de Libye, de Tunisie, du Koweït et d'Arabie Saoudite, 17 % des djihadistes présents en Syrie à l'été 2013 venaient de l'extérieur du monde arabe. Il est rare de voir des groupes où les combattants syriens côtoient les combattants étrangers, les Syriens n'aiment généralement pas voir des étrangers s'immiscer dans leur révolution et les considèrent souvent comme des espions. Lorsqu'il y a association, c'est qu'il n'y avait pas d'autre choix.

Mis à part les vétérans d'Afghanistan, de Bosnie, de Tchétchénie, du Yémen et de Libye, la plupart de ces combattants étrangers ont peu d'expérience du combat et passent dans un premier temps par des camps d'entraînement et occupent des postes relativement subalternes. Ansar al-Sharia a notamment mis en place des camps d'entraînement en Libye. Ces combattants ont contribué à renforcer les factions les plus radicales de l'insurrection mais ont aussi redynamisé les communautés radicales de leurs pays d'origine et l'enjeu de leur retour inquiète les différents gouvernements. Leur accès à la Syrie est facilité par le soutien de certains États à la rébellion syrienne et sont ainsi peu enclins à réguler le flux de combattants. D'autre part, les rebelles contrôlent la majeure partie de la frontière turco-syrienne et peuvent aisément faire passer les volontaires étrangers avec la complicité de la Turquie. Cela explique en partie le fait que le nombre de volontaires européens ait triplé entre juin 2013 et janvier 2014¹¹⁶.

¹¹⁵ Elizabeth O'Bagy, « Jihad in Syria », *art. cit.*, p. 24.

¹¹⁶ Stéphane Mantoux, « Et combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association, et que la religion soit entièrement à Allah ». Un portrait des combattants étrangers de l'insurrection en Syrie », *Historicoblog.fr*, 19 décembre 2013.

V.2 L'INSURRECTION SYRIENNE FACE AUX MOUVEMENTS DJIHADISTES : COMBATS ET COALITIONS

Si certaines alliances existent entre les rebelles se battant pour une transition démocratique, les islamistes et les djihadistes, les tensions sont très fortes entre les différents mouvements et de nombreux combats ont d'ores et déjà eu lieu. Dès l'été 2013, après sa rupture avec Jabhat al-Nosra, l'EIL empiète sur le terrain d'autres mouvements dans le nord-est de la Syrie. En septembre 2013, il prend le contrôle du poste-frontière d'Azaz et les accrochages se multiplient. Rapidement, le Front Islamique Syrien, qui regroupe sept des groupes armés les plus importants comme Ahrar al-Sham, la Brigade al-Tawhid (très actif à Alep) et Jaysh al-Islam (très actif à Damas et très opposé à l'EIL), s'oppose frontalement à l'EIL. Des heurts apparaissent également entre l'EIL et Jabhat al-Nosra. Le combat se fait même particulièrement meurtrier dans la ville de Maksana, à l'est d'Alep, avec Ahrar al-Sham¹¹⁷.

À partir de janvier 2014, le combat contre l'EIL est principalement mené par le Front des Révolutionnaires Syriens et l'Armée des Moudjahidin. Le premier a été créé le 9 décembre 2013 en regroupant 14 formations majoritairement locales et d'anciens groupes puissants comme les Bataillons Farouk. Il revendique 10 à 15 000 hommes, en partie tirés du conseil militaire d'Idlib. L'Armée des Moudjahidin, créée début janvier 2014, regroupe 8 groupes armés, soit 6 à 8 000 hommes. Ce mouvement a été fondé explicitement dans le but d'empêcher la mainmise de l'EIL dans le nord du pays. Il déclare alors la guerre à l'EIL dès sa création, obtenant rapidement le soutien du Front Islamique Syrien. Le 13 janvier 2013, après 10 jours de combats, l'EIL a perdu de nombreux bastions dans les provinces d'Alep et d'Idlib mais se maintient dans la province d'Al-Raqqah. L'EIL a notamment repris les villages de Hreitan et de Basraton. Le bilan serait de 700 tués, essentiellement en raison des attaques kamikazes et des attentats commis par l'EIL¹¹⁸.

¹¹⁷ Stéphane Mantoux, « Bas les masques », *art. cit.*

¹¹⁸ *Idem.*

De son côté, Jabhat al-Nosra a condamné les choix de l'EIL avant les combats mais son attitude varie en fonction de ses composantes locales, entre implication dans les combats (al-Raqqa) et soutien tacite envers l'EIL (Alep). Il ne s'agirait alors pas tout à fait d'une « seconde révolution » dans laquelle les rebelles se seraient unis de façon cohérente contre l'EIL. Ce dernier garde de nombreux bastions et reste loin d'être défait. Le mouvement a toutefois été affaibli par le départ du groupe Shishani, majoritairement tchétchène, à la suite des combats. Notons enfin que la multiplication des combats entre fin 2013 et début 2014 était liée à la tenue de la Conférence de Genève le 21 janvier 2014. En effet, l'opposition syrienne souhaitait ôter au régime la carte de la menace djihadiste dans le pays.

Les différentes alliances et oppositions ne sont ainsi pas clairement définies. Le commandement de l'ASL en Turquie tente de se dissocier des groupes salafistes mais des alliances se forment sur le terrain, notamment dans le nord du pays. Les groupes affiliés à l'ASL souhaitent en effet bénéficier de l'efficacité et de la discrétion de ces groupes souvent mieux équipés et mieux entraînés. Des groupes de l'ASL s'allient par exemple à Ahrar al-Sham et parfois à Jabhat al-Nosra, qui tente d'apparaître comme modéré. L'ASL refuse en revanche de s'associer aux Moudjahidins en Syrie, groupe de salafistes-djihadistes. Des alliances entre groupes salafistes ont également lieu. Le groupe Muhajirin wa Ansar a ainsi mené une opération conjointe avec l'EIL, al-Nosra et Ahrar al-Sham contre les milices kurdes de l'YPG.

Cette division de la rébellion syrienne sert avant tout la stratégie de Assad. La menace djihadiste alimente sa propagande et affaiblit l'opposition. En revanche, ces groupes djihadistes sont devenus puissants et demeurent bien implantés dans le pays. Ils constituent à ce titre un ennemi de poids pour le régime. À moins que ce dernier n'ait convenu d'un partage durable du territoire avec ces groupes, comme l'affirment certains analystes.

V.3 PERSPECTIVE : QUEL AVENIR POUR LES DJIHADISTES EN SYRIE ?

La Syrie n'affiche pas de tradition djihadiste. La violente répression subie par les Frères Musulmans en 1982 reste présente dans les mémoires et la population paraît peu encline à soutenir une islamisation de la société. Même en cas de victoire contre le régime de Assad, les groupes islamistes et salafistes auront ainsi de grandes difficultés à s'assurer une base populaire conséquente et l'instauration d'un califat islamique paraît d'ores et déjà inenvisageable. Si le régime se maintient, ce qui est aujourd'hui probable, l'avenir de ces groupes sera difficile, subissant une violente répression.

Cependant, la dispersion des djihadistes dans les zones dites « libérées » demeure solide et ces groupes seront très difficiles à éradiquer. Durant ces années de guerre, ils auront mis l'hermétisme syrien aux radicalismes salafistes et djihadistes à rude épreuve et laisseront, quoiqu'il advienne, des marques profondes dans la société. Les zones rasées par les combats, au premier rang desquelles figure la ville de Homs, posent à ce titre question. Leur repeuplement pourrait aller de pair avec une radicalisation religieuse, qui s'appuierait sur la colère et les frustrations de la population¹¹⁹.

Si la « talibanisation » de la Syrie semble peu probable, une communautarisation accrue, avec des replis socioconfessionnels informels, constitue une hypothèse tangible pour l'avenir du pays¹²⁰. La Syrie devra de toute façon faire face à une économie en lambeaux d'ores et déjà caractérisée par une industrie très affaiblie par la guerre, une pauvreté touchant la moitié de la population et un chômage structurel sans précédent.

¹¹⁹ Mikail Barah, « Djihadisme et salafisme en Syrie », *art. cit.*, p. 39.

¹²⁰ *Idem.*

CONCLUSION

Survenue en 2011, la guerre civile syrienne a causé la mort de 150 000 personnes en trois ans. Si elle apparaît avant tout comme un désastre humanitaire, elle constitue également une illustration de la complexité, pour un pouvoir en place, à mener une stratégie de contre-insurrection sur son propre territoire. Le conflit syrien est aussi une nouvelle occasion d'observer le fragile équilibre géopolitique des Proche et Moyen-Orient.

Annoncé rapidement vaincu en 2011, le régime syrien a su se maintenir en usant de tous les moyens dont il dispose et en montrant sa faculté d'adaptation à une situation extrême à laquelle il n'était pas préparé. Après sa victoire à Homs, Bachar el-Assad semble même tendre vers une reprise en main de la majeure partie du territoire syrien. Sa volonté d'organiser des élections présidentielles en juin 2014 veut faire croire à un retour à la normale. Son amnistie générale du 9 juin 2014, la plus large depuis le début du conflit puisqu'elle s'étend pour la première fois à

ceux poursuivis pour terrorisme, va dans le même sens. Mais ni cette fausse clémence ni sa large victoire à des élections sans valeur ne sauraient faire oublier les immenses défis auxquels la dictature syrienne doit encore faire face.

En effet, à l'été 2014, Alep, capitale économique du pays, résiste toujours et le nord-est du pays est aux mains de puissants groupes rebelles parmi lesquels dominent les groupes islamistes et djihadistes tels que « l'État Islamique » d'Abu Bakr al-Baghdadi qui contrôle aussi une partie du nord de l'Irak. Cette implantation nouvelle du djihadisme sunnite en Syrie rappelle l'implantation d'al-Qaïda en Irak suite à l'intervention américaine de 2003. La guerre fait progresser les fanatismes, ceux-ci exploitent la misère et l'injustice vécues par les victimes des conflits. C'est là que se trouvent l'essence et la raison d'être de la doctrine : prévenir et répondre de la manière la plus efficace qui soit aux conflits. C'est ici la défense et la promotion d'une conception de l'homme et de la paix.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Xavier Baron, *Aux origines du drame syrien. 1918-2013*, Paris, Tallandier, 2013.
- Souhaïl Belhadj, *La Syrie de Bashar el-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, Paris, 2013.
- Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage, Mohammed al-Dbiyat, *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Arles, Actes Sud, "Sindbad", 2007.
- Hugues Esquerre, *Dans la tête des insurgés*, Éditions du Rocher, Collection Lignes de feu, 8 novembre 2013.
- Barah Mikail, *La Syrie en 50 mots clés*, Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2009.

Articles de presse

- Fabrice Balanche, « Comment les inégalités sociales et spatiales alimentent la révolte anti-Assad », *L'Orient Le Jour*, 25 novembre 2011.
- « Maher el-Assad, le bras armé du régime syrien », *Le Figaro*, 1^{er} mars 2012.
- « Interventions en Syrie : que valent les défenses militaires de Bachar el-Assad ? », *Jeune Afrique Blog Défense*, 30/08/2013.
- Entretien avec Thomas Pierret, « Conflit syrien : quelle morphologie des forces insurgées? », *DSI*, n° 94, juillet-août 2013.
- C.R., « Le "cavalier seul" des Kurdes en Syrie », *Orient XXI*, 27 mars 2014.
- Joseph Hoyakem, « Radioscopie de la crise syrienne [3/4]. Les Forces en présence », *Tribune n° 257*, Revue de Défense Nationale.
- Romain Mielcarek, « Armes, médicaments, argent : qui livre quoi à Damas ou aux rebelles? », *RFI*, 29 septembre 2013.
- " Hospitals are a high-value target ", *The World Today*, October&November 2013.
- Alexandra Geneste, « Syrie, L'ONU confirme l'utilisation d'armes chimiques dans cinq sites », *Le Monde*, 13 décembre 2013.
- Stéphane Mantoux, *This is Syria. L'armée syrienne*, Alliance Géostratégique, 12 septembre 2013.
- Christophe Rauzy, « Les Chabbiha, miliciens de la "sale guerre" en Syrie », *Francetvinfo.fr*, 27/07/2012.
- Georges Malbrunot, « Le Hezbollah en sauveur d'Assad », *Le Figaro*, mardi 21 janvier 2014.

- Entretien avec Amal Saad Ghorayeb. « Le Hezbollah : résistance, idéologie, politique », *Confluences Méditerranée*, 2007/2, n° 61.
- Hala Kodmani, « Syrie : les chabbiha, ces hors-la-loi qui font la loi », *Libération*, 27 septembre 2011.
- « Syrie : 150 000 morts en près de trois ans », *Lefigaro.fr* avec *Reuters*, 1^{er}/04/2014.
- Barah Mikail, « Djihadisme et salafisme en Syrie : une réalité aux déterminants multiples », *Revue Moyen-Orient*, numéro spécial Jihad. Du Coran à la guerre en Syrie, octobre-décembre 2013, n° 20.
- Jean-Pierre Filiu, « Al-Baghdadi, l'émir djihadiste dont la tête est mise à prix », *Rue89.fr*, « Les Blogs », 23 avril 2014.

Publications spécialisées

- Wladimir Glasman, « Les ressources sécuritaires du régime en Syrie », Institut de Recherche et d'Études sur les Monde Arabe et Musulman, (IREMAM), 19 janvier 2014.
- CIA, World Fact Book.
- Joseph Holliday, " The Syrian Army Doctrinal Order of Battle ", Institute for the Study of War, February 2013.
- Joseph Holliday, " The Assad Regime. From Counterinsurgency To Civil War ", *Middle East Security Report*, 8, Institute for the Study of War, March 2013.
- Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer, " Iranian Strategy in Syria ", AEI's Critical Threats Project & Institute for the Study of War, May 2013.
- Corentin Brustlein, Étienne de Durand, Guillaume Garnier, Marc Hecker, Élie Tenenbaum, *Syrie : l'option militaire reste-t-elle ouverte ?* Note de l'Ifri, septembre 2013.
- Valérie Szybala, " Assad Strikes Damascus. The Battle for Syria's Capital ", *Middle East Security Report*, 16, Institute for the Study of War, January 2014.
- Isabel Nassief et Valérie Szybala, " The Starvation until Submission Campaign ", *Syria Updates*, Institute for the Study of War, February 2014, 7th.
- Valérie Szybala, " Assad Strikes Damascus. The Battle for Syria's Capital ", *Middle East Security Report*, Institute for the Study of War, No. 16, January 2014.
- Isabel Nassief, " Hezbollah and the Fight for Control in Qalamoun ", *Backgrounder*, Institute for the Study of War, November 2013, 26th.
- Isabel Nassief, " The campaign for Homs and Aleppo ", *Middle East Security Report*, Institute for the Study of War, No.17, January 2014.
- Christopher Harmer, " Russian Naval Base Tartus ", *Backgrounder*, Institute for the Study of War, July 2012, 31th.
- Elizabeth O'Bagy, " The Free Syrian Army ", *Middle East Security Report*, Institute for the Study of War, No. 9, March 2013.
- Elizabeth O'Bagy, " Jihad in Syria ", *Middle East Security Report*, Institute for the Study of War, No. 6, September 2012.

- Stéphane Mantoux, « L'armée syrienne. [2/2] Dans la guerre civile (2011-2013) », *Lettre du RETEX-Recherche*, n° 1, 20 septembre 2013.
- Stéphane Mantoux, « La guerre civile syrienne : interview de Tom Cooper », *lautrecotedelacolline.blogspot.fr*, 10 décembre 2013.
- Stéphane Mantoux, « La bataille d'Al-Qusayr (15 mai-5 juin 2013) », *Historicoblog.com*, 21 novembre 2013.
- Stéphane Mantoux, « Bas les masques. Ce qui se joue derrière le combat contre l'EIL en Syrie », *Historicoblog.fr*, 7 janvier 2014.
- Stéphane Mantoux, « "Et combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association, et que la religion soit entièrement à Allah". Un portrait des combattants étrangers de l'insurrection en Syrie », *Historicoblog.fr*, 19 décembre 2013.
- « Chars et antichars en Syrie. 5^e partie : Les blindés », *Focus hebdomadaire*, EM9/BIMa/BRRl.
- *Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency*, German Army Office, Division I - Army Development, Cologne, June 2010.
- « Enseignements des opérations des dernières campagnes », 3^e bureau de l'état-major de l'Armée, Ministère de la guerre, Paris, octobre 1965.
- Guillaume Rolland et Antonin Tisseron, *L'emploi des hélicoptères en contre-insurrection. Quels enjeux pour quelles menaces ?* Cahier de la Recherche Doctrinale, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, 2012 [en ligne sur le site du CDEF, « anciennes publications »].
- « Programme chimique syrien. Cas d'emploi passés d'agents chimiques par le régime. Attaque chimique conduite par le régime le 21 août 2013 », *Synthèse nationale de renseignement déclassifié*, 2 septembre 2013.

Directeur de la publication : Général Jean-Jacques TOUTOUS
CDEF - 1 place Joffre – Case 53 - 75700 PARIS SP 07
Téléphone du secrétariat : 01 44 42 51 02. **Fax du secrétariat** : 01 44 42 81 29

Rédacteur en chef : Colonel Pierre ESNAULT, officier pilote du dossier. **Téléphone** : 01 44 42 41 61
Auteur : M. Adrien DESBONNET, sous la direction de M^{me} Julie d'ANDURAIN. **Téléphone** : 01 44 42 81 53

Éditeur rédactionnel : Capitaine Gwénaëlle DENONIN-LHUILE

Crédits photos (Couverture) : © armée de Terre
Maquettage : Sonia RIVIÈRE/CDEF/DAD/PUB
Infographie (Couverture) : Nanci FAUQUET/CDEF/COM

Impression - Routage : EDIACA - 76 rue de la Talaudière - CS 80508 - 42007 SAINT-ÉTIENNE CEDEX 1
Téléphone : 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25
Tirage : 2 900 exemplaires
Diffusion : CDEF/DAD/PUB. **Téléphone** : 01 44 42 43 18

Dépôt légal :
ISBN [Version imprimée] 978-2-11-138912-0 - Mars 2015
ISBN [Version électronique] 978-2-11-138913-7 - Mars 2015
ISSN de la collection Cahier du RETEX
La version électronique de ce document est en ligne sur les sites Intradef et Internet du CDEF
à l'adresse <http://www.cdef.defense.gouv.fr>



CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr